

Enquête Publique relative

**à la demande présentée par la Société AIRBUS
TRANSPORT INTERNATIONAL, en vue d'obtenir
l'autorisation d'exploiter une extension de l'actuel hall
de déchargement du Beluga Standard, afin de le
convertir en hall de maintenance du Beluga XL, sur le
territoire de la Commune de Colomiers, Avenue Jean
Monnet, 31770 COLOMIERS.**



Enquête se déroulant du Lundi 1 Juillet au Lundi 15 Juillet 2019 inclus

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Christian HENRIC – Commissaire Enquêteur

SOMMAIRE

1- Préambule

- 1-1 – Objet de l'enquête
- 1-2 – Identification de l'autorité organisatrice de l'enquête publique
- 1-3 – Présentation et description du projet
- 1-4 – Composition du projet

2- Organisation et déroulement de l'enquête

- 2-1 – Procédure
- 2-2 – Démarches préalables à l'ouverture de l'enquête
- 2-3 – Information du public
- 2-4 – Siège de l'enquête/ permanences
- 2-5 – Consultation du dossier par le public
- 2-6 – Modalités de formation des observations
- 2-7 – Clôture des registres

3- Le dossier soumis à l'enquête

- 3-1 – Description du projet
- 3-2 – Principaux impacts du projet sur l'environnement
- 3-3 – Remise en état du site
- 3-4 – Etude de dangers

4- Analyse des observations du Public

- 4-1 – Climat dans lequel s'est déroulée l'enquête publique
- 4-2 – Relation comptable des personnes reçues et des observations recueillies
- 4-3 – Positions et avis des Communes sur la demande d'autorisation

5- Analyse des observations d'Ordre général / PV de Synthèse

- 5-1 – Analyse d'Ordre Général sur l'enquête publique
- 5-2 – Remarques du Commissaire Enquêteur
- 5-3 – PV de Synthèse du Commissaire Enquêteur
- 5-4 – Mémoire en réponse au PV de Synthèse
- 5-5 – Analyse du PV et du Mémoire en réponse

6- Annexes

- 6-1 – Décision du Tribunal Administratif de Toulouse
- 6-2 – Arrêté de M. le Préfet de la Haute-Garonne en date du 5 Juin 2019

- 6-3 – Avis d'ouverture d'une enquête publique
- 6-4 – Décision de dispense d'étude d'impact
- 6-5 – Article R.123-9
- 6-6 – Certificat de début d'affichage – ville de Colomiers
- 6-7 – Certificat d'affichage de l'avis d'ouverture de l'enquête – ville de Colomiers
- 6-8 – Certificat d'affichage – ville de Blagnac
- 6-9 – Certificat d'affichage – ville de Toulouse
- 6-10 – Avis d'ouverture – site ville de Toulouse
- 6-11 – Copie des 4 parutions annonçant l'enquête
- 6-12 – Avis d'ouverture avec le dossier Site Préfecture de la Haute-Garonne
- 6-13 – Courrier ville de Toulouse – 18 Juillet 2019
- 6-14 – Courrier ville de Blagnac – 21 Juin 2019
- 6-15 – PV de Synthèse – 22 Juillet 2019
- 6-16 – Réponses apportées au PV de Synthèse par le demandeur en date du 31 Juillet 2019
- 6-17 – Règlement zone UA2 PLUi
- 6-18 – Echange mail CI/Demandeur/Ville de Toulouse

7- Registre d'Enquête

1- Préambule

1-1 – Objet de l'enquête

La présente enquête concerne le projet d'AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL de construction du futur hall de maintenance du Beluga XL, le Beluga XL est le nouvel avion-cargo d'Airbus, en phase d'essais avec une mise en service prévue en Septembre 2019. A terme, il viendra remplacer le Beluga ST utilisé aujourd'hui, qui est plus petit que le Beluga XL. Le BST est un appareil construit sur une base A300 alors que le BXL l'est sur une base A330.

Le hall de maintenance utilisé pour le Beluga ST n'est pas assez grand pour accueillir le BXL. De plus, la zone de déchargement du BXL (C43) est située Clément Ader.

Pour optimiser le déchargement et la maintenance du BXL, il a été décidé d'agrandir le bâtiment C40, voisin du C43 afin de le convertir en hall de maintenance pour le BXL.

L'agrandissement du bâtiment C40 et sa conversion en hall de maintenance (transfert de l'activité actuellement réalisée au H10) nécessite la demande d'une nouvelle autorisation environnementale au titre des installations classées.

Les activités soumises à la réglementation ICPE seront :

- * 2925 : Atelier de charge d'accumulateurs (régime de déclaration),
- * 2930-1 : Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteurs (régime d'autorisation).

Le projet ne relève pas des rubriques IOTA (installations, ouvrages, travaux et activités) car ils n'interviennent pas sur le milieu aquatique.

Les surfaces déjà très majoritairement imperméabilisées ne modifient pas l'écoulement des eaux pluviales.

Le hall d'une superficie totale sera de 8200 m² dont 3200 m² issus de l'extension projetée. Cette surface de 8200 m² fait qu'il ne se trouve pas visé par la catégorie de projet 39.a du tableau annexé à l'article R.122.2 du Code de l'Environnement. Il est cependant soumis à l'examen cas par cas selon la catégorie 1.a), autres installations classées pour la protection de l'environnement. Ce projet nécessite la réalisation d'un dossier de demande d'autorisation environnementale, conformément aux exigences des articles L181-1, R181-12 à 15 et D181-15-1.

Le projet n'est de plus pas concerné par une rubrique IED (Industriel Emissions Directive) ni par la directive 2012/18/UE du 4 Juillet 2012 dite Seveso III.

Il est précisé que le projet est soumis à un examen au cas par cas au titre de la catégorie de projet n°1, l'avis de l'autorité environnementale est joint au dossier. Il est précisé enfin qu'un permis de construire a été demandé. Je reviendrai sur l'ensemble de ces éléments ultérieurement.

1-2 – Identification de l'autorité organisatrice de l'enquête publique

Une demande en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, une extension de l'actuel hall de déchargement du Beluga standard afin de le convertir en hall de maintenance du Béluga XL a été déposée le 29 Mars 2019, présentée par la SOCIETE AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL. Le Préfet de la Région Occitanie, Préfet de la Haute-Garonne est l'autorité organisatrice de l'enquête publique conformément au Code de l'Environnement.

1-3 – Présentation et description du projet

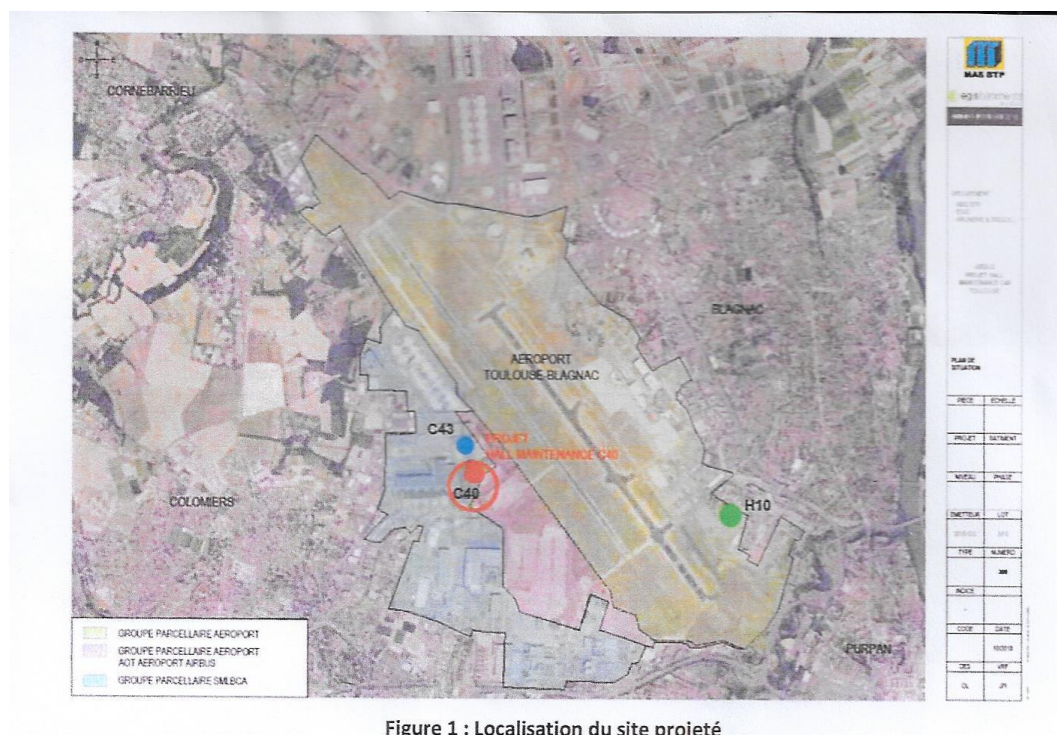
L'ensemble de ces informations provient du dossier de l'enquête de demande d'autorisation environnementale.

Le projet d'extension du hall de maintenance du Beluga XL est porté par la SOCIETE AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL, société en nom collectif qui est à 100% une filiale d'AIRBUS SAS.

Cette entité, ATI, est destinée à l'exploitation de la flotte d'avions détenue par AIRBUS afin d'assurer la logistique entre ses divers sites européens.

Les salariés opérant les installations sont des salariés de l'entité AIRBUS SAS.

Les nouvelles installations seront implantées sur la Commune de Colomiers à l'intérieur de la zone aéroportuaire de l'aéroport de Toulouse-Blagnac sur le site de Clément Ader.



Le projet est situé sur la parcelle cadastrale BC 133 d'une superficie de 879 826 m2

Commune de Colomiers appartenant à AIRBUS GROUP.

La société AIRBUS OPERATIONS en tant que Maître d'Ouvrage déléguée sera en charge de la construction alors que la SOCIETE AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL, sera en charge de son exploitation.

Un document du dossier en annexe 4 atteste qu'ATI dispose du droit d'y réaliser son projet. Le projet est localisé d'après le document soumis à l'enquête dans la zone 2 UE du PLU de Colomiers, zone liée aux activités industrielles à location économique, je reviendrai ultérieurement sur ce point.

Le bâtiment C40 est actuellement utilisé en tant que hall de déchargement du Béluga Standard. Il deviendra à terme le hall de maintenance du Béluga XL, en remplacement du hall actuel H10. Il se rapprochera également du bâtiment en cours de construction C43, futur hall de déchargement.

Le projet accueillera les activités suivantes :

- Maintenance du BXL :

- * travaux de maintenance planifiés et légers (seulement des checks A et B, les checks C et D ne sont pas prévus dans le C40,

- * interventions sur le réseau hydraulique de l'avion, sur le réseau kérosène (peu fréquent), sur les moteurs,

- * opérations de retouches peinture sur petites surfaces inférieures à 1 m2.

- Stockage :

- * pièces d'avions (trains d'atterrissage et un seul jeu de pneumatiques par type d'appareil, pièces détachées, calculateurs, capots) principalement métalliques et en composite pour certaines,

- * outillages,

- * consommables,

- * pièces de petites tailles emballées dans des bacs en plastique et stockées en racks montés sur rails,

- * pièces de tailles plus importantes contenues dans des caisses en bois disposées au sol ou en rack,

- * produits chimiques (dans un local dédié à l'extérieur du bâtiment).

L'exploitation du C40 sera donc divisée en 3 activités : l'activité de maintenance qui prendra place dans le hall de maintenance, l'activité de stockage lié à la maintenance située dans la partie nord du C40 et la position avion dans le hall de maintenance. Les maintenances réalisées seront essentiellement des petites opérations de maintenance. Le hall aura une superficie totale de 8 200 m2, dont 3 200 m2 issus de l'extension projetée.

Le planning de l'extension prévoit une durée de chantier de 10 mois.

1-4 – **Composition du projet**

S'agissant d'une enquête de demande d'autorisation environnementale en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, le dossier comprend les pièces suivantes :

- un résumé non technique,
- une partie A, caractérisation du projet,
- une partie B, description du projet,
- une partie C, l'étude d'incidence environnementale,
- une partie D, étude de dangers,
- une partie E, annexes.

Il est à noter que la demande d'examen au cas par cas, préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale, la décision de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas, en application de l'article R.123-3 du Code de l'Environnement ainsi que les demandes d'avis sur la remise en état du site au niveau de l'Urbanisme et du propriétaire se trouvent dans le chapitre E du dossier, annexes

2- Organisation et déroulement de l'enquête

2-1 – Procédure

Par requête en date du 29 Mars 2019, la SOCIETE AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL, a sollicité le Tribunal Administratif de Toulouse pour la désignation d'un Commissaire Enquêteur afin de procéder à une enquête publique ayant pour objet d'obtenir l'autorisation d'exploiter, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, une extension de l'actuel hall de déchargement du Béluga standard afin de le convertir en hall de maintenance du Beluga XL, Avenue Jean Monnet à 31770 COLOMIERS.

Par une décision en date du 28 Mai 2019 E 19000093/31, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné Christian HENRIC, en tant que Commissaire Enquêteur (**Annexe 1 : Copie de la décision du Tribunal Administratif**).

Par un arrêté en date du 5 Juin 2019, Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne a fixé les modalités d'organisation de l'enquête publique (**Annexe 2 : Copie de l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne en date du 5 Juin 2019**).

Celle-ci s'inscrit et respecte le Code de l'Environnement, notamment les articles L 123-1 et de R.123-1 à R.123-27.

Un avis d'ouverture d'enquête publique a été établi permettant d'effectuer l'affichage réglementaire sur lequel je reviendrai ultérieurement (**Annexe 3 : Avis d'ouverture d'une enquête publique**).

Il est précisé par rapport en date du 27 Mai 2019, de fin de phase d'examen, dans lequel

l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) d'Occitanie, a considéré le dossier régulier et a sollicité l'organisation d'une enquête publique étant dit que, par décision en date du 1 Février 2019, Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne (DREAL) a dispensé le présent projet d'évaluation environnementale, suite à examen au cas par cas, conformément aux dispositions de l'article R.122-3 du Code de l'Environnement (**Annexe 4 : Copie décision de dispense**).

Il a été décidé que l'enquête se déroulerait au Lundi 1 Juillet au Lundi 15 Juillet 2019 inclus, avec l'organisation de deux permanences.

2-2 – Démarches préalables à l'ouverture de l'enquête

Ultérieurement au démarrage de l'enquête, plusieurs réunions ou actions ont été organisées et effectuées.

Dès le Mercredi 5 Juin, une réunion a été organisée à la Direction Départementale des Territoires, Service Environnement, eau et forêts, à l'Unité procédures Environnementales où Madame Mommeja m'a reçu, j'ai pu récupérer à cette occasion le dossier soumis à l'enquête publique.

Des questions/réponses ont été échangées permettant au Commissaire Enquêteur de se faire une idée précise du dossier et des enjeux identifiés.

Il a été défini lors de cette réunion, les diverses modalités concernant l'organisation de l'enquête, notamment les permanences, leurs nombres, les dates, les mesures de publicité à mettre en œuvre.

En ce concerne la décision de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas, en application de l'article R.122-3 du Code de l'Environnement.

Celle-ci a été incorporée au dossier soumis à l'enquête.

De plus a été évoquée la demande de dérogation suivante :

« Conformément à l'article R.512-52 du Code de l'Environnement, AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL souhaite déroger aux prescriptions de certains articles du Code de l'Environnement. Ces prescriptions concernent les plans réglementaires à fournir. En effet, le plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux enterrés existants demandé au 9. de l'article D181-15-2, est fourni dans ce présent dossier à l'échelle 1/250 pour le plan de masse, à l'échelle 1/1000 pour le plan des réseaux secs et à l'échelle 1/750 pour le plan des réseaux humides. Cette dérogation est demandée car le fait de fournir trois plans distincts améliore la visibilité des réseaux et les échelles réduites permettent de reporter les points de raccordements des réseaux.

AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL souhaite déroger aux dispositions constructives fixées par l'arrêté du 29/05/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d) ». La justification de la demande de dérogation se trouvant dans le paragraphe 9 de la partie D du dossier soumis à l'enquête. »

Cette réunion a permis d'élaborer l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne

portant ouverture de l'enquête publique ainsi que l'avis que nous retrouvons en annexe 2 et 3 avec notamment une enquête se déroulant du 1^{er} au 15 Juillet 2019 inclus.

Il a donc été organisé ensuite, une réunion sur le terrain afin de faire une visite des lieux où se trouve le projet d'agrandissement.

Celle-ci a été déroulée le Jeudi 20 Juin 2019, directement sur le site Clément Ader.

Etaient présents :

- Monsieur Sébastien Gaillot, Responsable de l'Environnement AIRBUS Opérations SAS Coord. Environnement Ets AIRBUS de Toulouse et Blagnac Toulouse.

- Monsieur Guillaume Mollard, Manager Projet Constructions et Infrastructures

- Madame Patricia Bouzas, Architecte Responsable du chantier du Cabinet Brunerie / Irissou.

Il a été possible au cours de cette réunion, dans un premier temps, d'effectuer une présentation du dossier soumis à l'enquête, et notamment des mesures de publicité à prendre en compte, de faire apparaître et d'identifier les enjeux par les responsables du projet.

Dans un deuxième temps, d'effectuer un échange par des questions/réponses par le préparé par le Commissaire Enquêteur.

Enfin cette réunion s'est terminée par une visite des locaux actuels, en présence des 3 intervenants, permettant de bien s'imprégner du site, du bâtiment actuel et des bâtiments proches.

Il a été confirmé lors de cette réunion les mesures de publicité à effectuer signalant d'ores et déjà des problèmes d'affichage que ce soit au niveau des dates que des tailles d'affiche, je reviendrai plus longuement sur ces problèmes.

J'ai profité de ma visite à Colomiers pour rendre visite à Monsieur Colombo, Assistant Environnement et Déplacements à la Mairie de Colomiers, siège de l'enquête.

J'ai pu constater la présence du dossier sur place, un poste informatique dédié à l'enquête et un affichage non conforme sur les panneaux d'affichage de la ville.

Je reviendrai également sur ces problèmes d'affichages.

J'ai profité de cette visite pour signer le registre papier d'enquête afin qu'il soit prêt pour le 1^{er} Juillet, date du démarrage de celle-ci.

J'ai enfin fait le tour des panneaux d'affichage des Mairies de Blagnac et Toulouse, en effet, le rayon d'affichage est de 1 km selon la nomenclature ICPE 2930.

Sont donc concernées les communes de Colomiers, Blagnac et Toulouse.

2-3 – Information du public

Au niveau de l’affichage :

Conformément à l’arrêté de Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et à la réglementation et notamment à son article 3, les mesures de publicité suivantes ont été prescrites :

« Un avis au public portant les indications mentionnées à l’article R.123-9 du Code de l’Environnement est affiché, aux frais de l’exploitant, 15 jours au moins avant l’ouverture de l’enquête publique à la Mairie de Colomiers et dans tous les lieux publics et tous endroits où l’attention des intéressés peut être facilement appelée, par les soins du Maire de la Commune de Colomiers, du Maire de la Commune de Blagnac et Toulouse, comprises dans le périmètre d’un kilomètre et concernées par les risques et inconvénients dont l’établissement peut être la source.

Cet avis est également affiché par les soins du demandeur sur le site de l’installation projetée conformément aux caractéristiques fixées par l’arrêté ministériel du 24 Avril 2012.

L’enquête est enfin annoncée 15 jours au moins avant son ouverture et dans les huit premiers jours de son déroulement, par les soins du Préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département. Le dossier auquel est joint l’avis de l’autorité environnementale est mis en ligne sur le site internet des services de l’Etat en Haute-Garonne, l’adresse suivant : <http://www.haute-garonne.gouv.fr>. »

L’affichage devait être effectué 15 jours avant le démarrage de l’enquête, des anomalies assez importantes sont apparues dans le respect de ces mesures de publicité. Les ayant identifiées, lors de mes différentes visites et vérifications, j’ai relancé l’exploitant et les communes sans grand succès.

Je vous reprendrai ces anomalies, elles concernent l’affiche et l’ensemble des sites que ce soit au niveau des dates d’affichage que du respect format des affiches.

Je vais reprendre qu’elles étaient les obligations à tenir :

« Un Avis au Public portant les indications mentionnées à l’article R.123-9 DU Code de l’Environnement est affiché, aux frais de l’exploitant, 15 jours au moins avant l’ouverture de l’enquête publique à la Mairie de Colomiers et dans tous les lieux publics et tous endroits où l’attention des intéressés peut être facilement appelée, par les soins du Maire de la Commune de Colomiers, du Maire de la Commune de Blagnac et de Toulouse, comprises dans le périmètre d’un kilomètre et concernées par les risques et inconvénients dont l’établissement peut être la source.

Cet avis est également affiché par les soins du demandeur sur le site de l’installation projetée conformément aux caractéristiques fixées par l’arrêté ministériel du 24 Avril 2012. »

L’article R.123-9 précise un certain nombre de chose, nous le retrouverons en annexe 5 (**Annexe 5 : Copie Article R.123-9**).

L’Arrêté du 24 Avril 2012 fixe les caractéristiques et dimensions de l’affichage de l’Avis d’enquête publique mentionné à l’article R.123-11 du Code de l’Environnement.

L'Article 2 :

« Les affiches mentionnées au III de l'article R.123-11 mesurent au moins 42 x 59.4 cm (format A2). Elles comportent le titre « Avis d'Enquête Publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R.123-9 du Code de l'Environnement en caractères noirs sur fond jaune ».

Toutefois des difficultés apparaissent parfois pour cet affichage.

Ceci a fait l'objet d'une question écrite n° 04901 au Sénat.

Nous trouvons ci-dessous cette question et sa réponse du Ministère de l'Ecologie.

Nouvelles modalités d'affichage de l'avis d'enquête publique

14^e législature

Question écrite n° 04901 de M. André Vairetto (Savoie - SOC)

publiée dans le JO Sénat du 21/02/2013 - page 553

M. André Vairetto appelle l'attention de Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur les nouvelles modalités d'affichage de l'avis d'enquête publique mentionnées à l'article R. 123-11 du code de l'environnement. Un arrêté fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement publié le 4 mai 2012 précise que « Les affiches mentionnées (...) mesurent au moins 42 x 59,4 cm (format A2). Elles comportent le titre "avis d'enquête publique" en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R. 123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune. » L'article R. 123-11 du code de l'environnement prévoit aussi la publication de l'avis d'enquête dans deux journaux locaux ou nationaux selon l'importance du projet, l'affichage en mairie ou en préfecture pour les plans et programmes, ainsi que la publication sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête. À ce jour, il apparaît que ces dispositions, entrées en vigueur au 1er juin 2012, augmentent le risque d'annulation de plans locaux d'urbanisme (PLU) ou de zones d'aménagement concerté (ZAC) pour de simples motifs de forme d'affichage. Il souhaite savoir si le Gouvernement entend assouplir les règles d'affichage pour les enquêtes publiques pour remédier à cette situation.

Transmise au Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Réponse du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

publiée dans le JO Sénat du 29/08/2013 - page 2507

Afin de pouvoir participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement conformément à l'article 7 de la charte de l'environnement, le public doit être informé de l'organisation d'une enquête publique. À cette fin, tous les moyens utiles doivent pouvoir être sollicités. Ainsi, le législateur, au II de l'article L. 123-10 du code de l'environnement, a prévu que « l'information du public est assurée [...] notamment par voie d'affichage sur les lieux concernés par l'enquête, par une publication locale ou par voie électronique ». Les dispositions réglementaires d'application du principe fixé par le législateur ne diffèrent pas de celles qu'elles ont remplacées (publication de l'avis par voie de presse et affichage en mairie et préfecture). Seule la publication de l'avis d'enquête publique sur un site internet constitue une nouvelle formalité, celle-ci n'étant obligatoire que lorsque l'autorité chargée d'ouvrir et d'organiser l'enquête possède un tel site internet. Il est précisé que les formes de l'affiche dont les caractéristiques sont fixées dans l'arrêté du 24 avril 2012 ne sont applicables qu'à l'affichage « sur place » c'est-à-dire à l'affiche qui, en vertu du III de l'article R. 123-11, doit être apposée par le responsable du projet sur le lieu où sera réalisée l'opération pour laquelle l'enquête publique est requise. En définitive, les modalités d'information du public de l'organisation d'une enquête publique ne peuvent être regardées comme augmentant le risque d'annulation des plans et projets. Au contraire, la réforme des enquêtes publiques, achevée par le décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011, a préalable de la conformité des conclusions de l'enquête par l'autorité compétente pour organiser l'enquête et par le président du tribunal administratif.

Cette réponse précise que les formes de l'affiche dont les caractéristiques sont fixées dans l'arrêté du 24 Avril 2012 ne sont applicables qu'à l'affichage sur place, c'est-à-dire à l'affiche qu'en vertu du III de l'article R.123-11 doit être apposé par le responsable du projet sur le lieu où sera réalisée l'opération pour laquelle l'enquête publique est requise ».

Il est fréquemment considéré que même dans les cas les plus simples, on ne devrait pas descendre en dessous d'un format 35 x 50 cm. Cette dimension étant le minimum que permettre de faire apparaître la mention « AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE » de manière

visible.

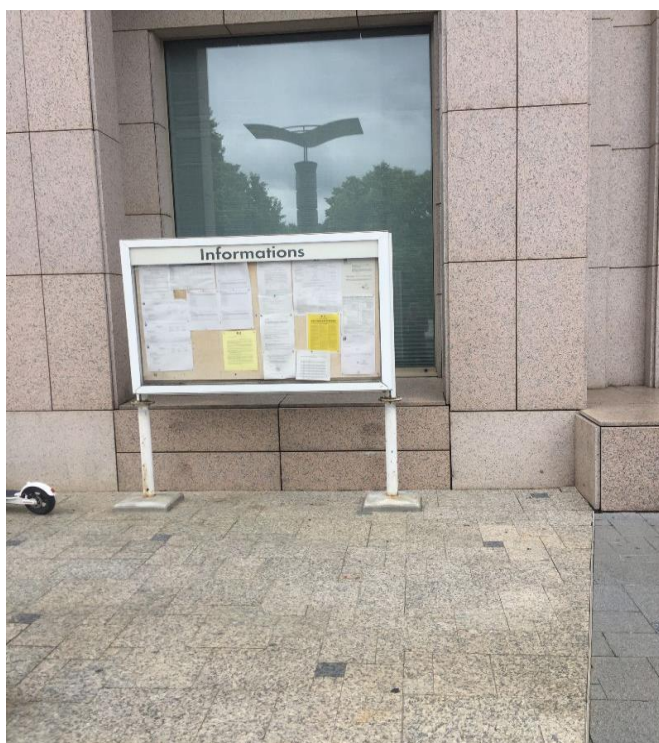
Je vais reprendre et faire un point Commune par Commune en finissant par le site en ce qui concerne ces mesures.

Il est rappelé que 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, un avis est publié par voie d'affiches et, éventuellement par tous autres procédures.

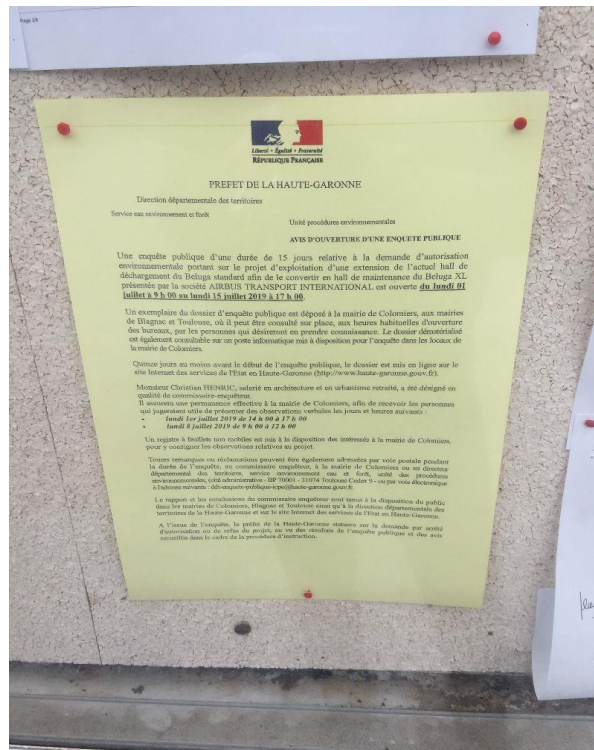
Ville de Colomiers :

Le certificat d'affichage fait apparaître un affichage à partir du 17 Juin 2019. Nous ne sommes pas conforme à la période des 15 jours (**Annexe 6 : Certificat de début d'affichage de l'Arrêté Mairie de Colomiers et Annexe 7 : Certificat d'affiche de l'Avis d'Ouverture**).

Au niveau de cet affichage, on peut remarquer un affichage tardif, non conforme car il a été effectué que le 17 Juin, 14 jours avant le démarrage de l'enquête, qui a été effective le 1 Juillet.



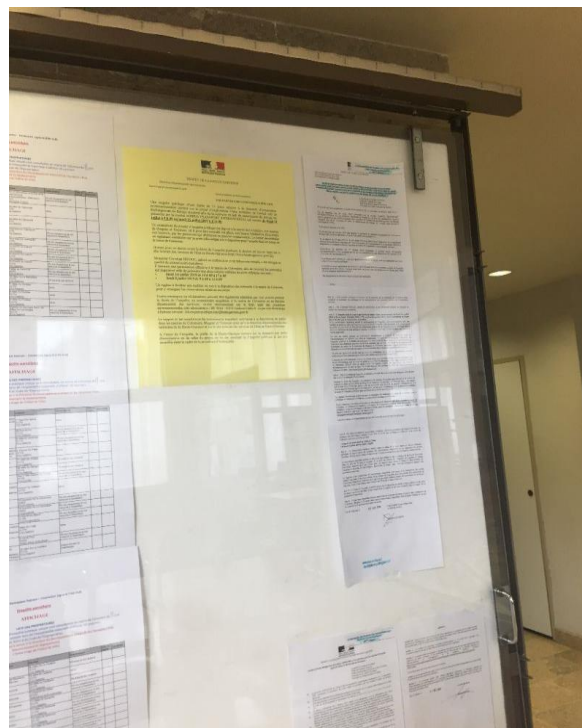
Affichage panneau extérieur Colomiers



Détail affichage de l'Avis

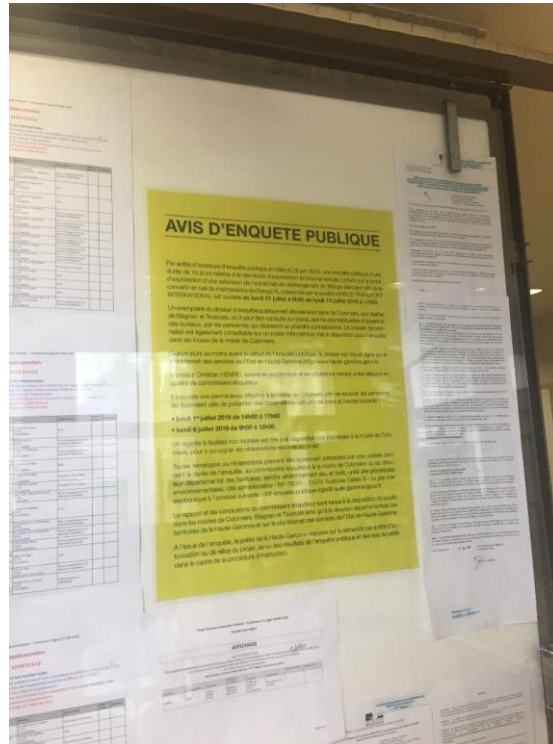
Il s'agit là de la photocopie A4 de l'Avis d'Ouverture d'une enquête publique que nous retrouvons en annexe 3.

Cet affichage n'est pas réglementaire au niveau purement formel.



Affichage panneau intérieur Colomiers

Un affichage conforme à partir du 24 Juin 2019



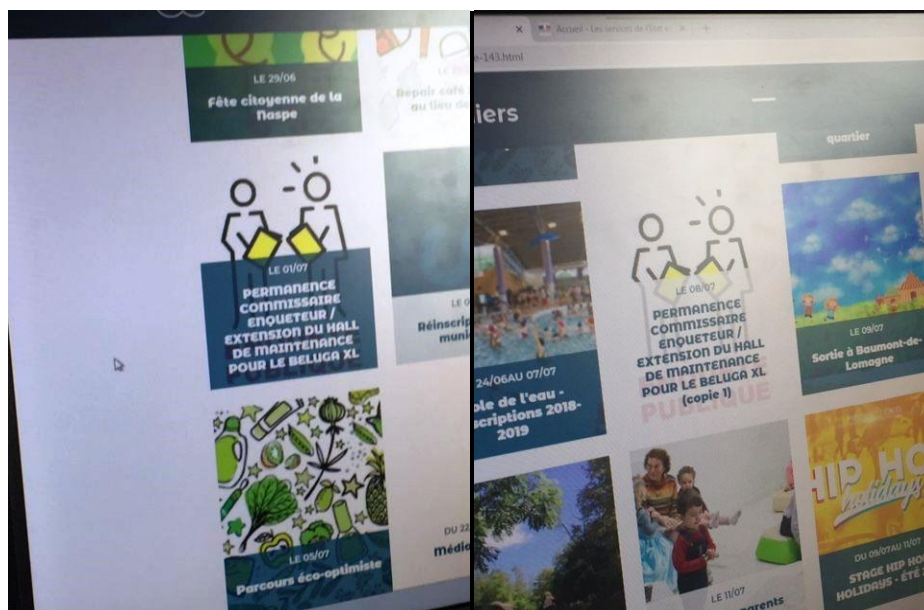
Affichage conforme Colomiers

On peut préciser que l'ensemble du dossier a été accessible sur le site de la ville de Colomiers à partir du 17 Juin 2019.



Capture écran Site Internet ville de Colomiers

Et que les 2 permanences du Commissaire Enquêteur étaient également annoncées sur l'agenda de la ville de Colomiers sur son site internet.



Capture écran agenda ville de Colomiers

Ville de Blagnac :

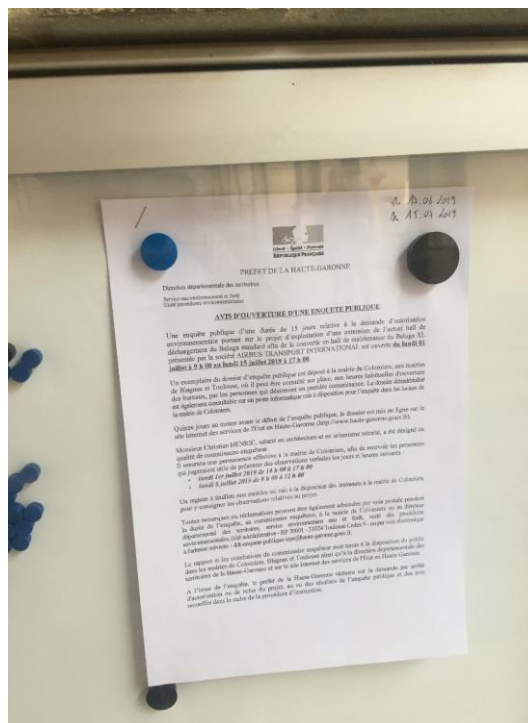
Le certificat d'affichage fait apparaître un affichage à partir du 14 Juin 2019 donc conforme au niveau des dates (**Annexe 8 : Certificat d'affichage ville de Blagnac**).



Affichage Panneau extérieur ville de Blagnac



Affichage Panneau extérieur Hôtel de Ville du Capitole de Toulouse



Détail affichage de l'avis

De plus, j'ai pu vérifier sur le site internet de la ville de Toulouse l'Avis d'Ouverture de l'enquête publique (**Annexe 10 : Avis d'Ouverture site internet ville de Toulouse**).

On peut également remarquer que la forme de l'Avis affiché n'est pas réglementaire, idem Colomiers et Blagnac s'agissant de la photocopie A4 de l'Avis d'Ouverture d'une enquête publique que nous retrouvons en annexe 3.

Site du projet Avenue Jean Monnet , entrée Clément Ader :

.



Affichage site Avenue Jean Monnet

Affichage conforme au niveau formel de la taille de l'affiche, de son titre, de la couleur jaune mais non conforme au niveau des dates car seulement à partir du 24 Juin 2019.

Je reviendrai ultérieurement sur ces nombreuses anomalies que l'on peut déplorer d'autant plus compte tenu des relances effectuées et des réunions préparatoires destinées notamment à régler ce genre de problème. Nous ne sommes pas conformes à l'article 3 de l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Au niveau des publications :

Les publications suivantes ont été effectuées dans au moins deux journaux d'annonces légales.:

- l'Opinion Indépendante date de parution le 14 Juin 2019
- l'Opinion Indépendante date de parution le 5 Juillet 2019
- la Dépêche du Midi date de parution le 14 Juin 2019
- la Dépêche du Midi date de parution le 2 Juillet 2019.

Nous trouvons l'ensemble de ces pièces en annexe (**Annexe 11 : Copie des 4 parutions**). Ces parutions sont conformes à la réglementation et conforme à l'article 3 de l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

On peut enfin pour être complet signaler qu'une vérification a été effectuée et que l'avis d'ouverture et l'ensemble du dossier d'enquête étaient accessibles sur le site de la Préfecture de la Préfecture de la Haute-Garonne (**Annexe 12 : Avis d'Ouverture + dossier**

2-4 – **Siège de l'enquête/ permanences**

L'enquête publique s'est déroulée pendant 15 jours du 1^{er} au 15 Juillet 2019.

Le siège de l'enquête a été fixé à la Mairie de Colomiers.

Deux permanences ont eu lieu conformément à l'arrêté l'organisant à l'Hôtel de Ville de la Ville de Colomiers :

- le Lundi 1 Juillet 2019 de 14 h 00 à 17 h 00,
- le Lundi 8 Juillet 2019 de 9 h 00 à 12 h 00.

2-5 – **Consultation du dossier par le public**

La consultation du dossier par le public était possible pendant toute la durée de l'enquête au siège de celle-ci à l'Hôtel de Ville de Colomiers sur une version papier et sur un poste informatique dédié au Service Urbanisme sur lequel on pouvait avoir accès facilement à l'ensemble du dossier.

Il était possible d'avoir également accès au dossier sur les sites internet des villes de Colomiers et Toulouse ainsi que sur le site de la Préfecture de la Haute-Garonne.

2-6 – **Modalités de formation des observations**

Les observations et propositions pouvaient être formulées conformément à l'article 4 de l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne :

- sur le registre d'enquête disponible en Mairie de Colomiers,
- sur le registre dématérialisé accessible sur le site de la Préfecture de la Haute-Garonne,
- toutes remarques ou réclamations pouvaient être également adressées par écrit, pendant la durée de l'enquête, au commissaire enquêteur à la Mairie de Colomiers (1, Place Alex Raymond – 31700 Colomiers) ou au Directeur Départemental des Territoires, unité des procédures environnementales à l'adresse figurant en bas de la page ou par voie électronique à : ddt-enquete-publique-icpe@haute-garonne.gouv.fr

2-7 – **Clôture des registres**

Le registre a été mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête.

Le registre a été clos et récupéré par le Commissaire Enquêteur le Jeudi 18 Juillet 2019.
Il est signalé qu'aucune contribution n'y figurait.
De la même façon, aucun courrier n'a été envoyé que ce soit au siège de l'enquête qu'aux adresses papiers et mail de la Préfecture de la Haute-Garonne.

Je reviendrai sur ces points dans le chapitre 4.

3- Le dossier soumis à l'enquête

3-1 – Description du projet

(Extrait du dossier soumis à l'enquête)

Localisation du site du projet :

Le site est implanté sur la Commune de Colomiers (31) dans la zone aéroportuaire Toulouse – Blagnac.

Le bâtiment C40, objet de la demande sera délimité :

- * au nord, par le bâtiment C64, hall d'aménagement commercial des A330 et 350 et de montage moteurs,

- * à l'ouest, par le C02, le C03 et le C22, trois halls de fabrication A330,

- * à l'est, par le C43, hall de déchargement du Beluga XL ainsi que les pistes d'atterrissage,

- * au sud, par le C32 et C33, des salles de peinture.

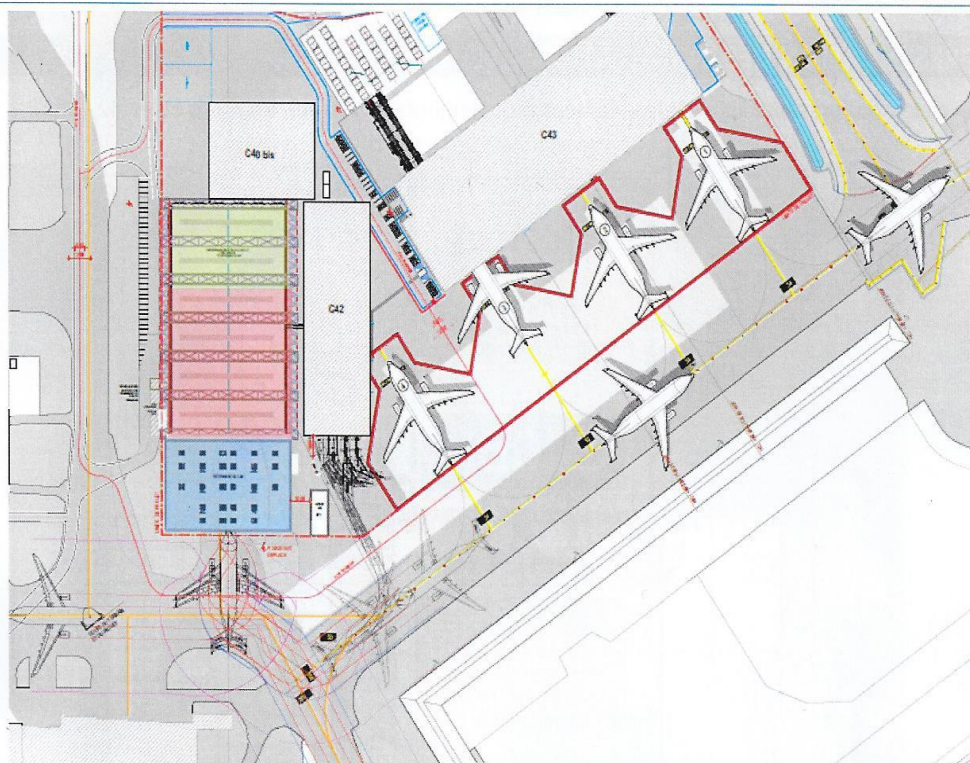


Figure 3 : Le C 40 dans son environnement futur

Présentation des activités actuelles du C40 :

Le bâtiment C40 est composé des trois parties représentées en bleu, rouge et vert dans la figure ci-dessus.

La partie bleue représente la future extension du bâtiment. Les parties rouge et verte sont le C40 actuel.

Le Hall de maintenance projeté sera composé de la partie bleue et de la moitié sud de la partie rouge. La partie nord de la partie rouge sera utilisée comme magasin lié à la maintenance. Les parties rouge et bleue du C40 sont donc l'objet principal de ce dossier car elles sont liées à l'activité de maintenance du BXL, réalisée par ATI.

Le bâtiment C43 à l'est du C40 sera le hall de déchargement du BXL. Les bâtiments C40bis, C42 et la partie verte du C40 sur la figure ci-dessus serviront de stockage de tronçon avion. Cette activité de stockage est directement liée au déchargement du BXL dans le bâtiment voisin. Les bâtiments C42, C42, C40bis et la partie verte du C40 sont exploités par AIRBUS Opérations SAS.

Le bâtiment actuel C40 accueille l'activité de déchargement et déchargement du BST, de stockage de tronçons avion et de l'outillage. Le C40bis au nord du C40 permet le chargement des tronçons au pont pour la mise en remorque avant envoi. Le C42 est la

zone de stockage tampon des tronçons et dérives mis en remorque. Il est à noter que les activités réalisées dans le C40bis et le C42 ne seront pas modifiées par le projet.

Le bâtiment actuel est organisé en plusieurs zones :

- . 1 zone de stationnement du Beluga ST,
- . 1 zone de quai de déchargement,
- . 1 zone de bureau,
- . 1 zone de transbordement des pièces déchargées.

La zone de stationnement du Beluga ST à l'intérieur du bâtiment C40 ne permet pas l'entrée de l'appareil dans sa totalité, en raison de l'importance de sa voilure. La voilure est donc toujours positionnée à l'extérieur du bâtiment C40.

En dehors des opérations de déchargement et des formalités administratives, aucune autre opération n'est réalisée dans le C40 actuel.

Présentation du projet :

Grâce à cet aménagement, les activités liées au Beluga XL seront concentrées en un même lieu (le C43 pour le déchargement et le C40 pour la maintenance).

Cette installation ne sera pas clôturée car elle s'inscrit dans l'enceinte des sites Saint-Martin, Louis Bréguet, Clément Ader. Ce bâtiment dispose d'accès directs depuis l'aéroport Toulouse – Blagnac.

Le personnel d'exploitation et le personnel naviguant actuellement réparti entre le hall de déchargement C40 et le hall de maintenance H10 seront regroupés dans le nouveau hall C40, le bâtiment C43 en cours de construction et dans un bâtiment de bureaux proches (A43).

Le regroupement de l'ensemble du personnel améliorera le fonctionnement des installations.

Surfaces actuelles :

Actuellement, une surface enherbée se situe à proximité immédiate au sud du bâtiment C40. Les autres surfaces présentes sont constituées soit de bâtis soit de taxiways ou voiries.

Surfaces futures :

L'extension du bâtiment C40 se positionnera en partie sur la zone enherbée au sud. Celle-ci sera remplacée par une dalle. Une surface d'environ 1 500 m² sera imperméabilisée pour le projet. Les autres surfaces périphériques seront soit des bâtis soit des taxiways/voiries.

Les caractéristiques physiques du projet sont les suivants. Le projet comporte :

- ♦ La construction de l'extension du bâtiment C40. Cette extension aura une hauteur de 30.41 m, une longueur de 47 m et une largeur de 68.4 m. La surface de plancher de l'extension est de 3 279 m² et son emprise au sol est de 3 582 m². Dans le

cadre du projet, 23 places VL seront supprimées pour les besoins d'accès au site. L'extension sera construite dans le prolongement du bâtiment existant (dans la longueur) avec une largeur plus importante pour permettre le passage de la voilure du BXL. L'extension sera majoritairement construite sur une surface aujourd'hui imperméabilisée. La surface de plancher totale après travaux, comprenant le bâtiment actuel et l'extension est de 8 200 m², pour une longueur d'environ 170 m,

- ♦ L'aménagement de la partie existante du C40 : zones de bureaux, magasins etc...
- ♦ L'élargissement du taxiway et la déviation de l'accès à la zone de livraisons,
- ♦ La modification des systèmes associés à l'activité maintenance :
 - électricité : ajout de 2 transformateurs de puissance unitaire 800 KVA,
 - chauffage : installation de brûleurs en toiture.

Les caractéristiques des phases de construction et de démolition sont les suivantes :

La phase des travaux aura une durée d'environ 10 mois et est présentée dans les paragraphes suivants. Les travaux devraient débuter fin 2019.

Les travaux seront réalisés en chantier clos selon le décret 94. Le chantier n'est pas sous l'autorité d'AIRBUS Opération SAS.

Les travaux de démolition :

Il s'agit du lot 1 du chantier du C40 et a une durée prévue de 1 mois. Le quai de déchargement actuel sera déconstruit afin de mettre la dalle au même niveau sur la globalité du bâtiment. Les travaux de démolition concernent aussi le taxiway actuellement utilisé pour accéder au C40 et une partie du C40.

Les travaux de construction :

Les travaux de construction seront réalisés selon les phases suivantes :

- * lot 2 : VRD – 2 mois au début des travaux et 2 mois à la fin,
- * lot 3 : gros-œuvre – 4 mois,
- * lot 4 : charpente – 2 mois et demi,
- * lot 5 : couverture – 1 mois et demi,
- * lot 6 : bardage – 3 mois,
- * lot 7 : portes spéciales – 1 mois,
- * lot 8 : CVC, PLB et AC), lot 9 (électricité CFO, CFA et GTB) et lot 10 (protection incendie) – 5 mois par lot
- * lot 11 : (serrurerie) et le lot 10 (menuiseries extérieures) – 3 mois,
- * lot 13 : plâtrerie – 2 mois
- * lot 15 : revêtement sols – 1 mois et demi,
- * lot 16 : peinture – 3 mois.

La gestion du chantier sera organisée de telle sorte que l'ensemble de ces lots soit réalisé sur une période de 10 mois.

Un pic de 80 personnes est estimé lors de la phase travaux, en moyenne 40 personnes

seront présentes lors du chantier. Les horaires de chantier seront compris entre 7 h et 18 h. Concernant les véhicules, environ 20 allers / retours de véhicules de chantier seront nécessaires quotidiennement, y compris les livraisons.

Pendant la phase des travaux, l'ensemble des dispositions particulières en matière de sécurité, environnement ainsi que le déploiement de moyens humains et matériels adaptés permettront de limiter l'impact des nuisances aux abords du chantier.

Les exigences en matière d'utilisation des terres :

L'aménagement du site du projet nécessite le remaniement du sol dans certaines parties du terrain en raison de la topographie initiale de celui-ci. Suite aux travaux de préparation et de terrassement du site, les déblais excédentaires non réutilisés seront évacués hors du site vers une décharge agréée. Des remblais de matériaux type C185 seront utilisés et soumis au traitement à la chaux et au ciment pour constituer la plate-forme.

La nature et les quantités des matériaux et des ressources naturelles utilisées :

Pour le présent projet, les matériaux mis en œuvre seront principalement les matières nécessaires pour la réalisation des voiries et des dallages, et du bâti composé de charpentes béton ou métalliques et de façades majoritairement en bardage métallique isolé. Les canalisations des réseaux seront réalisées conformément aux standards et règles applicables.

Les caractéristiques de la phase d'exploitation du projet :

Ce chapitre est rédigé conformément au code de l'Environnement, dont l'extrait de l'article D181-15-2 2°, définissant les éléments nécessaires au dossier, rappelé ci-après « les procédés de fabrication que le pétitionnaire mettra en œuvre, les matières qu'il utilisera, les produits qu'il fabriquera, de manière à apprécier les dangers ou les inconvénients de l'installation ».

Le procédé et les produits de fabrication :

L'activité prévue ici ne relève pas d'une activité de fabrication, il s'agit d'une activité de maintenance légère sur aéronefs ou d'une activité de position avion.

Aussi cette activité nécessite la mise en œuvre de nombreuses pièces avion et quelques produits chimiques en petites quantités.

Les matières utilisées :

Pour la réalisation des opérations de maintenance, les principales matières utilisées sont listées ci-dessous :

- * huiles : huile moteurs, huiles hydrauliques,
- * peintures, mastics,
- * des gaz industriels : des bouteilles d'oxygène « avionnable » pour la gestion des

situations de dépressurisation et des bouteilles d'azote utilisées pour les trains d'atterrissage et le gonflage des pneumatiques.

De plus, du kérosène est présent dans les ailes de l'avion lorsqu'il entre dans le hall de maintenance. Toutefois, pour les cas peu fréquents d'intervention pour maintenance sur le circuit kérosène ou dans un des réservoirs de l'appareil, le kérosène est pompé avant son entrée dans le bâtiment. Cette opération permet d'enlever la quasi-totalité du kérosène (les impompables représentent quelques cm³). La vidange complète de l'appareil et le dégazage complet du circuit kérosène (réservoir y compris) sont réalisés dans le hall de maintenance. Une fois le dégazage terminé, les opérations de maintenance sur le circuit kérosène peuvent être effectuées.

Les opérations de retouches peinture réalisées sont de faibles importances (moins de 1 m²), dans le cas de surface plus importante l'avion est envoyé en salle de peinture.

Il est important de noter qu'avec la mise en service de ce nouveau hall de maintenance, les peintures qui seront utilisées pour les retouches seront préparées dans la salle de préparation du C38 bâtiment voisin du C40.

Lorsque l'avion est en position avion (mise en stationnement après un déchargement), quelques opérations mineures de maintenance peuvent être réalisées. Dans ce cas, les quantités de produits utilisées sont minimales.

Les besoins en énergie concernent l'électricité et le gaz.

De plus, les opérations de maintenance entraîneront la consommation des ressources suivantes : air comprimé et eau.

Les bâtiments respecteront les stabilités au feu conforme à la réglementation, les locaux HT, TG BT et SSI possèdent des parois REI 120 et des portes EI 160.

Afin de contenir un éventuel départ de feu dans le hall avion, un écran thermique EI 120 sera prévu (protection d'un feu du hall vers le magasin MHI).

Organisation du travail sur site :

L'extension du C40 ne va pas augmenter l'effectif du personnel présent sur place : il sera identique à celui nécessaire pour l'exploitation actuelle du C40. Le flux de personnes ne subira pas de modifications.

Le site du projet accueillera environ 25 personnes dans la zone de bureaux et 5 personnes pour les travaux de maintenance réguliers.

Le personnel travaillera pendant les horaires suivants :

- * horaires de journée pour les personnes travaillant dans les bureaux,
- * horaires 3*8 VSD en présence d'un avion pour les opérations de maintenance.

La surveillance du site est assurée 24 heures sur 24 par un système de caméra et de détection incendie reporté sur le poste de garde, au niveau duquel un agent de surveillance (contrat avec une société de télésurveillance) est posté en permanence.

En cas d'anomalie, l'agent de surveillance est habilité à prendre les mesures d'urgence qui s'imposent et en particulier, il procède à l'appel des secours, des responsables de l'établissement, des pompiers et de la Police Nationale.

Description des activités de maintenance :

Le but premier de ce projet est de pouvoir réaliser les activités de maintenance du Beluga XL dans le hall du C40. Les travaux de maintenance réalisés seront seulement les maintenances planifiées.

Les travaux de maintenance seront légers, s'agissant seulement des checks A et B, aussi appelés visite de type A et B.

Le check A vise à vérifier la cabine, contrôler les filtres et changer l'huile. Cette visite est généralement réalisée en une nuit, tous les mois ou toutes les 500 heures de vol.

La visite de type B permet d'examiner les équipements de secours et les blocs de navigation. Elle se fait environ tous les 3 mois.

Les visites C et D concernent les opérations de maintenance plus lourdes (détection des fissures aux ultrasons, appareil désossé ...) et sont externalisées. Elles ne seront donc pas réalisées dans le C40.

Les interventions peuvent concerner le réseau hydraulique de l'avion, les moteurs et le réseau kérosène de façon peu fréquente. Des opérations de retouches peinture sur de petites surfaces (moins de 1 m²) seront aussi réalisées avec une fréquence maximale d'une fois par mois.

Description du stockage :

Deux zones de stockage de pièces aéronautiques sont identifiées dans le C40 : le stockage lié aux opérations de maintenance du Beluga et celui relatif aux activités du C43.

Diverses pièces d'avions seront stockées dans le magasin MH1 : train d'atterrissage, un jeu de pneumatiques, trois moteurs, pièces détachées, calculateurs, capots etc... Dans un premier temps, lorsque le Beluga ST et le Beluga XL seront tous deux en service, les pièces de ces deux avions devront être stockées. A terme, le Beluga XL remplaçant complètement le Beluga ST, seuls les pièces relatives à la maintenance du Beluga XL se trouveront dans le bâtiment C40. Les pièces stockées seront également métalliques et certaines en composite. De l'outillage ainsi que des consommables seront aussi présents dans la zone de stockage.

Concernant l'organisation du stockage, les pièces de petite taille seront emballées et disposées dans des bacs plastiques. Ces bacs seront stockés en racks montés sur rails. Les pièces de taille plus importante seront contenues dans des caisses en bois disposées au sol ou en rack. Ce mode de stockage est actuellement utilisé pour les pièces relatives au Beluga ST.

Actuellement, le stockage des produits chimiques dangereux utilisés pour l'activité de maintenance du BST au H10 est réalisé à différents endroits :

- * dans l'armoire A1 du MH1 du H10,
- * dans le bâtiment A45,
- * dans le MH4, à l'intérieur du H10 ,
- * dans le MH2, à l'extérieur du H10.

Dans le C40 seront stockés le contenu du MH4 (H10) et du MH2 (H10) dans le MH4 (C40).

Le magasin MH4 est un local dédié au stockage de produits dangereux, ventilé et équipé de systèmes de détection et de lutte contre l'incendie. Il sera situé à l'extérieur du bâtiment C40, accolé à la façade. Les produits dangereux du MH1 du H10 seront transférés dans le MH1 du C40. Le stockage du bâtiment A45 restera dans l'A45.

Le stockage dédié à la maintenance avion sera organisé spatialement, l'emplacement du MH3 permettant le stockage des gaz (oxygène et azote) et MH4 Hazardous container, c'est-à-dire le magasin de stockage de produits dangereux. Aucun produit dangereux ne sera stocké en vrac.

3-2 – Principaux impacts du projet sur l'environnement

Compte tenu de sa taille, de sa localisation, des enjeux environnementaux apparaissent. Ils concernent les domaines suivants :

- Effet sur les sols et sous-sols

Le projet dans sa phase chantier ne semble pas pouvoir être à l'origine de rejets dans les sols. En fonctionnement, les activités projetées ne doivent pas être à l'origine d'aucun rejet. La dalle sera étanche et les produits dangereux stockés en petite quantité. Le bâtiment est existant, l'agrandissement mesuré, on peut considérer que l'impact du projet sur les sols et sous-sols semble maîtrisé.

- Effet sur la qualité de l'air

Le chantier viendra augmenter les émissions de gaz de combustion dus aux engins de chantier, on peut toutefois même si c'est toujours trop que cette incidence sera faible en phase chantier.

Au niveau de l'exploitation, les seuls rejets dans l'air liés à l'activité de maintenance sont dus aux retouches de peinture et aux opérations de nettoyage/dégraissage émettant des COV (composé organique volatil). Les surfaces traitées étant inférieures à 1m2, les quantités de solvants seront faibles et nous pouvons considérer que les effets attendus sur la qualité de l'avis sont faibles en ce qui concerne le bâtiment lui-même, l'augmentation de la rotation des Beluga XL sera à prendre en compte par contre.

Le site de l'aéroport de Toulouse – Blagnac est déjà clairement identifié.

Les relevés de l'ORAMIP (Observatoire Régional de l'Air en Midi-Pyrénées), ATMO sont très révélateurs de cet état de fait

- Effets du projet sur les biens matériels, le patrimoine culturel, le paysage

Au niveau du patrimoine culturel et archéologique, le site classé le plus proche du C40 est situé à 2.5 km.

Au niveau des paysages, le projet est situé dans une zone aéroportuaire et l'extension de 3 200 m2 formant un bâtiment de 8 200 m2 ne sera visible que de ladite zone.

On peut donc considérer que l'impact du projet sur le patrimoine culturel est quasi nul.

- Effet du projet sur la biodiversité

Une ZNIEFF correspondant au cours de l'Aussonnelle, une zone Natura 2000, correspondant à la Garonne et un corridor écologique ont été identifiés à 2,6, 3,5 et 2,5 km respectivement donc relativement éloignés. L'agrandissement est mesuré à l'intérieur d'une zone aéroportuaire dédiée. On peut considérer les incidences sur la biodiversité comme nulle.

- Effet sur l'eau

AIRBUS dans le cadre de l'exploitation du C40 n'a pas besoin d'eau à des fins industrielles. AIRBUS ne projette pas de prélever de l'eau dans le milieu naturel et sera donc conforme au ZRE (zone de répartition des eaux), les différents usages seront :

- * l'eau potable qui sera utilisée pour les besoins sanitaires du site et pour le lavage du sol réalisé à l'aide d'une auto-laveuse. L'eau proviendra du réseau d'alimentation en eau potable du site,

- * l'eau d'extinction d'incendie nécessaire pour les sprinklers, sprinklers sidewall et refroidissement poteaux qui sera alimentée à partir d'un piquage sur la canalisation sprinklage enterrée.

On peut considérer que l'impact du projet sur le réseau eau potable sera très faible.

Au niveau des rejets eaux pluviales, eaux usées, en fonctionnement normal, les rejets liquides issus de l'installation sont les suivants :

- * les eaux pluviales collectées, notamment au niveau des taxiways et du bâtiment C40,
- * les eaux usées domestiques provenant des sanitaires,
- * les eaux issues du lavage des sols.

Eaux pluviales :

L'extension du C40 amènera à imperméabiliser une aire d'environ 1 500 m². Le volume d'eaux pluviales sera donc légèrement augmenté.

La gestion des eaux pluviales concernera essentiellement la récupération des eaux de toitures et la récupération des eaux de ruissellement provenant du taxiway existant dont les pentes dirigent les eaux de ruissellement vers le C40. La gestion de celles-ci se fera de la façon suivante :

- * les descentes d'eau pluviale des bâtiments seront rejetées de façon gravitaire

dans les réseaux actuellement présents le long des façades Est et Ouest du bâtiment,

- * les eaux du taxiway seront collectées par un caniveau à grille positionné à l'entrée du bâtiment, et de dimension 30*30,

- * un séparateur d'hydrocarbures est présent sur le réseau d'eaux pluviales (ce dernier est associé à une capacité de 400 m²).

A terme, les eaux pluviales rejoignent l'Aussonnelle.

Au niveau du rejet des eaux pluviales un risque existe, l'impact n'est pas du tout négligeable, la ville de Toulouse et Toulouse Métropole ont identifiés ces enjeux, le rejet vers l'Aussonnelle qui rappelons-le est une ZNIEFF mérite toute l'attention nécessaire. L'impact sera à prendre en compte, j'y reviendrai dans mon Avis/Conclusions.

Eaux usées :

Compte tenu de l'éloignement des collecteurs d'eaux usées, les eaux usées provenant des sanitaires et vestiaires du bâtiment ainsi que du lavage des sols seront dirigées vers le réseau d'eaux usées réalisé dans le cadre des travaux du C43. Du fait de la pente du terrain naturel, ce réseau sera posé en refoulement jusqu'à retrouver le réseau d'eaux usées gravitaire.

Un système avec réseau en refoulement est plus sujet à problème qu'un réseau gravitaire. L'impact du réseau d'eaux usées du projet quoique très faible sera à prendre en compte.

- Effets industriels

L'activité du C40 ne sera pas génératrice d'effets industriels.

Eaux d'extinction incendie :

En cas d'incendie, des eaux d'extinction peuvent être générées. Elles sont issues des moyens de protection incendie mis en œuvre sur le C40 (sprinklers, grate nozzles, etc...).

Ces eaux d'extinction seront collectées via le réseau d'eaux pluviales décrit précédemment. Un poste de sectionnement situé au niveau des exutoires du site HENRI ZIEGLER (à l'aval du site CLEMENT ADER) assure la rétention des eaux incendie sur le site. Le sectionnement est rendu possible grâce à une vanne double : une vanne guillotine avec déclenchement manuel et une vanne de type vis sans fin. La capacité du réseau d'eau pluviale entre le C40 et le poste de sectionnement est d'un volume voisin de 1 700 m³ auquel est ajouté le volume de la fosse de rétention existante de 400 m³. Le volume total d'eaux d'extinction incendie pouvant être retenues sur le réseau est d'environ 2 100 m³. Le volume total de liquide à mettre en rétention selon les calculs du D9 et D9A est 2 027 M³.

Le volume total d'eau d'extinction incendie retenues est d'environ 2 100 m³, le réseau part vers l'Aussonnelle. La marge est trop faible, un incendie peut durer, des effets dominos peuvent apparaître.

L'impact des eaux d'extinction incendie sur le réseau pluvial est important, des mesures complémentaires pourront être prises. J'y reviendrai dans mon Avis/Conclusions.

- Effet sur la qualité de l'air

Au niveau de la qualité de l'air, l'association ATMO OCCITANIE effectue un suivi et un inventaire spatialisé des émissions de la région Occitanie. Plusieurs stations se trouvent dans l'environnement du site du bâtiment projeté. Les relevés font apparaître des particules de type PM10, du Dioxyde d'azote, du Benzène. Il est précisé dans le dossier que les concentrations moyennes relevées dans l'environnement du site sont inférieures aux valeurs limites réglementaires et aux objectifs de qualité. Le plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques instauré par la loi relative à la transition énergétique fixe des objectifs de réduction.

De même le Schéma Régional du Climat, de l'Air, de l'Energie Midi-Pyrénées (SRCAE) comprend des objectifs stratégiques qui prévoient de prévenir et de réduire la pollution atmosphérique.

Les différentes actions à mettre en œuvre doivent être prises en compte dans le cadre du projet.

Au niveau du bâtiment lui-même, les seuls rejets atmosphériques issus de l'activité de maintenance sont de faibles émissions de COV.

Aucune incidence sur l'environnement lié aux rejets atmosphériques n'est atteinte. Aucun équipement ou activité n'est susceptible de générer des odeurs perceptibles au-delà des limites du site, le dossier précisant que les effets liés aux odeurs sont faibles.

De plus des activités complémentaires sont à prendre en compte : rejets liés aux locaux de charge de batteries, au fonctionnement des chaudières.

Tout ceci aura une influence sur les émissions de gaz à effet de serre. Des mesures de limitation de pollution de l'air sont prévues.

Il est à noter : existence de l'arrêté préfectoral complémentaire relatif au fonctionnement de l'installation en cas d'épisode de pollution atmosphérique Société AIRBUS Opération SAS à Colomiers – site Clément Ader du 10 Décembre 2018. L'arrêté préfectoral indique que si le dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant est déclenché, AIRBUS Opération SAS doit prendre toutes les dispositions de nature à réduire les rejets atmosphériques, y compris la baisse de son activité, sous réserve que les conditions de sécurité soient préservées. AIRBUS Operations doit notamment assurer la sensibilisation du personnel sur les bonnes pratiques industrielles avec une vigilance accrue pour limiter les émissions et la vérification par le personnel du bon fonctionnement des systèmes de captation et de traitement des effluents atmosphériques. Les mêmes prescriptions seront déclinées sur ATI dans un souci de cohérence sur l'exploitation du site.

L'impact et les incidences du bâtiment seront faibles mais à prendre comme une globalité

Au niveau du trafic routier, il est précisé que la réorganisation spatiale des activités du Beluga compte tenu que l'ensemble des activités se trouvera dans un environnement proche, « le trafic sera allégé sur la zone aéroportuaire, et que le projet aura un effet positif sur cet aspect ».

Cet optimisme ne me convainc pas, des avions plus gros, plus de travail, même si les sites se rapprochent, ne vont pas diminuer l'impact. Le bâtiment actuel H10, ne va pas disparaître, une nouvelle activité va s'y installer car se rajoutant à l'existant avec une

mutualisation évidente.

Au niveau de l'énergie, des mesures d'économie d'énergie et de ressource ont été étudiés dès la conception du projet, les mesures suivantes ont été prises :

«

- * une enveloppe thermique performante pour s'approcher d'un résultat RT 2012 moins 20% sur l'extension grâce au choix de matériaux présentant un coefficient de transmission thermique faible,

- * un éclairage naturel abondant :

 - ↳ skydome sur 8% de la surface des halls avec une répartition qui priorise le centre du hangar ainsi que la zone moteurs

 - ↳ façades avec portions opales pour capter la lumière,

- * la gestion de l'éclairage des halls par cellules photoélectriques pour profiter de la lumière naturelle,

- * la gestion des éclairages extérieurs par la GTB associée à des interrupteurs crépusculaires,

- * la gestion des éclairages des locaux à occupation passagère par détecteurs de présence,

- * la mise en place de l'éclairage LED,

- * le raccordement des équipements techniques à la GTB du site pour assurer une maintenance efficace et garantir des performances élevées dans la durée.

Afin de limiter la consommation en eau, les robinetteries des appareils sanitaires seront choisies hydroéconomes. Les mécanismes de chasse des WC auront un double réservoir de 3 et 6 litres. »

L'impact de la consommation d'énergie peut être considéré comme très faible.

- Effet sur la gestion des déchets

Les déchets sont essentiellement issus des emballages. L'activité de maintenance génère des déchets liquides (kérosène, huiles, peintures) et des déchets solides (chiffons). Des mesures de limitation de déchets seront mises en œuvre.

AIRBUS est certifié ISO 14000 grâce à sa politique de gestion environnementale. Les déchets sont stockés dans un local situé à l'extérieur du hall de maintenance. Ce local possède des parois coupe-feu. Les déchets seront envoyés sur la plateforme de tri des déchets d'AIRBUS Opération (station C15).

La politique de gestion des déchets d'AIRBUS a permis de réduire la production de déchets 6% et de déchets non recyclables de 27 % entre 2006 et 2016 sur leurs sites européens.

L'activité est existante, une légère augmentation sera à prévoir mais toutefois on peut estimer que l'impact du projet sur la gestion des déchets sera faible. Cette gestion devra tenir compte du récent incendie du bâtiment C15 et du retour d'expérience.

- Effet sur le bruit

Il est précisé dans le dossier que « l'activité de maintenance du BXL projetée dans le C40 n'est pas susceptible d'engendrer des niveaux de bruits supérieurs à l'activité actuelle de déchargement du BST. De plus, la zone est fortement impactée par le bruit issu de l'atterrissage et du décollage des avions et les potentielles cibles sont éloignées.

Les incidences du projet liées au bruit sont donc faibles »

ATI précise de plus « dans l'optique de limiter les impacts liés à l'exploitation des activités projetées, ATI prendra les mesures suivantes :

- * les niveaux sonores générés en limites de propriété et les valeurs d'émergence réglementaires respecteront les dispositions de l'arrêté du 23 Janvier 1997,

- * les équipements utilisés respectent la réglementation en vigueur.

Le site C40 sera intégré dans le suivi réalisé actuellement »

Les enjeux liés au bruit sont particulièrement sensibles. D'une manière globale même si l'incidence du bâtiment C40 sera faible, les bruits de l'aéroport de Toulouse-Blagnac dépassent parfois les seuils fixés par l'OMS (Organisation Mondiale par la Santé).

Il est dommage de ne pas avoir été plus précis sur les niveaux de bruits du Beluga XL, sur le nombre de rotation, sur la possibilité de rotation la nuit.

Un plan de gêne sonore existe. Il faudra être particulièrement vigilant à ce niveau.

On ne peut donc pas dire que l'impact sur le bruit sera faible en ne parlant que du bâtiment mais il faudra raisonner avec la globalité du fonctionnement.

L'impact ne sera donc pas du tout négligeable.

3-3 – Remise en état du site

Dans l'hypothèse où ATI et/ou AIRBUS Operations cesserait ses activités, les articles R.512-39 à R.512-39-4 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement imposeraient à l'exploitation de notifier au Préfet l'arrêt de son installation au moins trois mois avant son arrêt définitif.

Cette modification comprendrait les mesures à prendre avec comme exemple :

« Elimination des matières et produits encore présents et stockés sur le site : les filières de valorisation seront privilégiées avant de considérer une élimination en tant que déchet. Dans tous les cas, le choix des voies d'élimination sera conforme à la réglementation en vigueur.

Démontage des zones imperméabilisées : les zones couvertes du sol (dalles, bitume) seront remises en état.

Réaménagement paysager : un réaménagement paysager, pourra être mis en œuvre pour une intégration finale du site dans l'environnement local etc... »

Cette situation est totalement théorique. Elle sera étudiée conformément à la réglementation, le cas échéant étant dit qu'à ce jour, la pérennité des activités d'AIRBUS et d'ATI n'est pas menacée. Dans tous cas, la réglementation sera appliquée.

3-4 – **Etude de dangers**

L'étude de dangers d'inscrit dans le cadre de la loi n° 2003-699 du 30 Juillet 2003.

Les potentiels dangers sont les produits dangereux. Un découpage fonctionnel des installations a été réalisé :

- système 1 : stockage de matières dangereuses (MH4),
- système 2 : stockage de pièces aéronautiques / combustibles (MH1),
- système 3 : hall de maintenance,
- système 4 : position avions,
- système 5 : locaux techniques et installations annexes,
- système 6 : utilités.

Des accidents potentiels ont été étudiés pour chaque système :

- un incendie de matières inflammables dans le magasin MH4 (local de stockage des produits chimiques dangereux) pour le système 1,
- un incendie de matières combustibles dans le magasin MH1 (local de stockage des pièces avion et outillages) pour le système 2,
- un épandage de kérosène suivi de son inflammation dans le hall de maintenance pour le système 3,
- une inflammation retardée d'un nuage ou une inflammation immédiate (jet enflammé) pour le système 6 sur le réseau de gaz.

Les diverses hypothèses d'accident ont été étudiés, avec une modélisation qui a permis de déterminer si ces scénarios pouvaient être à l'origine d'effets hors-site avec ou non.

Dans sa conclusion, il est précisé : « dans cette étude, il a été montré qu'aucun effet hors-site n'est attendu pour les scénarios d'incendie du magasin de produits dangereux (MH4), d'incendie de matières combustibles dans le MH1, d'épandage de kérosène suivi de son inflammation dans le hall de maintenance et d'inflammation retardée d'un nuage ou inflammation immédiate (jet enflammé) suite à la rupture franche de la canalisation de gaz. Un incendie de matières combustibles dans le MH1 entraînerait des effets thermiques dépassant le seuil des effets dominos sur le C40 nord, exploité par AIRBUS Operations SAS, cette entité sera informée de ce risque d'incendie et les moyens d'organisations en cas d'incendie (évacuation et intervention) seront les mêmes pour le personnel AIRBUS Operations SAS et ATI. »

Je prends acte de ces conclusions, je ne suis pas sûr que les effets dominos soient totalement à exclure, j'y reviendrai dans mon PV de Synthèse.

4- Analyse des observations du Public

4-1 – Climat dans lequel s'est déroulée l'enquête publique

Le Commissaire Enquêteur tient à souligner le très bon climat dans lequel s'est déroulé l'enquête tant au niveau des permanences qu'avec les différents intervenants. Il est de plus à souligner la très bonne organisation de celle-ci avec la mise à disposition de toute la logistique nécessaire et une parfaite disponibilité.

Il est vraiment dommage que les problèmes d'affichages viennent ternir ce constat.

L'organisation de l'enquête a été conforme à l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne en date du 5 Juin 2019 à l'exception des problèmes de publicité évoqués ci-dessus.

4-2 – Relation comptable des personnes reçues et des observations recueillies

D'un point de vue comptable, lors des deux permanences et durant les 15 jours d'enquête aucune personne ne s'est déplacée lors des deux permanences, aucune contribution écrite ou envoyée par mail n'a été recensée.

Le bilan comptable est donc d'aucune contribution. Le site AIRBUS, est tellement implanté dans le contexte local, peut être une explication. Je reviendrai dans mon avis et conclusions sur cette constatation.

4-3 – Positions et avis des Communes sur la demande d'autorisation

Conformément à l'article 4 de l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne :

« Art.4 : Dès l'ouverture de l'enquête, le Conseil Municipal des Communes sus-désignées doit donner son avis sur la demande d'autorisation »

Ville de Colomiers :

De manière très surprenante, la Ville de Colomiers, malgré mes relances n'a pas donné son avis sur la demande d'autorisation. Cela est fort surprenant et difficilement compréhensible car directement concerné.

Ville de Toulouse :

La Ville de Toulouse a par courrier en date du 18 Juillet 2019 ([Annexe 13 : Courrier Ville de Toulouse](#)) tout en précisant qu'aucun conseil municipal n'étant programmé dans les délais impartis, il ne sera pas possible d'exprimer un avis.

Toutefois après examen, il apparaît pour cette collectivité « que le projet n'est pas de nature à entraîner des nuisances et impacts sur le territoire de la Commune de Toulouse, de par son éloignement, l'environnement dans lequel il s'insère et les dispositions prévues »

De plus, il est précisé :

« Il est noté toutefois l'absence d'étude sur l'étendue et les effets des éventuelles fumées d'incendie dans le cadre des différents accidents identifiés dans l'analyse des risques. Ces fumées pourraient en effet avoir des incidences non négligeables sur le fonctionnement de l'aéroport Toulouse-Blagnac et sur la circulation sur les voiries proches »

Et également :

« Au vu des nombreuses activités présentes sur le site Clément Ader, qui impliquent la présence de Kérosène et autres produits chimiques, le système de fermeture du réseau pluvial prévu pour confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie pourrait être amélioré avec un déclenchement automatique (relié au SSI) plutôt que manuel. Cela permettrait d'améliorer le délai de réaction de fermeture du réseau pluvial en cas de départ d'incendie et préserverait le milieu récepteur, en l'occurrence l'Aussonnelle, qui est fragile du fait de son faible débit ».

Ces remarques sont fort pertinentes, reçues le 22 Juillet 2019 à la destination du Directeur Départemental des Territoires, reçues en ce qui concerne le Commissaire Enquêteur le 29 Juillet 2019.

Il est dommage que ces remarques n'aient pas pu être incorporées au PV de Synthèse compte tenu des délais à respecter.

J'ai contacté immédiatement par mail le porteur de projet en lui envoyant la copie du courrier de la ville de Toulouse. Celui-ci m'a répondu, d'abord par un appel téléphonique le 14 Août 2019, expliquant la réponse tardive puis par mail en date du 14 Août 2019 reprenant la position du demandeur par rapport à ce courrier.

Nous trouvons cette réponse ([Annexe 18 : échange mail avec réponses en date du 14/08/2019 par rapport au courrier de la ville de Toulouse](#)). La réponse du demandeur permet de positionner par rapport aux remarques émises. J'y reviendrai dans mon Avis/Conclusions.

Ville de Blagnac :

La Ville de Blagnac n'a pas souhaité de délibération du Conseil Municipal sur ce dossier ([Annexe 14 : Courrier Ville de Blagnac en date du 21 Juin 2019](#)).

« En effet, au regard des conclusions de l'étude d'impact et de l'étude de dangers,

l'absence d'incidence de cette installation classée sur le territoire blagnacais, ne justifie pas un avis de l'assemblée délibérante de la commune ».

Cette position, rapidement exprimée, ne soulève pas de remarques particulières de la part du Commissaire Enquêteur.

En conclusion, nous pouvons considérer que la période pendant laquelle les conseils municipaux devaient se positionner sur le projet, n'étant pas en phase avec les délais impartis, les positions de principe de Toulouse et Blagnac vont dans le sens d'une approbation du projet.

Les remarques de la Ville de Toulouse seront abordées dans le document Avis/Conclusions.

5- Analyse des observations d'Ordre général / PV de Synthèse

5-1 – Analyse d'Ordre Général sur l'enquête publique

Comme expliqué précédemment dans le chapitre 2 : Organisation et Déroulement de l'enquête, l'enquête publique s'est déroulée de manière satisfaisante avec un seul bémol concernant les mesures de publicité d'affichage à mettre en œuvre.

5-2 – Remarques du Commissaire Enquêteur

Le dossier globalement bien monté, est clair et précis et permet une facile compréhension du projet, il permet d'identifier les enjeux.

La visite sur place a permis de mesurer et de conforter les enjeux identifiés par l'étude du dossier et notamment la notion d'échelle du projet par rapport à son environnement.

Le PV de Synthèse reprend les observations du Commissaire Enquêteur.

5-3 – PV de Synthèse du Commissaire Enquêteur

L'enquête publique a eu lieu comme évoquée du Lundi 1 Juillet au Lundi 15 Juillet 2019 inclus.

Comme le prévoit la réglementation et l'article 6 de l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, « le Commissaire Enquêteur établit dans un délai de 8 jours après la fin de l'enquête publique, un procès-verbal de Synthèse des observations recueillies et les transmet au Maître d'Ouvrage qui dispose d'un délai de réponse de 15 jours pour produire ses éventuelles observations ».

Le registre a été clos le Jeudi 18 Juillet 2019 et les dossiers ont été récupérés ce même jour.

Un rendez-vous a été pris afin de remettre en main propre ce PV de Synthèse le Lundi 22 Juillet, dans un délai conforme, Monsieur Gaillot et Monsieur Mollard, AIRBUS

OPERATIONS SAS étaient présents. Monsieur Gaillot, responsable du projet a signé la remise de ce document (**Annexe 15 : PV de Synthèse**).

Le PV reprend les interrogations du Commissaire Enquêteur puisqu'aucune observation du public n'a été émise.

5-4 – Mémoire en réponse au PV de Synthèse

Le demandeur disposait d'un délai de 15 jours pour produire ses éventuelles observations. J'ai reçu par mail, le 2 Août 2019, les éléments de réponse apportés par le demandeur aux observations et remarques du PV de Synthèse (**Annexe 16 : Réponse du PV de Synthèse du 2 Août 2019**).

5-5 – Analyse du PV et du Mémoire en réponse

Question 1 :

Le dossier soumis à l'enquête daté du 20 Mars 2019 fait apparaître un classement en zone 2UE du PLU de Colomiers par rapport aux règles d'Urbanisme à respecter. Le PLUih a été approuvé le 11 Avril 2019 avec un classement en zone UA2. Un permis de construire a été déposé le 10 Avril 2019 soit avant l'approbation du PLUih, PC accordé le 28 Juin 2019. Il sera demandé de confirmer ces date de faire parvenir une copie du document d'approbation et la confirmation du règlement de zone pris en compte avec la copie de celui-ci.

Réponse 1 AIRBUS :

Nous vous confirmons que le permis de construire relatif à l'extension du bâtiment C40 a été déposé le 10 Avril 2019 à la mairie de Colomiers et qu'il a été accordé le 28 Juin 2019. Ce PC fait référence au PLUih approuvé le 11 Avril 2019. Nous vous prions de bien vouloir trouver en annexe 1 de ce courrier l'arrêté d'obtention délivré par la Mairie

Position du Commissaire Enquêteur :

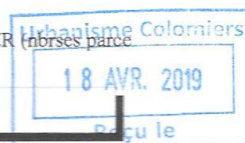
Dont acte, le PC annexé à la réponse fait référence à la zone UA2, à un jour près, la Mairie de Colomiers a appliqué la zone UA2, dont copie du règlement ci-joint (**Annexe 17 : Copie règlement UA2**).

Celui-ci assez vague, permet des distances assez proches entre bâtiments non contigus, dans son chapitre 2 paragraphe 1.

Ce n'est pas mon rôle de commenter un permis obtenu mais je trouve toutefois juste les distances entre bâtiments pour éviter des effets dominos en cas d'incendie.

De plus, le permis fait référence à l'avis favorable de la Direction Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole assorti de prescriptions, en date du 17 Avril 2019.

Voici cet avis ci-dessous :



Permis de Construire

Direction Cycle de l'eau

Assainissement Eaux usées - Eaux Pluviales et Adduction d'Eau Potable :

En application du Code de l'Urbanisme modifié par le Décret N°2007-18 du 5 janvier 2007 (dont les articles R 431.5 à R 431.10), les pièces ou documents ne permettent pas de juger de la faisabilité et/ou de la pertinence des modes de gestion choisis.

Ils ne peuvent donc être ni étudiés, ni validés lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Le présent avis est délivré sous réserve de la validation d'un dossier d'exécution avant le début des travaux (délivrée en application des Règlements de distribution d'eau potable, d'assainissement Pluvial et/ou Eaux Usées de Toulouse Métropole).

Prescriptions Générales (Eaux usées, Eaux Pluviales et Eau Potable) :

- 1/ Afin de pouvoir réaliser un véritable suivi des travaux, la Direction du Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole devra être informée par courrier par le pétitionnaire au moins 1 mois avant la date prévisible du début des travaux.
- 2/ Tout nouveau projet devant faire l'objet d'une autorisation préalable de Toulouse Métropole, le projet ne pourra être raccordé aux réseaux publics, que si les autorisations techniques sont accordées conformément aux prescriptions des règlements de service de Toulouse Métropole relatifs à l'assainissement Pluvial, aux Eaux Usées ainsi qu'à l'adduction d'Eau Potable.
- 3/ Le détournement de la nappe phréatique ou des sources souterraines dans les réseaux d'assainissement des eaux usées ou des eaux pluviales est interdit.
- 4/ Le constructeur devra régler les montants révisables des branchements, prix actualisés à la date de réalisation des travaux. La demande devra être formalisée auprès de Toulouse Métropole : 1, Place de la Légion d'Honneur - BP 5821 - 31505 Toulouse Cedex 5. Les travaux de raccordement seront réalisés aux frais du demandeur par une entreprise agréée par la Direction du Cycle de l'Eau.
- 5/ Tous les raccordements gravitaires d'habitations ou d'installations situées à un niveau inférieur à celui de la chaussée (plus précisément au niveau du regard sur le collecteur), sont interdits.
- 6/ Si les caractéristiques physico-chimiques des effluents déversés dans les réseaux d'eaux usées et/ou d'eaux pluviales diffèrent des règlements en vigueur, vous devrez solliciter un Arrêté d'Autorisation de Déversement auprès de la Direction Assainissement de Toulouse Métropole.

Projet Raccordable au réseau d'Adduction d'Eau Potable (A.E.P.) :

- 7/ Après que le pétitionnaire se soit assuré de la faisabilité du branchement, sauf contrainte technique particulière, le projet visé pourra être raccordé : **au réseau existant.**
- 8/ A la date du présent avis, un ouvrage public de lutte contre l'incendie assurant un débit minimum de 60 m³/h (sous 1 bar de pression résiduelle) est présent à moins de 200m de l'axe de la voie d'entrée au projet (limite domaine public et domaine privé).
Suivant les besoins spécifiques à votre projet restant à déterminer, le recours à un ouvrage privé pourrait s'avérer nécessaire.

Projet Raccordable au réseau d'évacuation des Eaux Pluviales (E.P.) :

- 9/ Sauf contrainte technique, l'excès de ruissellement ainsi que les eaux de piscine individuelle pourront être évacués selon un débit maximum équivalent à 10 l/s/ha :
au réseau existant.

Projet Raccordable au réseau d'évacuation des Eaux Usées (E.U.) :

- 10/ Après que le pétitionnaire se soit assuré de la concordance d'altimétrie avec le réseau d'assainissement collectif, sauf contrainte technique particulière, le projet visé pourra être raccordé :
au réseau existant.
- 11/ En application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire, selon les modalités définies dans la délibération en vigueur de Toulouse Métropole, à compter du raccordement effectif ou par extension de la fin des travaux.



Le Directeur du Cycle de l'Eau

(Signature)
Jean-Charles LACLAU

Je reviendrai sur cette problématique dans mon Avis/Conclusions, d'autant plus que le Maire de Toulouse a donné deux recommandations dont notamment une sur le réseau pluvial.

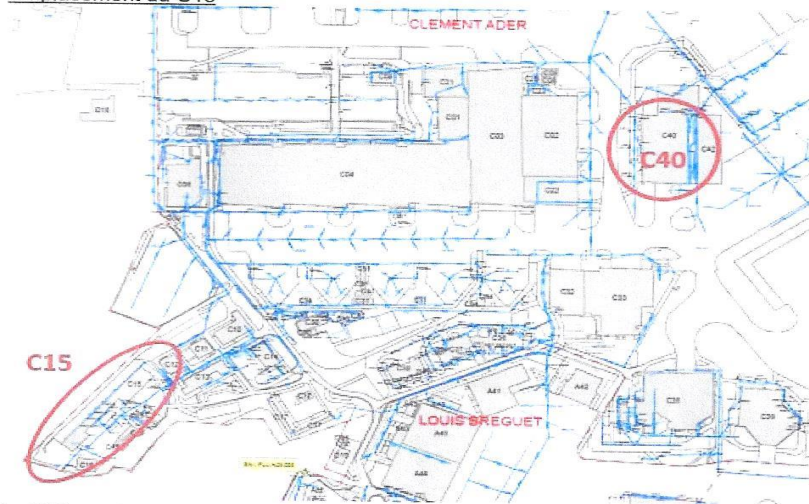
Question 2 :

Le récent incendie du bâtiment C15 fait bien apparaître que le risque zéro n'existe pas. Il serait souhaitable de confirmer l'emplacement du dit bâtiment C15, quel retour d'expérience peut-on d'ores et déjà en tirer notamment au niveau des risques d'effet dominos par rapport aux autres bâtiments et les raisons d'un tel incendie.

Réponse 2 AIRBUS :



Réponse 2 AIRBUS :
Emplacement du C15



Le C15 est situé à 700 m du C40. Aussi, le C40 ne peut être affecté par un effet domino en provenance du C15.

L'évènement survenu au niveau du C15 ne s'est pas propagé en dehors du périmètre de la station déchets. Il est à noter que les risques présents au C15 et ceux présents au C40 ne sont pas comparables. Dans le cas du C15, il s'agit d'un centre de regroupement des déchets dangereux et non dangereux en provenance des sites AIRBUS (notamment en provenance des salles de peinture). Par définition, les déchets ne sont pas conditionnés comme des produits neufs (contenants clos, etc..) et les déchets eux-mêmes peuvent être des sources de dégagement de vapeurs inflammables. Les opérations de manutention des déchets sont réalisées avec des engins. Le hall C40 quant à lui ne nécessite pas le stockage et la mise en œuvre de grands volumes de matières dangereuses. Ces dernières sont conditionnées dans des contenants maintenus fermés dans un local dédié. Les matières sont mises en œuvre au besoin en fonction des opérations de maintenance et les contenants sont de faibles capacités (de l'ordre de quelques litres).

Le paragraphe 7.6 de l'étude de dangers réalisée dans le cadre du présent projet permet l'étude des effets dominos en cas de survenus des évènements redoutés.

Position du Commissaire Enquêteur :

Le C15 est éloigné du C40, dans ce cas-là, effectivement aucun risque d'effet domino sur le bâtiment objet de l'étude. Les mesures prises et les interventions semblent avoir été les bonnes puisque l'évènement survenu au niveau du C15 ne s'est pas propagé en dehors du périmètre de la station de déchets. On peut considérer que l'analyse des risques a été efficace. Toutefois un effet domino ne peut se contenir sur deux bâtiments, il est possible que plusieurs bâtiments soient touchés.

Question 3 :

En page 17 de la partie D du dossier soumis à l'enquête, il est fait référence à des distances de sécurité à respecter pour éviter les effets dominos, les distances sont assez vagues, il est précisé en fin de paragraphe que « Lors de la conception du C40, ces conditions ont été prises en compte. Le projet n'est pas susceptible d'être l'effet d'effets dominos », on peut comprendre que les bâtiments autour du C40 ne pourront l'atteindre. Par contre un incendie du C40 pourrait atteindre le C42 (page 40 de la partie D). Il sera nécessaire de confirmer les risques et notamment d'un incendie sur le local MH4 par rapport aux autres bâtiments C42, C43.

Réponse 3 AIRBUS :

Effets dominos sur le C40 :

Le bâtiment C42/C43 récemment aménagé comporte des aires avions (aires parking) destinées à accueillir des avions susceptibles de contenir du carburant (Béluga en rotation pour la logistique des pièces AIRBUS). Ces aires ont été conçues pour limiter les effets d'un incendie en cas de fuite de carburant suivie d'une inflammation. Les distances définies et à considérer dans la conception du C40 sont celles qui permettent de se prémunir de tout risque d'effet domino.

Effets dominos du C40 sur le C42 :

Le phénomène dangereux étudié en p.40, est susceptible d'engendrer des effets thermiques sur le C42 sans atteindre le seuil des effets dominos. Il s'agit du scénario 2 « incendie de matières combustibles dans le magasin MH1 ». Pour rappel, le C42 sert de stockage de tronçons avion qui ne sont pas particulièrement combustibles.

Effets dominos du MH4 sur C42 et C43 :

Les modélisations réalisées pour l'incendie de matières inflammables dans le magasin MH4 (Scénario 1) ont montré qu'aucun effet thermique n'était attendu en dehors de ce dernier compte tenu de la nature des parois coupe-feu. Aucun effet domino n'est alors attendu sur le C42 et le C43 en cas de départ d'incendie au sein du MH4.

D'autre part, les modélisations des phénomènes dangereux ont montré que le MH4 pouvait être la cible d'effets dominos en cas de feu de nappe de kérosène. La modélisation de

l'incendie du MH4 a été réalisée sans tenir compte des parois étant donné qu'elles ne résisteraient pas pendant toute la durée du feu de nappe de kérosène. Les résultats ont montré que les flux thermiques engendrés par l'incendie du MH4 n'atteignaient pas le seuil des effets dominos. Aucun effet domino n'est attendu sur le C42 et le C43 en cas de feu de nappe se propageant au local MH4.

Un incendie du MH4 n'engendrerait donc pas d'effets dominos sur le C43 et C43, que le départ de feu ait lieu dans le local MH4 ou dans le hall de maintenance suite à un feu de nappe de Kérosène.

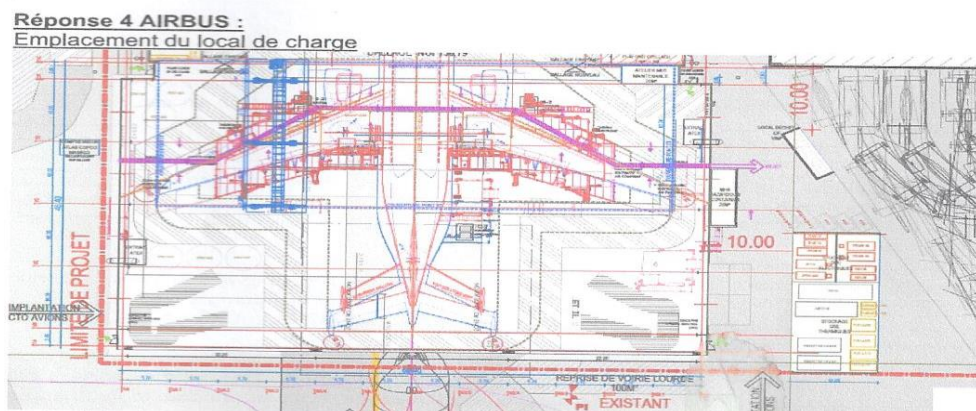
Position du Commissaire Enquêteur :

Dont acte, je continue à penser qu'il faut être extrêmement vigilant sur les possibilités de tels phénomènes d'effets dominos, des événements exceptionnels extérieurs, d'une ampleur très importante seraient difficile à maîtriser.

Question 4 :

Le paragraphe 9 de la partie D du dossier soumis à l'enquête fait apparaître une demande de dérogation au titre de la rubrique 2925. Il sera demandé de confirmer sur un plan l'emplacement du local de charge (p.53 du dossier) et de confirmer que 10 m de distance suffiront à écarter les dispositions constructibles relatives à la tenue au feu.

Réponse 4 AIRBUS :



Le local de charge, situé en bas à droite du plan ci-dessus, et le hall de maintenance sont éloignés de 10 m.

Distance appropriée (10 m)

Cette distance de 10 est souvent mentionnée dans la réglementation des installations classées comme une distance appropriée pour limiter les risques de propagation d'incendie.

L'extrait ci-dessous provient de l'arrêté de prescriptions générales relatif à la rubrique 2930 (Arrêté du 04/06/04 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2930 relative aux ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie). Ce dernier prévoit au §2.4 – comportement au feu des bâtiments :

« Afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, les installations stockant des matériaux ou des produits inflammables, d'une part, et les bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou les lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation, d'autre part, sont séparés :

- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ;
- soit par un mur coupe-feu de degré deux heures, dépassant d'au moins un mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré une heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ».

Position du Commissaire Enquêteur :

A partir du moment où cette distance est conforme aux différents arrêtés de la rubrique 2930, je peux considérer cette réponse comme satisfaisante en ce qui concerne la distance de 10 m qui permet la dérogation demandée.

Question 5 :

Il est fait référence en de nombreux endroits de l'étude des risques d'effets dominos en cas d'incendie du bâtiment C40 vers les autres bâtiments. Il sera demandé compte tenu de sa proximité de fournir l'étude des risques dominos du bâtiment de déchargement C43 vers les autres bâtiments, l'effet domino pouvant se passer dans tous les sens.

Réponse 5 AIRBUS :

Le projet du bâtiment C43 a fait l'objet d'une étude au cas par cas, soumise à l'autorité environnementale.

Celle-ci s'est prononcée pour une dispense d'étude d'impact, et donc des effets domino (voir annexe 2 en pièce jointe).

Position du Commissaire Enquêteur :

Nous trouvons effectivement en annexe la décision de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas en application de l'article R.123-3 du Code de l'Environnement pour le bâtiment C43.

Le bâtiment C40 a obtenu également une décision de dispense d'étude d'impact, je ne peux revenir sur la réglementation mais on peut toutefois se poser la question d'effets globaux à prendre en compte sur plusieurs bâtiments de surfaces importantes, mutualisation des risques devraient être pris en compte.

Question 6 :

Il est souvent également fait référence au risque de foudre avec un argumentaire précis et des mesures à prendre en compte. Les autres bâtiments du site et notamment le C43 sont-ils protégés également contre la foudre ?

Réponse 6 AIRBUS :

Rappel de la réglementation « La réglementation foudre des ICPE (installation classées pour la protection de l'environnement) est régie par l'Arrêté du 19 Juillet 2011 modifiant l'Arrêté du 4 Octobre 2010. L'exploitant doit caractériser l'activité foudre au niveau du site

industriel et la quantifier par une densité de foudroiement. Ces informations sont disponibles auprès de Météorage et doivent figurer dans l'analyse du risque foudre (ARF). Il s'agit ensuite pour lui, d'identifier les installations susceptibles d'être vulnérables en cas d'agression par la foudre et d'identifier les modalités de prévention en faisant appel à une société certifiée QUALIFOUDRE (protections contre la foudre par paratonnerres et parafoudres) ».

De plus, AIRBUS analyse l'aspect stratégique des bâtiments et infrastructures, afin de déterminer si une protection « foudre » non imposée par la réglementation plus haut est malgré tout à mettre en œuvre pour préserver hommes, matériels, et industrialisation.

Au regard de ces paramètres, nous vous confirmons que la très grande majorité des bâtiments du site de Clément Ader sont protégés contre la foudre, dont le C43.

Position du Commissaire Enquêteur :

Dont acte, le C43 est protégé contre la foudre, « la très grande majorité des bâtiments du site de Clément Ader sont protégés » d'après la réponse sans plus de précisions sur le pourcentage que constitue une très grande majorité.

Question 7 :

Quel sera le devenir du bâtiment actuel H10, endroit où s'effectue aujourd'hui la maintenance du Belga Standard ?

Réponse 7 AIRBUS :

Différents scénarios sont à l'étude par le schéma directeur industriel, et aucune décision n'est arrêtée à ce jour.

Ce bâtiment, au regard de sa proximité avec les pistes de la plateforme aéronautique, continuera probablement d'accueillir des activités de maintenance et opérations sur les aéronefs.

Position du Commissaire Enquêteur :

Cela veut donc dire qu'une activité continuera sur le bâtiment H10, les impacts sur l'environnement sont donc à cumuler. Il faudra que la nouvelle activité du bâtiment H10 fasse l'objet de toutes les demandes nécessaires en fonction de l'activité exercée et de son classement.

Question 8 :

Les opérations d'après le dossier soumis à l'enquête, de type maintenance checks A et B seront effectuées sur le futur bâtiment C40. Il est précisé que les checks C et D ne sont pas

prévus dans ce bâtiment. Il sera nécessaire de préciser où se font ces opérations de type C et D.

Réponse 8 AIRBUS :

Les opérations de Check C et D sont sous-traitées à des prestataires MRO (Maintenance, Repair, and Opérations) spécialistes de ce type d'activité. Les Check C et D seront réalisés dans les bâtiments de ces prestataires sous leur responsabilité, en dehors de Toulouse.

Position du Commissaire Enquêteur :

Le Commissaire Enquêteur prend acte que les opérations de Check C et D seront réalisées en dehors de Toulouse et donc du site Clément Ader.

Question 9 :

Au niveau des conséquences acoustiques, il sera demandé de faire parvenir l'étude des conséquences du nouveau bâtiment de stockage C 43 afin de vérifier les effets cumulatifs entre C 40 et C 43, donner des explications sur la mutualisation des différentes nuisances acoustiques.

Réponse 9 AIRBUS :

L'activité de maintenance du Beluga XL projetée dans le C40 n'est pas susceptible d'engendrer des niveaux de bruit supérieurs à l'activité actuelle de déchargement du Beluga ST. De plus, la zone est fortement impactée par le bruit issu de l'atterrissage et du décollage des avions et les potentielles cibles sont éloignées.

Phase d'exploitation du C43 : l'augmentation du trafic sur site engendrera du bruit supplémentaire qui restera marginal (+2 avions/jour). Le projet est soumis à des nuisances sonores (proximité de l'aéroport de Toulouse Blagnac). Ce point a été spécifiquement évoqué dans le dossier Cas par Cas du C43.

Position du Commissaire Enquêteur :

L'examen au cas par cas du C43 fait effectivement référence à une augmentation faible du trafic de l'ordre, tout de même de 30% par rapport à la situation actuelle.

L'examen au cas par cas du C40 ne fait pas référence au trafic induit par cette nouvelle activité avec le changement entre un Beluga Standard et un Beluga XL. Un avion plus grand fera dans tous les cas plus de bruit.

Un suivi et un point sur les nuisances sonores devront être mis en place tenant compte de ces nouvelles activités.

Question 10 :

L'agrandissement du bâtiment C40 de maintenance va provoquer une augmentation du trafic avec une rotation plus importante de Beluga XL, peut-on d'ores et déjà le chiffrer ?

Réponse 10 AIRBUS :

Le Beluga XL offre un volume de transport théorique 30% supérieur au Beluga ST. Il permettra donc d'absorber les augmentations de cadence de production et de limiter les augmentations de trafic nécessaires pour le transport des composants.

L'agrandissement du C40 en elle-même ne générera pas d'augmentation de trafic. Elle permet par contre de supprimer le transfert des avions du site de Clément Ader vers le H10 à Blagnac lors des week-ends de Check A.

Position du Commissaire Enquêteur :

L'augmentation des cadences de production est une bonne chose, je ne pense pas que la capacité de volume de transport théorique de 30% du Beluga XL suffira à ne pas générer d'augmentation du transport.

D'autant plus que dès le 22 Juin 2016, la Commission Consultative de l'Environnement de l'aéroport Toulouse / Blagnac abordait le sujet.

En voici un extrait :

« Monsieur MARTI (ATI), responsable de l'activité aérienne du Beluga, expose le détail de l'activité d'ATI. AIRBUS dispose dans sa chaîne logistique de cinq Beluga qui permettent d'acheminer rapidement des pièces trop volumineuses pour être transportées par la route.

Le Beluga opère au niveau de plusieurs sites en Europe, celui de Toulouse étant le plus important de par le volume considérable d'opérations et d'assemblages qui y sont menées pour plusieurs programmes dont l'A320, l'A350, l'A380, le néo A 330. Cela explique pourquoi Toulouse –Blagnac est la base de la compagnie, le lieu de regroupement de son personnel et le site de maintenance de ses avions.

Parallèlement à l'accroissement de l'activité industrielle d'AIRBUS, la logistique est appelée à évoluer. L'apport des Beluga est ainsi en augmentation en conformité avec le plan établi en 2010 qui prévoit le doublement de l'activité en 2019. Ainsi, le temps de vol de ces cinq appareils passera de 5.000 à 10.000 heures par an, une performance qui marquera le point de saturation du système logistique aérien de l'entreprise.

Pour atteindre cet objectif, des dispositions doivent être prises. La première consiste à étaler progressivement les horaires d'activité pour augmenter le trafic en multipliant les rotations et donc les vols.

Selon le schéma habituel des compagnies aériennes, l'activité des Beluga s'étale sur la journée, la nuit étant consacrée à la maintenance. L'activité en 2014 et 2015 était par conséquent concentrée entre 6 heures et 22 heures.

Désormais, compte tenu de la croissance de l'activité pour atteindre les 10.000 heures de vol, les avions devront décoller plus tôt et atterrir plus tard. Le nombre d'équipages sera également augmenté.

Ainsi, les retours d'avions seront poussés au-delà de 22 heures. A partir du second semestre 2016, il est envisagé une extension des horaires pour des décollages avant 6

heures du matin sur Blagnac. Sur cette base horaire, une estimation fait état d'un nombre de mouvements qui pourrait atteindre, en 2019, 300 mouvements dans l'année en cœur de nuit.

L'arrivée de l'activité Beluga dans le « cœur de nuit » est donc une conséquence de la croissance de l'activité industrielle d'AIRBUS et ATI est soucieux du respect de l'environnement. Cela impose également des conditions difficiles du travail de nuit pour les personnels, raisons pour lesquelles il sera fait en sorte de minimiser l'impact de ces vols en « cœur de nuit ».

Pour répondre à l'accroissement de l'activité, la mise en service après 2019, d'une nouvelle flotte de Beluga en remplacement de la flotte actuelle est programmée. Plus gros que ses prédécesseurs, le nouvel appareil s'appellera Beluga XL. Il transportera des charges plus importantes, 1.4 fois celle des Beluga actuel, en un seul voyage et permettra de reconsidérer l'organisation du travail sans, pour autant, augmenter davantage les vols en « cœur de nuit ».

Il est donc clairement établi que nous aurons une augmentation de trafic, Beluga Standard ou Beluga XL mis en service.

Question 11 :

Au niveau acoustique, donner des précisions sur les nuisances émises entre un Beluga Standard et un Beluga XL.

Réponse 11 AIRBUS :

L'impact acoustique du Beluga XL sera connu lors de la certification de l'avion prévue fin 2019. La comparaison entre les 2 avions pourra être réalisée après cette certification.

Position du Commissaire Enquêteur :

Cette réponse ne me satisfait absolument pas, le Beluga XL vole déjà. Le premier vol a eu lieu le 19 Juillet 2019, les deux réacteurs Rolls Royce Trent 700 sont bien connus, des mesures existent, il suffit de rechercher sur internet pour avoir des éléments.

Le Comité de suivi devra être particulièrement vigilant sur les nuisances émises.

Question 12 :

Il sera demandé de préciser le nombre de m2 bâtis sur le site ainsi que le nombre de m2 artificialisés. Il sera demandé confirmation de la perte de 1500 m2 de partie enherbée alors que la décision de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas de Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne fait apparaître 500 m2 suivant extrait ci-joint : « Considérant que les impacts prévisibles du projet sur l'environnement ne devraient pas être significatifs

compte tenu :

– du maintien des modifications de gestion des eaux pluviales en place vu la faible ampleur de la surface imperméabilisée créée (500m²).

Réponse 12 AIRBUS :

Le site de Clément ADER, d'une surface de 1 521 283 m² comprend 326 468 m² d'espaces verts, soit 1 194 815 m² de surfaces imperméabilisées.

La surface de 1 000 m² supplémentaire d'imperméabilisation dans le cadre du projet C40, en comparaison des données fournies lors de l'examen au cas par cas, sont issues de précision sur la trajectographie des aéronefs, nécessitant des rayons de giration mieux appréciés récemment.

Toutefois, les ouvrages présents ont été dimensionnés pour accueillir les eaux de ruissellement supplémentaire.

Position du Commissaire Enquêteur :

Le Commissaire Enquêteur prend acte que l'on se trouve bien avec une perte de 1 500 m² de partie enherbée à comparer au 1 194 815 m² de surface imperméabilisée, ceci représente une augmentation tellement peu importante que cela n'aura pas de conséquences d'autant plus que le porteur de projet précise que « les ouvrages présents ont été dimensionnés pour accueillir les eaux de ruissellement supplémentaire »

Question 13 :

Le déplacement du Hall de maintien de H 10 vers C40, va provoquer une augmentation de trafic routier et camions sur la voie d'accès, Avenue Jean Monnet, déjà fortement impactée, donner des précisions chiffrées sur cette augmentation de trafic.

Réponse 13 AIRBUS :

L'étude d'impact en p11 précise que « au niveau du Hall de maintenance, le trafic d'avions et du personnel augmentera. Cependant, la réorganisation du site permettra d'alléger le trafic global de la zone aéroportuaire (le déchargement et la maintenance étant réalisés au même endroit). »

Il faut rappeler qu'actuellement le déchargement se fait au C40 et la maintenance et les locaux sociaux sont présents au H10. Ce qui signifie que les équipages et les opérateurs logistiques réalisent des navettes entre le H10 et le C40 qui ne seront plus nécessaires puisque tout sera rassemblé en un seul endroit. Le déchargement se faisant déjà sur Clément Ader, le trafic de camion ne devrait pas être impacté.

Position du Commissaire Enquêteur :

L'explication est satisfaisante, l'augmentation du trafic sera mesurée toutefois, l'Avenue Jean Monnet, est déjà fortement impacté, d'un aménagement de mauvaise qualité et d'un entretien médiocre. Elle ne correspond absolument plus aux activités existantes qu'elle dessert.

La ville de Colomiers devrait étudier un réaménagement et une requalification d'urgence.

J'ai ainsi relaté le déroulement de l'enquête, l'ensemble des pièces s'y rapportant est joint au présent rapport.

Montauban, le 15 Août 2019



Christian HENRIC
Commissaire Enquêteur

6- Annexes

6-1 – Décision du Tribunal Administratif de Toulouse

DECISION DU
28/05/2019

Annexe 1
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° E19000093 /31

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULOUSE

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation commission ou commissaire

Vu enregistrée le 28/05/2019, la lettre par laquelle M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

la demande, présentée par la société AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une extension de l'actuel hall de déchargement du Beluga standard afin de la convertir en hall de maintenance du Beluga XL, sur le territoire de la commune de Colomiers, avenue Jean Monnet ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2019 ;

Vu l'arrêté de délégation du 15 octobre 2018 de la présidente du tribunal administratif de Toulouse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Christian HENRIC est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée à M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et à Monsieur Christian HENRIC.

Fait à Toulouse, le 28/05/2019

Le magistrat délégué,



**6-2 – Arrêté de M. le Préfet de la Haute-Garonne en date du
5 Juin 2019**

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires
Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

**Arrêté portant ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation
environnementale présentée par la société AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL relatif
au projet d'exploiter, une extension de l'actuel hall de déchargement du Beluga standard afin
de la convertir en hall de maintenance du Beluga XL à COLOMIERS**

0087

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L123-1 et suivants et de R123-1 à R123-27 ;

Vu la demande du 29 mars 2019 présentée par la société AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, une extension de l'actuel hall de déchargement du Beluga standard afin de le convertir en halle de maintenance du Beluga XL, avenue Jean Monnet à Colomiers (31770) ;

Vu le dossier déposé à cet effet ;

Vu la décision du 28 mai 2019 par laquelle le président du tribunal administratif de Toulouse a désigné Mr Christian HENRIC en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu le rapport du 27 mai 2019 de fin de phase d'examen dans lequel l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) d'Occitanie a considéré le dossier régulier et a sollicité l'organisation d'une enquête publique ;

Considérant la décision du 1^{er} février 2019 dispensant le présent projet d'évaluation environnementale, suite à examen au cas par cas, conformément aux dispositions de l'article R 122-3 du code de l'environnement;

Considérant qu'il résulte du code de l'environnement que le projet ci-dessus mentionné doit faire l'objet d'une enquête publique ;

Considérant qu'en application de l'article L 123-9 du code de l'environnement, la durée de l'enquête publique peut être réduite à quinze jours pour un projet, plan ou programme ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale;

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

Arrête :

Art. 1^{er} – Une enquête publique est ouverte sur le territoire de la commune de Colomiers pour connaître et constater les avantages et les inconvénients qui peuvent résulter de l'installation susvisée.

Art. 2 – Mr. Christian HENRIC, salarié en architecture et en urbanisme retraité, est désigné en qualité de commissaire enquêteur.

Art. 3 – **L'enquête dont il s'agit a une durée de quinze jours, et est ouverte du lundi 1er juillet 2019 à 9h au lundi 15 juillet 2019 à 17h, sauf prolongation d'une durée maximum de trente jours décidée par le commissaire enquêteur.**

Si le commissaire enquêteur décide la prolongation de l'enquête, cette prolongation doit être notifiée au préfet au plus tard huit jours avant la fin de l'enquête ; elle est portée à la connaissance du public au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête par un affichage réalisé dans les conditions de lieu prévues à l'article 3 ci-dessous ainsi que, le cas échéant, par tout autre moyen approprié.

Un avis au public portant les indications mentionnées à l'article R123-9 du code de l'environnement est affiché, aux frais de l'exploitant, 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique à la mairie de Colomiers et dans tous les lieux publics et tous endroits où l'attention des intéressés peut être facilement appelée, par les soins du maire de la commune de Colomiers, du maire de la commune de Blagnac et Toulouse, comprises dans le périmètre d'un kilomètre et concernées par les risques et inconvénients dont l'établissement peut être la source.

Cet avis est également affiché par les soins du demandeur sur le site de l'installation projetée conformément aux caractéristiques fixées par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012.

L'enquête est enfin annoncée 15 jours au moins avant son ouverture et dans les huit premiers jours de son déroulement, par les soins du préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département. Le dossier auquel est joint l'avis de l'autorité environnementale est mis en ligne sur le site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne à l'adresse suivante : <http://www.haute-garonne.gouv.fr>.

Art. 4 – Dès l'ouverture de l'enquête, le conseil municipal des communes sus-désignées doit donner son avis sur la demande d'autorisation.

Pendant la durée de l'enquête, un exemplaire du dossier d'enquête sera déposé à la mairie de Colomiers, ainsi qu'à la mairie de Blagnac et Toulouse. Il peut être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture des mairies, par les personnes qui désirent en prendre connaissance. Le dossier dématérialisé est également consultable sur un poste informatique mis à disposition pendant la durée de l'enquête publique, dans les locaux de la mairie de Colomiers.

Un registre à feuillets non mobiles est mis à la disposition des intéressés à la mairie de Colomiers pour y consigner les observations relatives au projet d'établissement dont il s'agit.

Toutes remarques ou réclamations peuvent être également adressées par écrit, pendant la durée de l'enquête, au commissaire enquêteur à la mairie de Colomiers (1 place Alex Raymond – 31770 Colomiers) ou au directeur départemental des territoires, unité des procédures environnementales à l'adresse figurant en bas de la page ou par voie électronique à : ddt-enquete-publique-icpe@haute-garonne.gouv.fr

Ces observations sont consultables au siège de l'enquête et sur le site cité plus haut.

Art. 5 – Mr. Christian HENRIC commissaire enquêteur, reçoit les personnes qui jugeraient utiles de présenter les observations verbales. À cet effet, il assure une permanence effective à la mairie de Colomiers, les jours et heures suivants :

- le lundi 1er juillet 2019 de 14h00 à 17h00,
- le lundi 8 juillet 2019 de 9h00 à 12h00,

Art. 6 – Le commissaire enquêteur établit, dans un délai de 8 jours après la fin de l'enquête publique, un procès-verbal de synthèse des observations recueillies et les transmet au maître d'ouvrage qui dispose d'un délai de réponse de 15 jours pour produire ses éventuelles observations.

Le commissaire enquêteur adresse au directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne, dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le registre et pièces éventuelles annexées ainsi que, d'une part, un rapport dans lequel il relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies et d'autre part, dans un document séparé, ses conclusions motivées.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête dans les mairies des communes de Colomiers, Blagnac et Toulouse, ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne, et sur le site Internet des services de l'État de la Haute-Garonne.

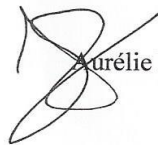
Art. 7 – A l'issue de l'enquête, le préfet statue sur la demande par arrêté d'autorisation ou de refus du projet, au vu des résultats de la consultation du public et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.

Art. 8 – Le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne, le maire des communes de Colomiers, Blagnac et Toulouse ainsi que le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le

05 JUIN 2019

Pour le préfet et par délégation,
La chef de service,



Aurélie LAURENS

6-3 – Avis d’ouverture d’une enquête publique



Annexe 3

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service eau environnement et forêt
Unité procédures environnementales

AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE

Une enquête publique d'une durée de 15 jours relative à la demande d'autorisation environnementale portant sur le projet d'exploitation d'une extension de l'actuel hall de déchargement du Beluga standard afin de le convertir en hall de maintenance du Beluga XL présentée par la société AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL est ouverte **du lundi 01 juillet à 9 h 00 au lundi 15 juillet 2019 à 17 h 00.**

Un exemplaire du dossier d'enquête publique est déposé à la mairie de Colomiers, aux mairies de Blagnac et Toulouse, où il peut être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, par les personnes qui désireront en prendre connaissance. Le dossier dématérialisé est également consultable sur un poste informatique mis à disposition pour l'enquête dans les locaux de la mairie de Colomiers.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique, le dossier est mis en ligne sur le site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne (<http://www.haute-garonne.gouv.fr>).

Monsieur Christian HENRIC, salarié en architecture et en urbanisme retraité, a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Il assurera une permanence effective à la mairie de Colomiers, afin de recevoir les personnes qui jugeraient utile de présenter des observations verbales les jours et heures suivants :

- ***lundi 1er juillet 2019 de 14 h 00 à 17 h 00***
- ***lundi 8 juillet 2019 de 9 h 00 à 12 h 00***

Un registre à feuillets non mobiles est mis à la disposition des intéressés à la mairie de Colomiers, pour y consigner les observations relatives au projet.

Toutes remarques ou réclamations peuvent être également adressées par voie postale pendant la durée de l'enquête, au commissaire enquêteur, à la mairie de Colomiers ou au directeur départemental des territoires, service environnement eau et forêt, unité des procédures environnementales, (cité administrative - BP 70001 - 31074 Toulouse Cedex 9 - ou par voie électronique à l'adresse suivante : ddt-enquete-publique-icpe@haute-garonne.gouv.fr.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public dans les mairies de Colomiers, Blagnac et Toulouse ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne et sur le site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne.

A l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne statuera sur la demande par arrêté d'autorisation ou de refus du projet, au vu des résultats de l'enquête publique et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.

6-4 – Décision de dispense d'étude d'impact

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Occitanie

**Décision de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement**

Le préfet de département, autorité compétente pour instruire les demandes d'examen au cas par cas relatives aux projets qui consistent en une modification ou une extension d'activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent des autorisations prévues aux articles L. 181-1, L. 512-7, L. 555-1 et L. 593-7 du Code de l'environnement, en application de l'article L. 122-1.IV du Code de l'environnement ;

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au projet référencé ci-après :

- n°2018-7035;
- projet de hall de maintenance BELUGA XL à COLOMIERS (31) déposée par AIRBUS ;
- reçue le 20 décembre 2018 et considérée complète le même jour ;

Vu l'arrêté du préfet de la Haute-Garonne, en date du 10 novembre 2018, portant délégation de signature au secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 03 janvier 2019 ;

Considérant la nature du projet :

- qui consiste en l'agrandissement du hall de maintenance C40 situé sur le site Clément Ader de la zone aéroportuaire de Toulouse-Blagnac, sur la commune de Colomiers afin de pouvoir assurer les opérations de maintenance des nouveaux avions BELUGA XL ;
- qui relève de la rubrique n°1 de l'annexe à l'article R.122-2 du Code de l'environnement visant les ICPE ;

Considérant que le projet nécessite :

- la création d'une extension (3 200 m² pour une hauteur de 30, 4 m) du hangar existant pour atteindre une surface totale de 8 200 m² ;
- la démolition de l'actuel quai de déchargement du C40, du taxiway d'accès au C40 et d'une partie du bâtiment actuel pour permettre la jonction avec l'extension prévue ;

Considérant la localisation du projet :

- au sein de la zone aéroportuaire de Toulouse-Blagnac ;

- en dehors de tout périmètre d'inventaire ou de protection répertorié au titre de la biodiversité, des sites et des paysages ;

Considérant que les impacts prévisibles du projet sur l'environnement ne devraient pas être significatifs compte tenu :

- du fait que l'activité du site ne change pas et reste dédiée aux opérations de maintenance d'avions ;
- de l'absence d'effluents industriels ;
- du maintien des modalités de gestion des eaux pluviales en place vu la faible ampleur de la surface imperméabilisée créée (500 m²) ;

Considérant que les impacts potentiels du projet sont réduits par :

- la gestion des différents types de déchets engendrés par des organismes de traitement agréés et l'évacuation des déblais en décharge ;
- la réalisation des vidanges des réservoirs appareils (kérosène) à l'extérieur du hall ;
- les mesures de lutte contre l'incendie adaptée (écran thermique F12 entre le hall de maintenance et le magasin, sprinklage des racks de stockages, sol de l'extension équipé de système d'extinction incendie) ;
- le stockage des produits chimiques sur site dans une enceinte confinée, ventilée et équipée de systèmes de détection et d'extinction d'incendie et situé à l'extérieur du bâtiment ;

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de hall de maintenance BELUGA XL à Colomiers, objet de la demande n°2018-7035, n'est pas soumis à étude d'impact.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site de la préfecture de Haute-Garonne et sur le système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE): www.side.developpement-durable.gouv.fr

Fait à Toulouse, le 01 FEV 2019

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général,

Jean-François COLOMBET

6-5 – Article R.123-9


Chemin :
Code de l'environnement

- ▶ Partie réglementaire
 - ▶ Livre Ier : Dispositions communes
 - ▶ Titre II : Information et participation des citoyens
 - ▶ Chapitre III : Participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement
 - ▶ Section 2 : Procédure et déroulement de l'enquête publique
 - ▶ Sous-section 7 : Organisation de l'enquête

Article R123-9

Modifié par Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4

I. - L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête précise par arrêté les informations mentionnées à l'article L. 123-10, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et après concertation avec le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête. Cet arrêté précise notamment :

1° Concernant l'objet de l'enquête, les caractéristiques principales du projet, plan ou programme ainsi que l'identité de la ou des personnes responsables du projet, plan ou programme ou de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;

2° En cas de pluralité de lieux d'enquête, le siège de l'enquête, où toute correspondance postale relative à l'enquête peut être adressée au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête ;

3° L'adresse du site internet comportant un registre dématérialisé sécurisé auxquelles le public peut transmettre ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête. En l'absence de registre dématérialisé, l'arrêté indique l'adresse électronique à laquelle le public peut transmettre ses observations et propositions ;

4° Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ;

5° Le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;

6° La durée, le ou les lieux, ainsi que le ou les sites internet où à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ;

7° L'information selon laquelle, le cas échéant, le dossier d'enquête publique est transmis à un autre Etat, membre de l'Union européenne ou partie à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo le 25 février 1991, sur le territoire duquel le projet est susceptible d'avoir des incidences notables ;

8° L'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable des différents éléments du ou des projets, plans ou programmes soumis à enquête.

II. - Un dossier d'enquête publique est disponible en support papier au minimum au siège de l'enquête publique.

Ce dossier est également disponible depuis le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11.

NOTA :

Le décret n° 2016-1110 a été pris pour l'application de l'ordonnance n° 2016-1058 dont l'article 6 prévoit que « Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent :

- aux projets relevant d'un examen au cas par cas pour lesquels la demande d'examen au cas par cas est déposée à compter du 1er janvier 2017 ;*
- aux projets faisant l'objet d'une évaluation environnementale systématique pour lesquels la première demande d'autorisation est déposée à compter du 16 mai 2017. Pour les projets pour lesquels l'autorité compétente est le maître d'ouvrage, ces dispositions s'appliquent aux projets dont l'enquête publique est ouverte à compter du premier jour du sixième mois suivant la publication de la présente ordonnance ;*
- aux plans et programmes pour lesquels l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique ou l'avis sur la mise à disposition du public est publié après le premier jour du mois suivant la publication de la présente ordonnance. »*

Liens relatifs à cet article

Cité par:

Arrêté du 24 avril 2012 - art. 1 (V)
Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 13
Code de l'environnement - art. R123-11 (V)
Code de l'environnement - art. R123-23 (V)
Code de l'environnement - art. R123-24 (VD)
Code de l'environnement - art. R181-36 (V)
Code de l'environnement - art. R214-8 (V)
Code de l'environnement - art. R222-23 (V)
Code général de la propriété des personnes publ... - art. R2111-9 (VD)
Code rural - art. R121-21 (V)
Code rural - art. R123-11 (V)

Codifié par:

Décret n°2005-935 du 2 août 2005

Anciens textes:

Décret n°85-453 du 23 avril 1985 - art. 9 (M)
Décret n°85-453 du 23 avril 1985 - art. 9 (Ab)

6-6 – Certificat de début d’affichage – ville de Colomiers



DIRECTION DU DEVELOPPEMENT URBAIN ET DU TERRITOIRE
Service Environnement

N/Réf. : LC/CG/JV/EC

CERTIFICAT DE DÉBUT D'AFFICHAGE

Je soussignée Madame Laurence CASALIS, Adjointe au Maire de la Commune de COLOMIERS,

CERTIFIE que l'arrêté préfectoral portant ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société Airbus Transport International relatif au projet d'exploiter une extension de l'actuel hall de déchargement du Beluga standard afin de la convertir en hall de maintenance du Beluga XL,

EST AFFICHÉ, en Mairie à la vue publique, ainsi que sur le site internet de la ville de Colomiers,

DEPUIS le 17 juin 2019.

Fait à COLOMIERS, le 26 JUIN 2019

LE MAIRE,
P/LE MAIRE,
L'ADJOINTE DELEGUEE,



Laurence CASALIS

Chargée de la Rénovation urbaine, de l'Urbanisme,
de l'Habitat et de l'Environnement

**6-7 – Certificat d’affichage de l’avis d’ouverture de l’enquête
Ville de Colomiers**



DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DU TERRITOIRE
Service Environnement

N/Réf. : LC/CG/JV/EC

CERTIFICAT DE DÉBUT D'AFFICHAGE

Je soussignée Madame Laurence CASALIS, Adjointe au Maire de la
Commune de COLOMIERS,

CERTIFIE que l'avis d'ouverture d'une enquête publique sur la demande
d'autorisation environnementale présentée par la société Airbus Transport
International relatif au projet d'exploiter une extension de l'actuel hall de
déchargement du Beluga standard afin de la convertir en hall de maintenance du
Beluga XL,

EST AFFICHÉ, en Mairie à la vue publique, ainsi que sur le site internet
de la ville de Colomiers,

DEPUIS le 17 juin 2019.

Fait à COLOMIERS, le 26 JUIN 2019

LE MAIRE,
P/LE MAIRE,
L'ADJOINTE DÉLÉGUÉE,



Laurence CASALIS
Chargée de la Rénovation urbaine, de l'Urbanisme,
de l'Habitat et de l'Environnement

6-8 – Certificat d’affichage – ville de Blagnac

Annexe 8



DIRECTION URBANISME ET ENVIRONNEMENT

**Demande d'autorisation environnementale pour exploitation de l'extension du
hall de déchargement du Beluga - Airbus Transport International**

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Maurice BIDOUILH, adjoint au Maire délégué au Quartier Centre et à la Coordination Urbaine certifie que l'avis au public d'enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale formulée par la société Airbus Transport International pour exploiter l'extension du hall de déchargement du Beluga sur la Commune de Colomiers, a été affiché du 14 juin 2019 au 16 juillet 2019 à la Commune de BLAGNAC ;

Délivré pour faire valoir ce que droit,

Fait en deux exemplaires originaux à Blagnac,

Le 17 juillet 2019

Par délégation du Maire,
L'Adjoint délégué au Quartier Centre
Et à la Coordination Urbaine

Maurice BIDOUILH

6-9 – Certificat d’affichage – ville de Toulouse



**MAIRIE DE
TOULOUSE**
www.toulouse.fr

Annexe 9

Jean-Luc Moudenc
Maire de Toulouse
Président de Toulouse Métropole

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Le Maire de la Commune soussigné, certifie que l’avis d’ouverture d’une enquête publique relative à la demande d’autorisation environnementale portant sur le projet d’exploitation d’une extension de l’actuel hall de déchargement du Beluga standard, a été affiché à l’Hôtel de Ville, place du Capitole, et dans toutes les Mairies de Quartier du 17 juin au 15 juillet 2019 inclus.

Fait à Toulouse, le 25 JUL. 2019

Jean-Luc MOUDENC

6-10 – Avis d'ouverture – site ville de Toulouse

ENQUÊTES PUBLIQUES - CONCERTATIONS**ENQUÊTE PUBLIQUE**

Avis d'ouverture d'enquête publique, société Airbus...

ENQUÊTE PUBLIQUERapport commissaire enquêteur - ICPE-
Chemin de Montredon**ENQUÊTE PUBLIQUE**Rapport commissaire enquêteur - Projet
aménagement Vinci...**ENQUÊTE PUBLIQUE**Rapport commissaire enquêteur -
installations classées...**ENQUÊTES PUBLIQUES**Rapport commissaire enquêteur. Installations
classées**ENQUÊTES PUBLIQUES**Rapport commissaire enquêteur. Installations
classées,...**ENQUÊTE PUBLIQUE**Rapport commissaire enquêteur.
Restructuration du stade...**ENQUÊTE PUBLIQUE**Rapport du commissaire enquêteur.
Installations classées....

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des contenus et services adaptés à vos centres d'intérêt.

En savoir plus et gérer ces paramètres

J'accepte



ENQUÊTE PUBLIQUE

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE, SOCIÉTÉ AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL



Une enquête publique d'une durée de 15 jours relative à la demande d'autorisation environnementale portant sur le projet d'exploitation d'une extension de l'actuel hall de déchargement du Beluga standard afin de le convertir en hall de maintenance du Beluga XL présentée par la société Airbus Transport International est ouverte du lundi 01 juillet à 9h00 au lundi 15 juillet 2019 à 17h00.

Un exemplaire du dossier d'enquête publique est déposé à la mairie de Colomiers, aux mairies de Blagnac et Toulouse, où il peut être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, par les personnes qui désireront en prendre connaissance. Le dossier dématérialisé est également consultable sur un poste informatique mis à disposition pour l'enquête dans les locaux de la mairie de Colomiers.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique, le dossier est mis en ligne sur le [site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne](#).

Monsieur Christian Henric, salarié en architecture et en urbanisme retraité, a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Permanences

Il assurera une permanence effective à la mairie de Colomiers, afin de recevoir les personnes qui jugeraient utile de présenter des observations verbales les jours et heures suivants :

- lundi 1er juillet 2019 de 14h00 à 17h00
- lundi 8 juillet 2019 de 9h00 à 12h00

Un registre à feuillets non mobiles est mis à la disposition des intéressés à la mairie de Colomiers, pour y consigner les observations relatives au projet.

Toutes remarques ou réclamations peuvent être également adressées **pendant la durée de l'enquête** :

- **par voie postale**
au commissaire enquêteur, à la mairie de Colomiers
ou
au directeur départemental des territoires, service environnement eau et forêt, unité des procédures environnementales
cité administrative
BP 70001
31074 Toulouse Cedex
ou

- **par voie électronique**, à l'adresse suivante : ndf-enquete-publique-icpe@haute-garonne.gouv.fr
En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez
l'utilisation de cookies pour vous proposer des contenus et
services adaptés à vos centres d'intérêt.
En savoir plus et gérer ces paramètres

J'accepte



<https://www.toulouse.fr/web/la-mairie/-/avis-d-ouverture-d-enquete-publique-societe-airbus-transport-international?redirect=%2Fweb%2Fla-mairie...> 1/2

24/06/2019

Avis d'ouverture d'enquête publique, société Airbus Transport International - Avis d'ouverture d'enquête publique, société Airbus Tr...

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public dans les mairies de Colomiers, Blagnac et Toulouse ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne et sur le site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne.

A l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne statuera sur la demande par arrêté d'autorisation ou de refus du projet, au vu des résultats de l'enquête publique et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez
l'utilisation de cookies pour vous proposer des contenus et
services adaptés à vos centres d'intérêt.

[En savoir plus et gérer ces paramètres](#)

J'accepte



<https://www.toulouse.fr/web/la-mairie/-/avis-d-ouverture-d-enquete-publique-societe-airbus-transport-international?redirect=%2Fweb%2Fla-mairie...> 2/2

6-11 – Copie des 4 parutions annonçant l'enquête

L'Opinion

I N D E P E N D A N T E

Annexe M

ATTESTATION DE PARUTION

Parution le 14 juin 2019

Dans L'OPINION INDÉPENDANTE

Référence n°L1906354

14/06/19

TOULOUSE, le 7 juin 2019



PREFET DE LA HAUTE GARONNE
Direction départementale des territoires
Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE

Une enquête publique d'une durée de 15 jours relative à la demande d'autorisation environnementale portant sur le projet d'exploitation d'une extension de l'actuel hall de déchargement du Beluga standard afin de le convertir en hall de maintenance du Beluga XL présentée par la société AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL est ouverte du **lundi 01 juillet à 9 h 00 au lundi 15 juillet 2019 à 17 h 00**.

Un exemplaire du dossier d'enquête publique est déposé à la mairie de Colomiers, aux mairies de Blagnac et Toulouse, où il peut être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, par les personnes qui désireront en prendre connaissance. Le dossier dématérialisé est également consultable sur un poste informatique mis à disposition pour l'enquête dans les locaux de la mairie de Colomiers.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique, le dossier est mis en ligne sur le site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne (<http://www.haute-garonne.gouv.fr>).

Monsieur Christian HENRIC, salarié en architecture et en urbanisme retraité, a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Il assurera une permanence effective à la mairie de Colomiers, afin de recevoir les personnes qui jugeraient utile de présenter des observations verbales les jours et heures suivants :

lundi 1^{er} juillet 2019
de 14 h 00 à 17 h 00
lundi 8 juillet 2019
de 9 h 00 à 12 h 00

Un registre à feuillets non mobiles est mis à la disposition des intéressés à la mairie de Colomiers, pour y consigner les observations relatives au projet.

Toutes remarques ou réclamations peuvent être également adressées par voie postale pendant la durée de l'enquête, au commissaire enquêteur, à la mairie de Colomiers ou au directeur départemental des territoires, service environnement eau et forêt, unité des procédures environnementales, (cité administrative - BP 70001 - 31074 Toulouse Cedex 9 - ou par voie électronique à l'adresse suivante : ddt-enquete-publique-icpe@haute-garonne.gouv.fr).

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public dans les mairies de Colomiers, Blagnac et Toulouse ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne et sur le site Internet des

services de l'Etat en Haute-Garonne.

A l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne statuera sur la demande par arrêté d'autorisation ou de refus du projet, au vu des résultats de l'enquête publique et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.

[Signature]

Page 1/1

ATTESTATION DE PARUTION

Parution le 5 juillet 2019

Dans L'OPINION INDEPENDANTE

Référence n°L1906355

5/2/19

TOULOUSE, le 7 juin 2019



PREFET DE LA HAUTE GARONNE
Direction départementale des territoires
Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE

Une enquête publique d'une durée de 15 jours relative à la demande d'autorisation environnementale portant sur le projet d'exploitation d'une extension de l'actuel hall de déchargement du Beluga standard afin de le convertir en hall de maintenance du Beluga XL présentée par la société AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL est ouverte du **lundi 01 juillet à 9 h 00 au lundi 15 juillet 2019 à 17 h 00**.

Un exemplaire du dossier d'enquête publique est déposé à la mairie de Colomiers, aux mairies de Blagnac et Toulouse, où il peut être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, par les personnes qui désireront en prendre connaissance. Le dossier dématérialisé est également consultable sur un poste informatique mis à disposition pour l'enquête dans les locaux de la mairie de Colomiers.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique, le dossier est mis en ligne sur le site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne (<http://www.haute-garonne.gouv.fr>).

Monsieur Christian HENRIC, salarié en architecture et en urbanisme retraité, a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Il assurera une permanence effective à la mairie de Colomiers, afin de recevoir les personnes qui jugeraient utile de présenter des observations verbales les jours et heures suivants :

lundi 1^{er} juillet 2019
de 14 h 00 à 17 h 00

lundi 8 juillet 2019
de 9 h 00 à 12 h 00

Un registre à feuillets non mobiles est mis à la disposition des intéressés à la mairie de Colomiers, pour y consigner les observations relatives au projet.

Toutes remarques ou réclamations peuvent être également adressées par voie postale pendant la durée de l'enquête, au commissaire enquêteur, à la mairie de Colomiers ou au directeur départemental des territoires, service environnement eau et forêt, unité des procédures environnementales, (cité administrative - BP 70001 - 31074 Toulouse Cedex 9 - ou par voie électronique à l'adresse suivante : ddt-enquete-publique-icpe@haute-garonne.gouv.fr.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public dans les mairies de Colomiers, Blagnac et Toulouse ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne et sur le site Internet des

services de l'Etat en Haute-Garonne.

A l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne statuera sur la demande par arrêté d'autorisation ou de refus du projet, au vu des résultats de l'enquête publique et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.



legales-online.fr

le site des annonces légales de la vie juridique des entreprises

05 62 11 37 37

contact@legales-online.fr

ATTESTATION DE PARUTION

Cette annonce (Réf : LDDM133640, N°162958) est commandée pour paraître, sous réserve de conformité à son usage, dans :

Edition : **La Dépêche Du Midi - 31**

Date de parution : 14/06/2019

14/06/19

Fait à Toulouse, le 12 Juin 2019

Le Gérant

Marc DUBOIS

Consultation sur www.legales-online.fr, www.actulegales.fr loi n°2012-387 art. 101 : « A compter du 1er janvier 2013, l'impression des annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce (...) est complétée par une insertion dans une base de données numérique centrale ».

L'usage des Rubriques de Petites Annonces des Journaux doit être conforme à leur destination. Occitane de Publicité s'autorise à ne pas publier toute annonce ne respectant pas l'organisation éditoriale du Journal et ne respectant pas les conditions générales de vente. La mise en page de l'annonce, située sur la partie droite de la présente attestation est donnée à titre indicatif. Elle ne saurait présager de la mise en page effective dans les colonnes des publications concernées.

AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE
DDT

Une enquête publique d'une durée de 15 jours relative à la demande d'autorisation environnementale portant sur le projet d'exploitation d'une extension de l'actuel hall de déchargement du Beluga standard afin de le convertir en hall de maintenance du Beluga XL présentée par la société AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL est ouverte du lundi 01 juillet à 9 h 00 au lundi 15 juillet 2019 à 17 h 00.

Un exemplaire du dossier d'enquête publique est déposé à la mairie de Colomiers, aux mairies de Blagnac et Toulouse, où il peut être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, par les personnes qui désireront en prendre connaissance. Le dossier dématérialisé est également consultable sur un poste informatique mis à disposition pour l'enquête dans les locaux de la mairie de Colomiers.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique, le dossier est mis en ligne sur le site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne (<http://www.haute-garonne.gouv.fr>).

Monsieur Christian HENRIC, salarié en architecture et en urbanisme retraité, a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Il assurera une permanence effective à la mairie de Colomiers, afin de recevoir les personnes qui jugeraient utile de présenter des observations verbales les jours et heures suivants :

. lundi 01 juillet 2019 de 14 h 00 à 17 h 00

. lundi 08 juillet 2019 de 9 h 00 à 12 h 00

Un registre à feuillets non mobiles est mis à la disposition des intéressés à la mairie de Colomiers, pour y consigner les observations relatives au projet.

Toutes remarques ou réclamations peuvent être également adressées par voie postale pendant la durée de l'enquête, au commissaire enquêteur, à la mairie de Colomiers ou au directeur départemental des territoires, service environnement eau et forêt, unité des procédures environnementales, (cité administrative - BP 70001 - 31074 Toulouse Cedex 9 - ou par voie électronique à l'adresse suivante : ddt-enquete-publique-icpe@haute-garonne.gouv.fr).

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public dans les mairies de Colomiers, Blagnac et Toulouse ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne et sur le site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne. A l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne statuera sur la demande par arrêté d'autorisation ou de refus du projet, au vu des résultats de l'enquête publique et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.



L'Occitane de publicité - Société par actions simplifiée (S.A.S.) au capital de 50 000 €
7, rue Roger Camboulive, ZAC Basso Cambo 31100 Toulouse

RCS : Toulouse B 442 949 533 - Code APE 7311Z - Siret 442 949 533 000 16 - N° TVA intra : FR 2 144 29 49 533



legales-online.fr

le site des annonces légales de la vie juridique des entreprises

05 62 11 37 37

contact@legales-online.fr

ATTESTATION DE PARUTION

Cette annonce (Réf : LDDM133641, N°162959) est commandée pour paraître, sous réserve de conformité à son usage, dans :

Edition : **La Dépêche Du Midi - 31**

Date de parution : 02/07/2019

21/07/19

Fait à Toulouse, le 12 Juin 2019

Le Gérant

Marc DUBOIS

Consultation sur www.legales-online.fr, www.actulegales.fr: loi n°2012-387 art. 101 : « A compter du 1er janvier 2013, l'impression des annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce (...) est complétée par une insertion dans une base de données numérique centrale ».

L'usage des Rubriques de Petites Annonces des Journaux doit être conforme à leur destination. Occitane de Publicité s'autorise à ne pas publier toute annonce ne respectant pas l'organisation éditoriale du Journal et ne respectant pas les conditions générales de vente. La mise en page de l'annonce, située sur la partie droite de la présente attestation est donnée à titre indicatif. Elle ne saurait présager de la mise en page effective dans les colonnes des publications concernées.

AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE
DDT

Une enquête publique d'une durée de 15 jours relative à la demande d'autorisation environnementale portant sur le projet d'exploitation d'une extension de l'actuel hall de déchargement du Beluga standard afin de le convertir en hall de maintenance du Beluga XL présentée par la société AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL est ouverte du lundi 01 juillet à 9 h 00 au lundi 15 juillet 2019 à 17 h 00.

Un exemplaire du dossier d'enquête publique est déposé à la mairie de Colomiers, aux mairies de Blagnac et Toulouse, où il peut être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, par les personnes qui désireront en prendre connaissance. Le dossier dématérialisé est également consultable sur un poste informatique mis à disposition pour l'enquête dans les locaux de la mairie de Colomiers.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique, le dossier est mis en ligne sur le site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne (<http://www.haute-garonne.gouv.fr>). Monsieur Christian HENRIC, salarié en architecture et en urbanisme retraité, a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Il assurera une permanence effective à la mairie de Colomiers, afin de recevoir les personnes qui jugeraient utile de présenter des observations verbales les jours et heures suivants :

. lundi 01 juillet 2019 de 14 h 00 à 17 h 00

. lundi 08 juillet 2019 de 9 h 00 à 12 h 00

Un registre à feuillets non mobiles est mis à la disposition des intéressés à la mairie de Colomiers, pour y consigner les observations relatives au projet.

Toutes remarques ou réclamations peuvent être également adressées par voie postale pendant la durée de l'enquête, au commissaire enquêteur, à la mairie de Colomiers ou au directeur départemental des territoires, service environnement eau et forêt, unité des procédures environnementales, (cité administrative - BP 70001 - 31074 Toulouse Cedex 9 - ou par voie électronique à l'adresse suivante : ddt-enquete-publique-icpe@haute-garonne.gouv.fr.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public dans les mairies de Colomiers, Blagnac et Toulouse ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne et sur le site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne. A l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne statuera sur la demande par arrêté d'autorisation ou de refus du projet, au vu des résultats de l'enquête publique et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.



L'Occitane de publicité - Société par actions simplifiée (S.A.S.) au capital de 50 000 €
7, rue Roger Camboulive, ZAC Basso Cambo 31100 Toulouse

RCS : Toulouse B 442 949 533 - Code APE 7311Z - Siret 442 949 533 000 16 - N° TVA intra : FR 2 144 29 49 533

6-12 – Avis d'ouverture avec le dossier Site Préfecture de la Haute-Garonne

Annexe 12

Déclarations d'intention, enquêtes
publiques et avis de l'autorité
environnementale

**Installations classées pour la
protection de l'environnement**

Déclarations d'utilité publique d'opérations
d'aménagement et infrastructures de
transport

Risques naturels et technologiques

Urbanisme

Servitudes

Eau

Autre domaine

Liste départementale d'aptitude aux
fonctions de commissaire enquêteur

Avis de l'autorité environnementale -
Projets relevant d'un examen au cas par
cas

Installations classées pour la protection de l'environnement

Mise à jour le 13/06/2019

A lire dans cette rubrique

IRRIJARDIN à Noé et Capens

Enquête publique unique portant sur :

- la demande d'autorisation environnementale présentée en vue d'exploiter un entrepôt de stockage de produits et équipements pour piscines et SPA
- les révisions « allégées » des PLU des communes précitées.

AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL à Colomiers

Demande d'autorisation environnementale portant sur le projet d'exploitation d'une extension de l'actuel hall de déchargement du Beluga standard afin de le convertir en hall de maintenance du Beluga XL

Midi-Pyrénées Granulats à Mauzac

Demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes.

LATECOERE à TOULOUSE

Demande d'autorisation environnementale pour une nouvelle usine de pièces élémentaires aluminium à TOULOUSE.

SABENA TECHNICS TLS à Cornebarieu 4

demande d'autorisation environnementale pour l'extension d'une salle de peinture globale d'avions par SABENA TECHNICS TLS à Cornebarieu.

SAS Terra2

Construction et exploitation d'un entrepôt par la société Terra2 dans la ZAC des Portes du Tarn.

société DENJEAN GRANULATS à Saint-Elix-Le-Château et Saint-Julien-sur-Garonne

Demande d'autorisation d'exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires

Déclaration d'intention

Vous pouvez consulter la déclaration d'intention établie par Toulouse-Métropole relative au projet de méthanisation des boues de la station d'épuration de Toulouse-Ginestous Garonne en consultant cet article. Ce document est également disponible sur (...)

CHIMIREC SOCODELI à MURET

Demande d'autorisation d'exploiter une installation de tri, transit, regroupement et traitement de déchets industriels dangereux et non dangereux à Muret, ZA du Sans-Souci.

SABENA TECHNICS TLS à CORNEBARRIEU

Demande d'autorisation d'exploiter dans le cadre du projet de construction et d'exploitation d'une 3ème salle de peinture et de maintenance d'avions (SA3) et de quelques aménagements apportés aux 2 salles existantes (SA1 et SA2)

« 1 | 2 | Suivant »

Services de l'État
Politiques publiques

Actualités
Publications
Démarches
administratives

Vous êtes...

> Particulier
> Professionnel
> Association
> Collectivité

RSS

Horaires et coordonnées

Plan du site

Contactez-nous

Mentions légales

FAQ

Abonnement à la lettre des services
de l'État

Glossaire

Information sur les cookies

CDAC : Commission départementale
aménagement commercial

RAA : Recueil des actes administratifs

PPRN : Plans de Prévention des Risques

Naturels Majeurs

MAP : Modernisation de l'action publique

Enquêtes : Enquêtes publiques et avis de
l'autorité environnementale

Accessibilité

RGAA : Référentiel Général d'Accessibilité

IAL : Information acquéreur locataire

Termes et règles

Tous droits réservés SIG/DILA
République Française © 2011-

2012

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour réaliser des statistiques de visites. [En savoir plus](#) [Accepter](#)

24/06/2019



AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL à Colomiers / Installations classées pour la protection de l'environnement / Déclarations ...

[Contacts](#)



Les services de l'État en Haute-Garonne

Installations classées pour la protection
de l'environnement

[IRRIJARDIN à Noé et Capens](#)

**[AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL
à Colomiers](#)**

[Midi-Pyrénées Granulats à Mauzac](#)

[LATECOERE à TOULOUSE](#)

[SABENA TECHNICS TLS à Comebarieu
4](#)

[SAS Terra2](#)

[société DENJEAN GRANULATS à Saint-
Elix-Le-Château et Saint-Julien-sur-
Garonne](#)

[Déclaration d'intention](#)

[CHIMIREC SOCODELI à MURET](#)

[SABENA TECHNICS TLS à
CORNEBARRIEU](#)

[MARIA VALORISATION à PORTET SUR
GARONNE](#)

[CLER VERTS à Bélesta Lauragais](#)

AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL à Colomiers





















Mise à jour le 11/06/2019

Date de l'enquête : du 1er juillet au 15 juillet 2019 inclus

Localisation : Colomiers

Partager   

Documents associés :

-  > [18_2112_DDAE_Partie_A_Caracterisation_rev1.2 -
format : PDF - 2.15 Mb - 11/06/2019](#)
-  > [18_2112_DDAE_Partie_B_Description_rev1.2 -
format : PDF - 4.07 Mb - 11/06/2019](#)
-  > [18_2112_DDAE_Partie_C_Etude_incidence_rev1 -
format : PDF - 3.82 Mb - 11/06/2019](#)
-  > [18_2112_DDAE_Partie_D_EDD_rev1 - format :
PDF - 4.62 Mb - 11/06/2019](#)
-  > [18_2112_DDAE_Partie_E_Annexes_rev0 -
format : PDF - 0.70 Mb - 11/06/2019](#)
-  > [18_2112_DDAE_Resume_non_technique_rev1
- format : PDF - 1.50 Mb - 11/06/2019](#)
-  > [avis d'ouverture enquête publique AIRBUS
TRANSPORT INTERNATIONAL - format : PDF -
0.05 Mb - 11/06/2019](#)
-  > [20190605_ap_ouverture_enquete_publique_airbus_t
ransport_international - format : PDF - 0.15 Mb -
11/06/2019](#)
-  > [Annexe A1 - PLAN DE SITUATION 1.25000 -
format : PDF - 0.73 Mb - 11/06/2019](#)
-  > [Annexe A2 - Plan de masse 1.1000 - format :
PDF - 2.34 Mb - 11/06/2019](#)
-  > [Annexe A3.1 - Plan de masse 1.250 - format :
PDF - 5.44 Mb - 11/06/2019](#)
-  > [Annexe A3.2 - Plans des réseaux secs 1.1000 -
format : PDF - 2.26 Mb - 11/06/2019](#)
-  > [Annexe A3.3 - Plans des réseaux humides
1.750 - format : PDF - 1.56 Mb - 11/06/2019](#)
-  > [Annexe A4.1 - Doc attestant maitrise-fonciere
- format : PDF - 0.24 Mb - 11/06/2019](#)
-  > [Annexe B1 - Plan des dispositions coupe feu -
format : PDF - 0.28 Mb - 11/06/2019](#)
-  > [Annexe C1 - Demande examen-cas-par-
cas decision-AE - format : PDF - 1.95 Mb -
11/06/2019](#)
-  > [Annexe C2 - Demande d'avis sur la remise en
état du site \(urbanisme\) - format : PDF - 0.22 Mb -
11/06/2019](#)
-  > [Annexe C3 - Demande avis remise etat-
proprietaire - format : PDF - 0.06 Mb - 11/06/2019](#)
-  > [Annexe D1 - Implantation des moyens fixes de
lutte incendie - format : PDF - 1.62 Mb - 11/06/2019](#)
-  > [Annexe D2 - Plan des Poteaux incendie -
format : PDF - 0.24 Mb - 11/06/2019](#)

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour réaliser des statistiques de visites. [En savoir plus](#) [Accepter](#)

 > [Annexe D3 - Calcul D9 D9A - format : PDF - 0.53 Mb - 11/06/2019](#)

 > [Annexe D4 - Analyse du risque foudre - format : PDF - 1.47 Mb - 11/06/2019](#)

 > [Annexe D5 - Evaluation preliminaire des risques - format : PDF - 1.02 Mb - 11/06/2019](#)

 > [Annexe D6 - Liste des produits dangereux - format : PDF - 0.25 Mb - 11/06/2019](#)

 > [Annexe D7 - Attestation Risques Naturels Sécheresse - format : PDF - 0.01 Mb - 11/06/2019](#)

 > [Annexe D8.1 - Accidentologie externe \(ARIA du BARPI\) - format : PDF - 0.06 Mb - 11/06/2019](#)

 > [Annexe D8.2 - Accidentologie externe \(ARIA du BARPI\) - format : PDF - 0.12 Mb - 11/06/2019](#)

 > [Annexe D9.1 - Notes de calcul modélisation - format : PDF - 0.22 Mb - 11/06/2019](#)

 > [Annexe D9.2 - Notes de calcul modélisation - format : PDF - 0.16 Mb - 11/06/2019](#)

 > [Annexe D9.3 - Notes de calcul modélisation - format : PDF - 0.16 Mb - 11/06/2019](#)

 > [Annexe D9.4 - Notes de calcul modélisation - format : PDF - 0.08 Mb - 11/06/2019](#)

[Services de l'État](#)
[Politiques publiques](#)
[Actualités](#)
[Publications](#)
[Démarches administratives](#)
[Vous êtes...](#)
 > [Particulier](#)
 > [Professionnel](#)
 > [Association](#)
 > [Collectivité](#)

[RSS](#)
[Horaires et coordonnées](#)
[Plan du site](#)
[Contactez-nous](#)
[Mentions légales](#)
[FAQ](#)
[Abonnement à la lettre des services de l'Etat](#)
[Glossaire](#)
[Information sur les cookies](#)



[CDAC : Commission départementale aménagement commercial](#)
[RAA : Recueil des actes administratifs](#)
[PPRN : Plans de Prévention des Risques Naturels Majeurs](#)
[MAP : Modernisation de l'action publique](#)
[Enquêtes : Enquêtes publiques et avis de l'autorité environnementale](#)
[Accessibilité](#)
[RGAA : Référentiel Général d'Accessibilité](#)
[IAL : Information acquéreur locataire](#)
[Termes et règles](#)

2012

Tous droits réservés SIG/DILA
 République Française © 2011-

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour réaliser des statistiques de visites. **En savoir plus** **Accepter**
www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Declarations-d-intention-enquetes-publiques-et-avis-de-l-autorite-environnementale/Installations-classees... 2/2

6-13 – Courrier ville de Toulouse – 18 Juillet 2019

Annexe 13

**MAIRIE DE
TOULOUSE**
www.toulouse.fr

Toulouse, le 18 JUL. 2019

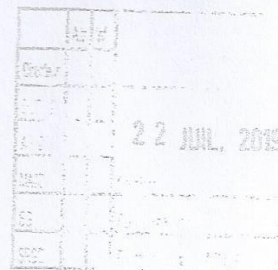
Direction de la Sécurité Civile
et des Risques Majeurs
Service des Risques Majeurs
Site : Pénitents Blancs

Réf. Courrier arrivé n° :
Réf. :

Affaire suivie par : Nathalie LIBOUREL
T. : 05 62 27 66 47
nathalie.libourel@mairie-toulouse.fr

Affaire suivie par : Myriam MOMMEJA
Direction Départementale des Territoires
de la Haute-Garonne

Monsieur le Directeur Départemental
Direction Départementale des Territoires
Service « Environnement, Eau et Forêt »
Unité Procédures environnementales
Cité Administrative
2, bd A. Duportal – BP 70001
31074 TOULOUSE Cedex 9



Monsieur le Directeur Départemental,

Par arrêté du 5 juin 2019, Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne a prescrit l'ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la Société AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL et relative au projet d'exploiter une extension de l'actuel hall de déchargement du Beluga standard afin de le convertir en hall de maintenance du Beluga XL, avenue Jean Monnet à COLOMIERS.

Dans son article 4, l'arrêté préfectoral invite le Conseil Municipal de TOULOUSE à donner son avis sur cette demande d'autorisation, conformément aux dispositions de l'article R.512-20 du Code de l'Environnement.

Cet avis doit être exprimé au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture de l'enquête qui a pris fin le 15 juillet dernier. Aucun Conseil Municipal de la Ville de Toulouse n'étant programmé dans les délais impartis, cet avis ne pourra être exprimé. En effet, le dossier ayant été reçu le 14 juin dernier, il n'était pas possible de passer une délibération au conseil municipal qui avait lieu le jour même. Le conseil municipal suivant, programmé le 18 octobre, est trop éloigné pour respecter les délais fixés dans le Code de l'Environnement.

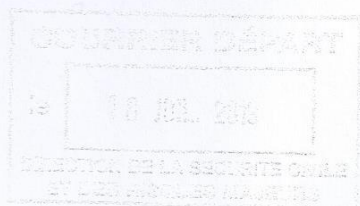
Néanmoins, après étude du dossier, il apparaît que le projet n'est pas de nature à entraîner des nuisances et impacts sur le territoire de la commune de TOULOUSE, de part son éloignement, l'environnement dans lequel il s'insère et les dispositions prévues.

Il est noté toutefois l'absence d'étude sur l'étendue et les effets des éventuelles fumées d'incendie dans le cadre des différents accidents identifiés dans l'analyse des risques. Ces fumées pourraient en effet avoir des incidences non négligeables sur le fonctionnement de l'aéroport Toulouse-Blagnac et sur la circulation sur les voiries proches.

Egalement, au vu des nombreuses activités présentes sur le site Clément Ader, qui impliquent la présence de kérosène et autres produits chimiques, le système de fermeture du réseau pluvial prévu pour confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie pourrait être amélioré avec un déclenchement automatique (relié au SSI) plutôt que manuel. Cela permettrait d'améliorer le délai de réaction de fermeture du réseau pluvial en cas de départ d'incendie et préserverait le milieu récepteur, en l'occurrence l'Aussonnelle, qui est fragile du fait de son faible débit.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Monsieur Le Directeur Départemental, à l'expression de ma considération distinguée.

P/ Le Maire,
La Conseillère Déléguée,



A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Martine Susset'.

Martine SUSSET

6-14 – Courrier ville de Blagnac – 21 Juin 2019

Annexe 14

VILLE DE
BLAGNAC

DIRECTION URBANISME ET ENVIRONNEMENT

Blagnac, le 21 juin 2019

Nos réf. FV/9485
Objet Installations classées pour la Protection de l'Environnement
Demande autorisation d'exploiter AIRBUS TRANSPORT INT.

Affaire suivie par Fabrice VACCHINA

Monsieur le Directeur
Départemental des Territoires
DIR. DEP. DES TERRITOIRES
SEEF / UPE
Cité Administrative
2 bd Armand Duportal - BP70001
31074 TOULOUSE Cedex 9

A l'attention de Madame Myriam MOMMEJA

Monsieur le Directeur Départemental,

Selon courrier en date du 7 juin 2019, vous m'avez adressé votre arrêté ordonnant une enquête publique portant sur la demande d'autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, déposée par la société AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL, sur le projet d'exploitation d'une extension de l'actuel hall de déchargement du Beluga standard afin de le convertir en hall de maintenance du Beluga XL, sur le territoire de Colomiers, avenue Jean Monnet.

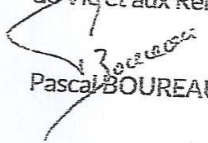
Je vous informe que la commune de Blagnac ne proposera pas de délibération du Conseil Municipal sur ce dossier.

En effet, au regard des conclusions de l'étude d'impact et de l'étude de dangers, l'absence d'incidence de cette installation classée sur le territoire blagnacais, ne justifie pas un avis de l'assemblée délibérante de la commune.

Je vous ferai parvenir le certificat d'affichage relatif à l'avis d'enquête publique à l'issue du délai prévu.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Départemental, l'expression de mes salutations distinguées.

Par délégation du Maire,
L'Adjoint au Maire Délégué au Cadre
de Vie et aux Relations Sociales


Pascal BOUREAU

Votre réponse à : Le Maire
Mairie de Blagnac - 31708 Blagnac Cedex
tel. 05 61 71 72 00 - contact@mairie-blagnac.fr

6-15 – PV de Synthèse – 22 Juillet 2019

Enquête Publique relative

**à la demande présentée par la Société AIRBUS
TRANSPORT INTERNATIONAL, en vue d'obtenir
l'autorisation d'exploiter une extension de l'actuel hall
de déchargement du Béluga Standard, afin de le
convertir en hall de maintenance du Béluga XL, sur le
territoire de la Commune de Colomiers, Avenue Jean
Monnet, 31770 COLOMIERS.**

Enquête s'étant déroulée :

du Lundi 1 Juillet au Lundi 15 Juillet 2019 inclus.

PV de Synthèse de l'Enquête Publique

PV de Synthèse de l'Enquête Publique

1- Organisation générale

2- Relation comptable des personnes reçues et des observations recueillies

3- Détail des observations et remarques

1- Organisation générale

L'enquête publique a eu lieu comme évoqué du Lundi 1 Juillet au Lundi 15 Juillet 2019 inclus. Comme le prévoit la réglementation et plus particulièrement dans notre cas, l'article 6 de l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne :

« Le commissaire enquêteur établit dans un délai de 8 jours après la fin de l'enquête publique, un procès-verbal de synthèse des observations recueillies et les transmet au maître d'ouvrage qui dispose d'un délai de réponse de 15 jours pour produire ses éventuelles observations »

Ce document est donc le PV de Synthèse de l'enquête publique concernant l'enquête précitée.

Dans un premier temps, le commissaire enquêteur tient à souligner le très bon climat dans lequel s'est déroulée l'enquête au niveau des permanences, de la disponibilité des différents intervenants et des moyens mis en œuvre.

La seule remarque négative à établir au niveau de l'enquête est la non-conformité des mesures d'affichages (taille des affiches, date) sur lesquelles je reviendrai plus longuement dans le rapport d'enquête.

2- Relation comptable des personnes reçues et des observations recueillies :

Durant les 15 jours d'enquête, il n'y a eu aucune visite lors des 2 permanences, aucune contribution sur le registre électronique, aucun courrier envoyé, le bilan comptable est donc de zéro remarque.

Ceci n'empêche pas de poser des questions qui seront reprises dans le paragraphe 3 « détails des observations et remarques ».

Ces observations et remarques étant celles du commissaire enquêteur.

3- Détail des observations et remarques :

Nous trouvons ci-joint les observations et remarques du commissaire enquêteur.

Des réponses précises permettront au commissaire enquêteur d'établir en toute sérénité son rapport et ses avis/conclusions.

Questions :

- Le dossier soumis à l'enquête daté du 20 Mars 2019 fait apparaître un classement en zone 2UE du PLU de Colomiers par rapport aux règles d'Urbanisme à respecter. Le PLUIh a été approuvé le 11 Avril 2019 avec un classement en zone UA2.

Un permis de construire a été déposé le 10 Avril 2019 soit avant l'approbation du PLUIh, PC accordé le 28 Juin 2019.

Il sera demandé de confirmer ces dates de faire parvenir une copie du document d'approbation et la confirmation du règlement de zone pris en compte avec la copie de celui-ci.

- Le récent incendie du bâtiment C15 fait bien apparaître que le risque zéro n'existe pas. Il serait souhaitable de confirmer l'emplacement du dit bâtiment C15, quel retour d'expérience peut-on d'ores et déjà en tirer notamment au niveau des risques d'effet dominos par rapports aux autres bâtiments et les raisons d'un tel incendie.

- En page 17 de la partie D du dossier soumis à l'enquête, il est fait référence à des distances de sécurité à respecter pour éviter les effets dominos, les distances sont assez vagues, il est précisé en fin de paragraphe que « Lors de la conception du C40, ces conditions ont été prises en compte. Le projet n'est pas susceptible d'être l'effet d'effets dominos », on peut comprendre que les bâtiments autour du C40 ne pourront l'atteindre. Par contre un incendie du C40 pourrait atteindre le C42 (page 40 de la partie D). Il sera nécessaire de confirmer les risques et notamment d'un incendie sur le local MH4 par rapport aux autres bâtiments C42, C43.

- Le paragraphe 9 de la partie D du dossier soumis à l'enquête fait apparaître une demande dérogation au titre de la rubrique 2925. Il sera demandé de confirmer sur un plan l'emplacement du local de charge (p. 53 du dossier) et de confirmer que 10m de distance suffiront à écarter les dispositions constructibles relatives à la tenue au feu.

- Il est fait référence en de nombreux endroits de l'étude des risques d'effets dominos en cas d'incendie du bâtiment C40 vers les autres bâtiments. Il sera demandé compte tenu de sa proximité de fournir l'étude des risques dominos du bâtiment de déchargement C 43 vers les autres bâtiments, l'effet domino pouvant se passer dans tous les sens.

- Il est souvent également fait référence au risque de foudre avec un argumentaire précis et des mesures à prendre en compte. Les autres bâtiments du site et notamment le C 43 sont-ils protégés également contre la foudre ?

- Quel sera le devenir du bâtiment actuel H 10, endroit où s'effectue aujourd'hui la maintenance du Belga Standard ?

- Les opérations d'après le dossier soumis à l'enquête, de type maintenance checks A et B seront effectuées sur le futur bâtiment C 40. Il est précisé que les checks C et D ne sont pas prévus dans ce bâtiment. Il sera nécessaire de préciser où se font ces opérations de type C et D.

- Au niveau des conséquences acoustiques, il sera demandé de faire parvenir l'étude des conséquences du nouveau bâtiment de stockage C 43 afin de vérifier les effets cumulatifs entre C 40 et C 43, donner des explications sur la mutualisation des différentes nuisances acoustiques.

- L'agrandissement du bâtiment C 40 de maintenance va provoquer une augmentation du trafic avec une rotation plus importante de Belga XL, peut-on d'ores et déjà le chiffrer ?

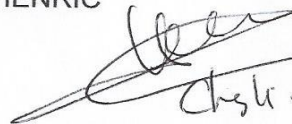
- Au niveau acoustique, donner des précisions sur les nuisances émises entre un Belga Standard et un Belga XL.

- Il sera demandé de préciser le nombre de m2 bâtis sur le site ainsi que le nombre de m2 artificialisés. Il sera demandé confirmation de la perte de 1500 m2 de partie enherbée alors que la décision de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas de Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne fait apparaître 500 m2 suivant extrait ci-joint : « Considérant que les impacts prévisibles du projet sur l'environnement ne devraient pas être significatifs compte tenu :

* du maintien des modifications de gestion des eaux pluviales en place vu la faible ampleur de la surface imperméabilisée créée (500 m2) ».

- Le déplacement du Hall de maintien de H 10 vers C 40, va provoquer une augmentation de trafic routier et camions sur la voie d'accès, Avenue Jean Monnet, déjà fortement impactée, donner des précisions chiffrées sur cette augmentation de trafic.

Le Commissaire Enquêteur
Christian HENRIC



Chsli - HENRIC

PV remis en main propre le 22 juillet 2019

A Colomiers,



6-16 – Réponses apportées au PV de Synthèse par le demandeur en date du 31 Juillet 2019

Annexe 26



Sébastien GAILLOT
T 05 61 93 59 70
F
E sebastien.gaillot@airbus.com
N/Réf: ME1921108
V/Réf:

Monsieur HENRIC
Commissaire Enquêteur en charge de l'enquête
publique relative à l'autorisation d'exploiter le
hall C40 à des fins de maintenance des BE-
LUGA par AIRBUS Transport International

31 Juillet 2019

**Objet : AIRBUS Site de C ADER – Hall de maintenance BELUGA en vue d'une exploitation par
ATI – Réponses apportées au PV de synthèse du Commissaire Enquêteur.**

Monsieur HENRIC,

Je, soussigné, Sébastien GAILLOT, agissant en qualité de Responsable Environnement en charge pour
AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL du suivi du dossier d'autorisation d'exploiter en objet, vous
prie de bien vouloir trouver ci-dessous les éléments apportés en réponse aux questions adressées dans
votre procès-verbal de synthèse de l'enquête publique.

Question 1 :

Le dossier soumis à l'enquête daté du 20 Mars 2019 fait apparaître un classement en zone 2UE du PLU
de Colomiers par rapport aux règles d'Urbanisme à respecter. Le PLUiH a été approuvé le 11 Avril 2019
avec un classement en zone UA2. Un permis de construire a été déposé le 10 Avril 2019 soit avant
l'approbation du PLUiH, PC accordé le 28 Juin 2019.

Il sera demandé de confirmer ces dates de faire parvenir une copie du document d'approbation et la
confirmation du règlement de zone pris en compte avec la copie de celui-ci.

Réponse 1 AIRBUS :

Nous vous confirmons que le permis de construire relatif à l'extension du bâtiment C40 a été déposé le
10 avril 2019 à la mairie de Colomiers et qu'il a été accordé le 28 juin 2019.

Ce PC fait référence au P.L.U.i.-H. approuvé le 11 avril 2019.

Nous vous prions de bien vouloir trouver en annexe 1 de ce courrier l'arrêté d'obtention délivré par la
mairie.

Question 2 :

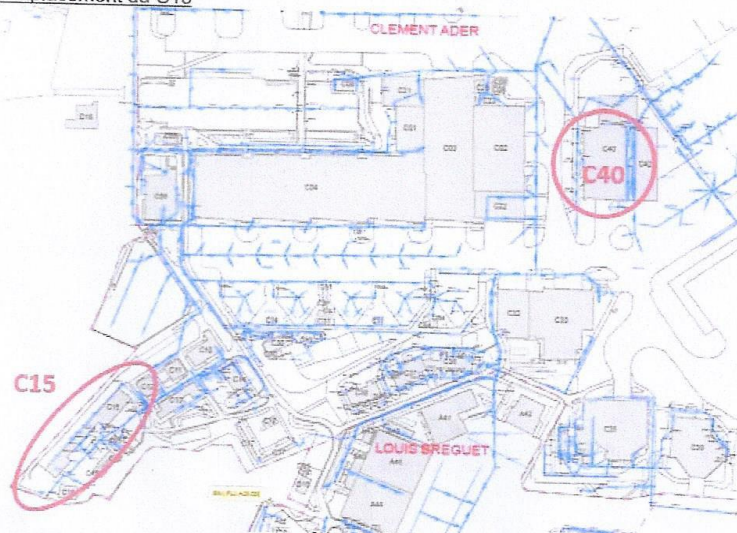
Le récent incendie du bâtiment C15 fait bien apparaître que le risque zéro n'existe pas. Il serait souhai-
table de confirmer l'emplacement du dit bâtiment C15, quel retour d'expérience peut-on d'ores et déjà
en tirer notamment au niveau des risques d'effet dominos par rapports aux autres bâtiments et les
raisons d'un tel incendie.

© Airbus Operations SAS 2018. Tous droits réservés. Document confidentiel et propriété d'Airbus Operations SAS. Ce document et son contenu sont la propriété d'Airbus Operations SAS. Aucun droit de propriété intellectuelle n'est accordé par la communication du présent document et de son contenu. Ce document ne doit pas être reproduit ou communiqué à un tiers sans l'autorisation expresse et écrite d'Airbus Operations SAS. Ce document et son contenu ne doivent pas être utilisés à d'autres fins que celles qui sont autorisées.

Airbus Operations SAS
Société par actions simplifiée
au capital de 978.826.931 Euros
RCS Toulouse 420 916 918

Siège social:
315 Route de Bayonne
31060 Toulouse, France

Réponse 2 AIRBUS :
Emplacement du C15



Le C15 est situé à 700 m du C40. Aussi, le C40 ne peut être affecté par un effet domino en provenance du C15.

L'évènement survenu au niveau du C15 ne s'est pas propagé en dehors du périmètre de la station déchets. Il est à noter que les risques présents au C15 et ceux présents au C40 ne sont pas comparables. Dans le cas du C15, il s'agit d'un centre de regroupement des déchets dangereux et non dangereux en provenance des sites AIRBUS (notamment en provenance des salles de peinture). Par définition, les déchets ne sont pas conditionnés comme des produits neufs (contenants clos, etc...) et les déchets eux-mêmes peuvent être des sources de dégagement de vapeurs inflammables. Les opérations de manutention des déchets sont réalisées avec des engins. Le hall C40 quant à lui ne nécessite pas le stockage et la mise en œuvre de grands volumes de matières dangereuses. Ces dernières sont conditionnées dans des contenants maintenus fermés dans un local dédié. Les matières sont mises en œuvre au besoin en fonction des opérations de maintenance et les contenants sont de faibles capacités (de l'ordre de quelques litres).

Le paragraphe 7.6 de l'étude de dangers réalisée dans le cadre du présent projet permet l'étude des effets dominos en cas de survenus des événements redoutés.

Question 3 :

En page 17 de la partie D du dossier soumis à l'enquête, il est fait référence à des distances de sécurité à respecter pour éviter les effets dominos, les distances sont assez vagues, il est précisé en fin de paragraphe que « Lors de la conception du C40, ces conditions ont été prises en compte. Le projet n'est pas susceptible d'être l'effet d'effets dominos », on peut comprendre que les bâtiments autour du C40 ne pourront l'atteindre. Par contre un incendie du C40 pourrait atteindre le C42 (page 40 de la partie D). Il sera nécessaire de confirmer les risques et notamment d'un incendie sur le local MH4 par rapport aux autres bâtiments C42, C43.

© Airbus Operations SAS, 2016. Tous droits réservés. Document confidentiel et propriété d'Airbus Operations SAS. Ce document et son contenu sont la propriété d'Airbus Operations SAS. Aucun droit de propriété intellectuelle n'est accordé par la communication du présent document et de son contenu. Ce document ne doit pas être reproduit ou communiqué à un tiers sans l'autorisation expresse et écrite d'Airbus Operations SAS. Ce document et son contenu ne doivent pas être utilisés à d'autres fins que celles qui sont autorisées.

De Sébastien GAILLOT Date 31 Juillet 2019 Référence ME1921108

Page 2



Réponse 3 AIRBUS :

Effets dominos sur le C40 :

Le bâtiment C42 / C43 récemment aménagé comporte des aires avions (aires parking) destinées à accueillir des avions susceptibles de contenir du carburant (BELUGA en rotation pour la logistique des pièces AIRBUS). Ces aires ont été conçues pour limiter les effets d'un incendie en cas de fuite de carburant suivie d'une inflammation. Les distances définies et à considérer dans la conception du C40 sont celles qui permettent de se prémunir de tout risque d'effet domino.

Effets dominos du C40 sur le C42 :

Le phénomène dangereux étudié en p40 est susceptible d'engendrer des effets thermiques sur le C42 sans atteindre le seuil des effets dominos. Il s'agit du scénario 2 « incendie de matières combustibles dans le magasin MH1 ». Pour rappel, le C42 sert de stockage de tronçons avion qui ne sont pas particulièrement combustibles.

Effets dominos du MH4 sur C42 et C43 :

Les modélisations réalisées pour l'incendie de matières inflammables dans le magasin MH4 (Scénario 1) ont montré qu'aucun effet thermique n'était attendu en dehors de ce dernier compte tenu de la nature des parois coupe-feu. Aucun effet domino n'est alors attendu sur le C42 et le C43 en cas de départ d'incendie au sein du MH4.

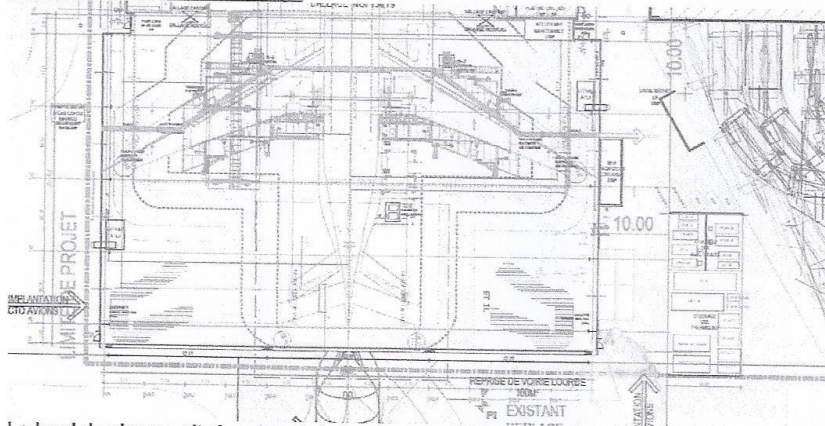
D'autre part, les modélisations des phénomènes dangereux ont montré que le MH4 pouvait être la cible d'effets dominos en cas de feu de nappe de kérosène. La modélisation de l'incendie du MH4 a été réalisée sans tenir compte des parois étant donné qu'elles ne résisteraient pas pendant toute la durée du feu de nappe de kérosène. Les résultats ont montré que les flux thermiques engendrés par l'incendie du MH4 n'atteignaient pas le seuil des effets dominos. Aucun effet domino n'est attendu sur le C42 et le C43 en cas de feu de nappe se propageant au local MH4.

Un incendie du MH4 n'engendrerait donc pas d'effets dominos sur le C42 et le C43, que le départ de feu ait lieu dans le local MH4 ou dans le hall de maintenance suite à un feu de nappe de kérosène.

Question 4 :

Le paragraphe 9 de la partie D du dossier soumis à l'enquête fait apparaître une demande dérogation au titre de la rubrique 2925. Il sera demandé de confirmer sur un plan l'emplacement du local de charge (p. 53 du dossier) et de confirmer que 10m de distance suffiront à écarter les dispositions constructibles relatives à la tenue au feu.

Réponse 4 AIRBUS :
Emplacement du local de charge



Le local de charge, situé en bas à droite du plan ci-dessus, et le hall de maintenance sont éloignés de 10 m.

Distance appropriée (10 m)

Cette distance de 10 est souvent mentionnée dans la réglementation des installations classées comme une distance appropriée pour limiter les risques de propagation d'incendie.

L'extrait ci-dessous provient de l'arrêté de prescriptions générales relatif à la rubrique 2930 (Arrêté du 04/06/04 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2930 relative aux ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie). Ce dernier prévoit au §2.4 – comportement au feu des bâtiments :

« Afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, les installations stockant des matériaux ou des produits inflammables, d'une part, et les bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou les lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation, d'autre part, sont séparés :

- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ;
- soit par un mur coupe-feu de degré deux heures, dépassant d'au moins un mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré une heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ».

Question 5 :

Il est fait référence en de nombreux endroits de l'étude des risques d'effets dominos en cas d'incendie du bâtiment C40 vers les autres bâtiments. Il sera demandé compte tenu de sa proximité de fournir l'étude des risques dominos du bâtiment de déchargement C 43 vers les autres bâtiments, l'effet domino pouvant se passer dans tous les sens.

Réponse 5 AIRBUS :

Le projet du bâtiment C43 a fait l'objet d'une étude au cas par cas, soumise à l'autorité environnementale.

Celle-ci s'est prononcée pour une dispense d'étude d'impact, et donc des effets domino (voir annexe 2 en pièce jointe).



Question 6 :

Il est souvent également fait référence au risque de foudre avec un argumentaire précis et des mesures à prendre en compte. Les autres bâtiments du site et notamment le C 43 sont-ils protégés également contre la foudre ?

Réponse 6 AIRBUS :

Rappel de la réglementation : « La réglementation foudre des ICPE (Installations classées pour la protection de l'environnement) est régie par l'Arrêté du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010. L'exploitant doit caractériser l'activité foudre au niveau du site industriel et la quantifier par une densité de foudroiement. Ces informations sont disponibles auprès de Météorage et doivent figurer dans l'analyse du risque foudre (ARF). Il s'agit ensuite pour lui, d'identifier les installations susceptibles d'être vulnérables en cas d'agression par la foudre et d'identifier les modalités de prévention en faisant appel à une société certifiée QUALIFOUDRE (protections contre la foudre par paratonnerres et para-foudres) ».

De plus, AIRBUS analyse l'aspect stratégique des bâtiments et infrastructures, afin de déterminer si une protection « foudre » non imposée par la réglementation plus haut est malgré tout à mettre en œuvre pour préserver hommes, matériels, et industrialisation.

Au regard de ces paramètres, nous vous confirmons que la très grande majorité des bâtiments du site de C ADER sont protégés contre la foudre, dont le C43.

Question 7 :

Quel sera le devenir du bâtiment actuel H 10, endroit où s'effectue aujourd'hui la maintenance du Belga Standard ?

Réponse 7 AIRBUS :

Différents scénarios sont à l'étude par le schéma directeur industriel, et aucune décision définitive n'est arrêtée à ce jour.

Ce bâtiment, au regard de sa proximité avec les pistes de la plateforme aéronautique, continuera probablement d'accueillir des activités de maintenance et opérations sur les aéronefs.

Question 8 :

Les opérations d'après le dossier soumis à l'enquête, de type maintenance checks A et B seront effectuées sur le futur bâtiment C 40. Il est précisé que les checks C et D ne sont pas prévus dans ce bâtiment. Il sera nécessaire de préciser où se font ces opérations de type C et D.

Réponse 8 AIRBUS :

Les opérations de Check C et D sont sous-traitées à des prestataires MRO ((Maintenance, Repair, and Operations) spécialistes de ce type d'activité. Les Check C et D seront réalisés dans les bâtiments de ces prestataires sous leur responsabilité, en dehors de Toulouse.

Question 9 :

Au niveau des conséquences acoustiques, il sera demandé de faire parvenir l'étude des conséquences du nouveau bâtiment de stockage C 43 afin de vérifier les effets cumulatifs entre C 40 et C 43, donner des explications sur la mutualisation des différentes nuisances acoustiques.



Réponse 9 AIRBUS :

L'activité de maintenance du Beluga XL projetée dans le C40 n'est pas susceptible d'engendrer des niveaux de bruit supérieurs à l'activité actuelle de déchargement du Beluga ST. De plus, la zone est fortement impactée par le bruit issu de l'atterrissage et du décollage des avions et les potentielles cibles sont éloignées.

Phase d'exploitation du C43: l'augmentation du trafic sur site engendrera du bruit supplémentaire qui restera marginal (+2 avions/jour). Le projet est soumis à des nuisances sonores (proximité de l'aéroport de Toulouse Blagnac). Ce point a été spécifiquement évoqué dans le dossier Cas par Cas du C43.

Question 10 :

L'agrandissement du bâtiment C 40 de maintenance va provoquer une augmentation du trafic avec une rotation plus importante de Beluga XL, peut-on d'ores et déjà le chiffrer ?

Réponse 10 AIRBUS :

Le Beluga XL offre un volume de transport théorique 30% supérieur au Beluga ST. Il permettra donc d'absorber les augmentations de cadence de production et de limiter les augmentations de trafic nécessaires pour le transport des composants.

L'agrandissement du C40 en elle-même ne générera pas d'augmentation de trafic. Elle permet par contre de supprimer le transfert des avions du site de Clément Ader vers le H10 à Blagnac lors des weekend de check A.

Question 11 :

Au niveau acoustique, donner des précisions sur les nuisances émises entre un Beluga Standard et un Beluga XL.

Réponse 11 AIRBUS :

L'impact acoustique du Beluga XL sera connu lors de la certification de l'avion prévue fin 2019. La comparaison entre les 2 avions pourra être réalisée après cette certification.

Question 12 :

Il sera demandé de préciser le nombre de m2 bâtis sur le site ainsi que le nombre de m2 artificialisés. Il sera demandé confirmation de la perte de 1500 m2 de partie enherbée alors que la décision de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas de Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne fait apparaître 500 m2 suivant extrait ci-joint : « Considérant que les impacts prévisibles du projet sur l'environnement ne devraient pas être significatifs compte tenu :

- a. du maintien des modifications de gestion des eaux pluviales en place vu la faible ampleur de la surface imperméabilisée créée (500 m2) ».

Réponse 12 AIRBUS :

Le site de C ADER, d'une surface de 1 521 283 m² comprend 326 468 m² d'espaces verts, soit 1 194 815 m² de surfaces imperméabilisées.

La surface de 1000m² supplémentaire d'imperméabilisation dans le cadre du projet C40, en comparaison des données fournies lors de l'examen au cas par cas, sont issues de précision sur la trajectographie des aéronefs, nécessitant des rayons de giration mieux appréciés récemment.

Toutefois, les ouvrages présents ont été dimensionnés pour accueillir les eaux de ruissellement supplémentaire.



Question 13 :

Le déplacement du Hall de maintien de H 10 vers C 40, va provoquer une augmentation de trafic routier et camions sur la voie d'accès, Avenue Jean Monnet, déjà fortement impactée, donner des précisions chiffrées sur cette augmentation de trafic.

Réponse 13 AIRBUS :

L'étude d'impact en p11 précise que « Au niveau du hall de maintenance, le trafic d'avions et du personnel augmentera. Cependant, la réorganisation du site permettra d'alléger le trafic global de la zone aéroportuaire (le déchargement et la maintenance étant réalisés au même endroit). »

Il faut rappeler qu'actuellement le déchargement se fait au C40 et la maintenance et les locaux sociaux sont présents au H10. Ce qui signifie que les équipages et les opérateurs logistique réalisent des navettes entre le H10 et le C40 qui ne seront plus nécessaire puisque tout sera rassemblé en un seul endroit. Le déchargement se faisant déjà sur Clément Ader, le trafic de camion ne devrait pas être impacté.

Nous nous tenons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire que vous souhaiteriez obtenir pour compléter les éléments portés à votre connaissance.

Je vous prie d'agréer, Monsieur HENRIC, mes meilleures salutations.

Sébastien GAILLOT
Responsable Environnement

Pièces jointes :

Annexe 1 : Permis de construire C40.

Annexe 2 : Dispense d'étude d'impact C43.

Copie :

Copie AIRBUS Operations SAS :

Michel DEWERT
Pascal FOURNE
Jean-François CAMBON
Emmanuel FESSELIÉ
Olivier DIMITROFF
Guillaume MOLLARD
François DESSUS

Copie ATI :

Philippe SABO
Olivier COSTES

© Airbus Operations SAS, 2016. Tous droits réservés. Document confidentiel et propriété d'Airbus Operations SAS. Ce document et son contenu sont la propriété d'Airbus Operations SAS. Aucun droit de propriété intellectuelle n'est accordé par la communication du présent document et de son contenu. Ce document ne doit pas être reproduit ou communiqué à un tiers sans l'autorisation expresse et écrite d'Airbus Operations SAS. Ce document et son contenu ne doivent pas être utilisés à d'autres fins que celles qui sont autorisées.

De Sébastien GAILLOT Date 31 Juillet 2019 Référence ME1921108

Page 7

Demande déposée le 10/04/2019		N° PC 031 149 19 C0029
Par :	SAS AIRBUS	Surface de plancher autorisée : 3294 m²
Demeurant à :	2 Rond point Emile Dewoitine 31700 BLAGNAC	
Représenté par :	Monsieur FOURNE Pascal	Destination :
Pour :	Agrandir le bâtiment C40	
Sur un terrain sis à :	chemin de Gramont BC 100, BC 101, BC 103, BC 104, BC 105, BC 106, BC 119, BC 123, BC 124, BC 125, BC 126, BC 127, BC 128, BC 132, BC 133, BC 94, BC 96, BC 97, BC 98, BE 34	

MADAME LE MAIRE DE COLOMIERS

Vu la demande de permis de construire susvisée,
 Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 421-1 et suivants,
 Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et Habitat (P.L.U.i.-H.) approuvé en date du 11 avril 2019 par délibération du Conseil Métropolitain de Toulouse Métropole,
 Vu le règlement de la zone UA2 (NR-NR-90-10) du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal,
 Vu l'affichage du dépôt de la demande en mairie en date du 15/04/2019,
 Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne (P.P.R. "Sécheresse") approuvé par arrêté préfectoral en date du 22 décembre 2008 et notifié le 17 avril 2009,
 Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la Direction Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole en date du 17 avril 2019,
 Vu l'avis d'ENEDIS en date du 23 avril 2019,
 Vu l'avis relatif à l'extension du réseau électrique émis par le service Urbain Gestion des Infrastructures Communautaires de Toulouse Métropole, en date du 7 Juin 2019
 Vu l'avis favorable de la Direction Générale de l'Aviation Civile, en date du 7 mai 2019,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent permis de construire est **ACCORDÉ** sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est assortie des prescriptions suivantes :

AVIS DES SERVICES CONSULTÉS : Le demandeur devra se conformer à l'ensemble des prescriptions contenues dans les avis ci-dessus visés et annexés à la présente décision.

ENEDIS : La puissance de raccordement pour laquelle le dossier a été instruit est de 12 kVA monophasé.

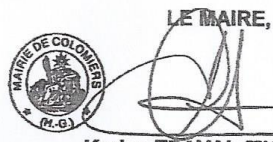
ARTICLE 3 : TAXES ET PARTICIPATIONS

La réalisation du projet donnera lieu au versement de :

- La Taxe d'Aménagement instituée par délibération du Conseil Communautaire du Grand Toulouse du 21 novembre 2011.
- La Redevance pour l'Archéologie Préventive (R.A.P.).

Le montant de ces taxes vous sera communiqué ultérieurement par le comptable du Trésor.

COLOMIERS, le 28 JUIN 2019

LE MAIRE,

Karine TRAVAL-MICHELET
 Vice-Présidente de Toulouse Métropole

La présente décision est transmise ce jour au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et conformément à l'article R. 424-12 du Code de l'Urbanisme.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.
 - **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :
 - soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
 - soit déposée contre décharge à la mairie.
 - **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
 - **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES** : Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L. 2411 et suivants du code des assurances.
 - **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*
- Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Occitanie

**Décision de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement**

Le préfet de région, en tant qu'autorité environnementale compétente en application de l'article R.122-6 du Code de l'environnement ;

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au projet référencé ci-après :

- n°2019-7159 ;
- **construction d'un bâtiment Hall C43, déposée par la société Airbus ;**
- reçue le 05 février 2019 et considérée complète le même jour ;

Vu l'arrêté du préfet de région, en date du 10 novembre 2018, portant délégation de signature au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 14 février 2019 ;

Considérant la nature du projet :

- qui prévoit la démolition totale des bâtiments existants pour reconstruire des bâtiments (C50, C51 et C52) de chargement et de déchargement adaptés au Beluga XL, et la construction de parkings et d'une nouvelle portion de taxiway sur le site Clément Ader à Colomiers ;
- qui crée une surface de plancher de 12 407 m² et relève donc de la rubrique 39 du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet :

- sur un terrain déjà urbanisé, en lieu et place des bâtiments qui seront démolis ;
- en dehors de tout périmètre d'inventaire ou de protection répertorié au titre de la biodiversité, des sites et des paysages ;
- en dehors de tout périmètre de protection de captage pour l'alimentation en eau potable ;

Considérant que les impacts potentiels du projet sur l'environnement sont réduits par :

- la nature du terrain, qui présente très peu d'enjeu en termes de biodiversité ;
- l'absence d'imperméabilisation par rapport à l'existant, le projet étant situé dans une zone totalement artificialisée ;
- une augmentation faible du trafic (de l'ordre de 30 %) par rapport à la situation actuelle :
 - 5 avions par jour aujourd'hui, 7 par jour après projet ;
 - 20 remorques par jour aujourd'hui, 28 par jour après projet ;
 - 33 véhicules légers par jour aujourd'hui, 36 par jour après projet ;

- une gestion des eaux pluviales par un réseau de collecte et par la mise en place de caniveaux de récupération des carburants et des séparateurs d'hydrocarbures pour éviter tout déversement dans le milieu naturel ;
- la mise en place d'une notice de démolition qui prévoit la méthodologie et les mesures pour éviter ou réduire les nuisances potentielles liées à la phase de démolition (nuisances acoustiques, nuisances induites par les émissions de poussières, nuisances liées aux trafics, aux envois de déchets) ;
- la mise en place d'un plan de gestion des déchets non dangereux et de déchets dangereux notamment pour gérer les déchets amiantés : présence d'amiante diagnostiquée uniquement dans les joints de chaudières ;

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de construction d'un bâtiment Hall C43 à Colomiers, objet de la demande n°2019-7159, n'est pas soumis à étude d'impact.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

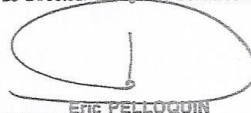
Article 3

La présente décision sera publiée sur le Système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Toulouse, le 14 MARS 2019

Le Directeur Énergie et Connaissance

Pour le préfet de région et par délégation,



ERIC PELLOQUIN

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact
Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :
Monsieur le préfet de région
DREAL Occitanie
1 rue de la Cité administrative Bât G
CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.
2- décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :
Monsieur le préfet de région
DREAL Occitanie
1 rue de la Cité administrative Bât G
CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)
Recours hiérarchique :
Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire
Tour Séquoia
92055 La Défense Cedex
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :
Tribunal administratif de Toulouse
68 rue Raymond IV
BP 7007 - 31068 Toulouse Cedex 7
(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

6-17 – Règlement zone UA2 PLUih

Titre 2 : La zone urbaine à vocation d'activité : UA2

Caractère : « zone d'activité tournée vers le secteur secondaire »

Rappel :

- ▶ Les « dispositions générales » s'appliquent
- ▶ Les « dispositions communes » s'appliquent sauf disposition contraire dans les présentes dispositions spécifiques

Chapitre 1 : Affectation des sols et destination des constructions**Section unique : Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités****Paragraphe 1 : usages et affectations des sols, constructions et activités interdits**

Sont interdites les destinations suivantes :

- la destination « Autres activités du secteur secondaire et tertiaire » à l'exception des sous destinations « industrie » et « entrepôt »
- les exploitations agricoles et forestières
- les commerces et activités de services, sous destinations artisanat et commerce de détail, restauration, activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, cinéma, supérieures à 500 m² de surface de plancher et situés en dehors des zones préférentielles d'accueil des commerces mentionnées sur le document graphique du règlement (DGR) 3C2 et régies par les dispositions communes, titre 2, chapitre 1, section 2, paragraphe 1, point 3.

Paragraphe 2 : usages et affectations des sols, constructions et activités soumis à conditions

- Les constructions à usage d'habitation ne sont autorisées qu'à la condition d'être affectées au logement des personnes dont la présence est nécessaire à la direction, à la surveillance, à la sécurité et au bon fonctionnement des services ou établissements autorisés.

Chapitre 2 : Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère**Section 1 : Volumétrie et implantation des constructions****Paragraphe 1 : Implantation des constructions****1- Toute construction peut être implantée soit alignement soit en retrait de la limite :**

- des voies ou emprises existantes ou projetées, ouvertes à la circulation publique,
- d'emplacement réservé pour voirie,
- de recul défini au document graphique du règlement (DGR) 3C1

Cette disposition ne s'applique pas aux voies mentionnées en annexe du présent règlement pour lesquelles des retraits spécifiques sont imposés compte tenu des caractéristiques de ces ouvrages ou des formes urbaines spécifiques souhaitées sur tout ou partie d'une voie.

2- Toute construction peut être implantée :

- soit sur **une ou plusieurs** limites séparatives à la condition que , la ou les limites séparatives ne constituent pas une limite avec une autre zone qu'une zone UA ou AUA
- soit en retrait d'**une ou plusieurs** limites séparatives si la ou les limites séparatives constituent une limite avec une autre zone qu'une zone UA ou AUA.

Dans ce cas, tout point d'une construction, en dehors des éléments admis dans les marges de recul définies au titre 2 des dispositions communes, chapitre 2, section 1, paragraphe 1, point 3, doit être implanté à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de la hauteur de ce point et toujours supérieure ou égale à 4 m.

Lorsque la limite séparative constitue également une limite avec une zone UM, AUM, UP, AUP, alors la distance est au moins égale à la hauteur du bâtiment et toujours supérieure ou égale à 8m.

3- Implantation des constructions non contiguës sur une même unité foncière

Dans tous les cas, les constructions non contiguës implantées en vis-à-vis sur une même unité foncière, doivent l'être de telle sorte que soit aménagé entre elles un espace suffisant pour permettre l'entretien des marges d'isolement et des constructions elles-mêmes, et s'il y a lieu, le passage et le bon fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie et autres moyens de secours ou d'urgence ainsi que de bonnes conditions d'éclaircement, de salubrité, de sécurité, etc.

4- Des implantations autres que celles définies ci-dessus dans les dispositions spécifiques sont définies dans les dispositions communes, partie 2, titre 2, chapitre 2, section 1 :

- **paragraphe 1** pour les éléments qu'il est possible d'admettre dans les marges de retrait ou recul imposées ou autorisées
- **paragraphe 4** pour la possibilité d'adapter les règles relatives aux formes urbaines, volumétrie et implantation des constructions afin de prendre en compte différents contextes particuliers

Section 2 : Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Paragraphe 1 : Caractéristiques architecturales des façades et toitures des constructions ainsi que des clôtures

Les dispositions communes s'appliquent

Paragraphe 2 : Dispositions particulières en faveur du patrimoine bâti ou naturel et du paysage

Les dispositions communes s'appliquent

Paragraphe 3 : Dispositions particulières en faveur de la qualité environnementale

Les dispositions communes s'appliquent

Cette disposition ne s'applique pas aux voies mentionnées en annexe du présent règlement pour lesquelles des retraits spécifiques sont imposés compte tenu des caractéristiques de ces ouvrages ou des formes urbaines spécifiques souhaitées sur tout ou partie d'une voie.

2- Toute construction peut être implantée :

- soit sur **une ou plusieurs** limites séparatives à la condition que , la ou les limites séparatives ne constituent pas une limite avec une autre zone qu'une zone UA ou AUA
- soit en retrait **d'une ou plusieurs** limites séparatives si la ou les limites séparatives constituent une limite avec une autre zone qu'une zone UA ou AUA.

Dans ce cas, tout point d'une construction, en dehors des éléments admis dans les marges de recul définies au titre 2 des dispositions communes, chapitre 2, section 1, paragraphe 1, point 3, doit être implanté à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de la hauteur de ce point et toujours supérieure ou égale à 4 m.

Lorsque la limite séparative constitue également une limite avec une zone UM, AUM, UP, AUP, alors la distante est au moins égale à la hauteur du bâtiment et toujours supérieure ou égale à 8m.

3- Implantation des constructions non contiguës sur une même unité foncière

Dans tous les cas, les constructions non contiguës implantées en vis-à-vis sur une même unité foncière, doivent l'être de telle sorte que soit aménagé entre elles un espace suffisant pour permettre l'entretien des marges d'isolement et des constructions elles-mêmes, et s'il y a lieu, le passage et le bon fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie et autres moyens de secours ou d'urgence ainsi que de bonnes conditions d'éclaircissement, de salubrité, de sécurité, etc.

4- Des implantations autres que celles définies ci-dessus dans les dispositions spécifiques sont définies dans les dispositions communes, partie 2, titre 2, chapitre 2, section 1 :

- **paragraphe 1** pour les éléments qu'il est possible d'admettre dans les marges de retrait ou recul imposées ou autorisées
- **paragraphe 4** pour la possibilité d'adapter les règles relatives aux formes urbaines, volumétrie et implantation des constructions afin de prendre en compte différents contextes particuliers

Section 2 : Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Paragraphe 1 : Caractéristiques architecturales des façades et toitures des constructions ainsi que des clôtures

Les dispositions communes s'appliquent

Paragraphe 2 : Dispositions particulières en faveur du patrimoine bâti ou naturel et du paysage

Les dispositions communes s'appliquent

Paragraphe 3 : Dispositions particulières en faveur de la qualité environnementale

Les dispositions communes s'appliquent

6 - Aménagement paysager des espaces non bâtis en bordure des voies

- Les espaces libres dans les marges de recul par rapport aux voies devront faire l'objet d'un traitement paysager spécifique destiné à valoriser le paysage perçu depuis l'axe de circulation : dissimulation des éléments techniques, aires et locaux de stockages, atténuation de l'impact visuel des aires de stationnement...
- Cet aménagement devra être d'autant plus étudié dans les marges de recul par rapport aux axes de circulations faisant l'objet de retrait spécifiques (annexés au présent règlement) ou constituant une entrée de ville :
- La palette végétale, annexée au présent document, doit servir de référence pour le choix des essences végétales.

7 - Aménagement des espaces en bordure de cours d'eau ou de fossés-mères

Dans le cas où l'unité foncière jouxte les berges d'un cours d'eau ou d'un fossé-mère, le projet devra intégrer tout dispositif de nature à éviter le lessivage des aires de dépôt de résidus, des aires de stockage, etc...Il pourra être imposé en limite de l'unité foncière jouxtant la berge un traitement paysager spécifique créant ou complétant la végétalisation des berges.

Section 4 : Stationnement

Paragraphe 1 : Calcul du nombre de places de stationnement exigibles : Principes

Les dispositions communes s'appliquent

Paragraphe 2 : Stationnement des véhicules motorisés

Les dispositions communes s'appliquent

Paragraphe 3 : Stationnement des vélos

Les dispositions communes s'appliquent

Chapitre 3 : Équipements, réseaux et emplacements réservés

Section 1 : Desserte par les voies publiques ou privées

Paragraphe 1 : les accès

Les dispositions communes s'appliquent

Paragraphe 2 : voirie

Les dispositions communes s'appliquent

Section 2 : Desserte par les réseaux

Parag. unique : conditions de desserte des terrains par les réseaux divers

Les dispositions communes s'appliquent

6-18 – Echange mail CI/Demandeur/Ville de Toulouse

enquête hall Béluga XL Colomiers,

Boîte de réception



Christian

Henric

Bonjour Messieurs, J'ai reçu après mon envoi du PV de synthèse la position de la ville de Toulouse par



GAILLOT, SEBASTIEN

À moi, GUILLAUME

Bonjour Monsieur HENRIC,

Je fais suite à notre entretien téléphonique, et vous prie de trouver comme convenu les éléments de réponse suivant :

Concernant la dispersion des fumées, vous trouverez en pièce jointe l'implantation eu C40, avec la rose des vents dominants associée.

Effectivement, au regard du positionnement en proximité immédiate des pistes et concernant la circulation aérienne sur l'aéroport de Toulouse-Blagnac, le panache de fumées peut couper la visibilité d'une partie de la piste d'atterrissage au pilote en phase de descente.

La rose des vents indique que les vents dominants venant du nord-ouest sont susceptibles de diriger le panache dans l'axe des pistes de l'aéroport.

Il faut noter que la situation est similaire pour l'ensemble des bâtiments en proximité des pistes.

En cette période estivale, nous ne pouvons apporter d'éléments plus significatifs en réponse, et notamment des modélisations.

Je vous remercie donc pour votre compréhension.

Concernant l'automatisation des vannes d'obturation des réseaux eaux pluviales, nous avons été également interrogé par M LAZORTHES de la Police des Réseaux de Toulouse Métropole.

La réponse suivante lui a été apportée :

« Nous réalisons sur l'établissement d'AIRBUS Operations SAS Toulouse une quinzaine d'exercice de situation d'urgence par an.

Dans la moitié des cas, nous simulons des déversements ou des incendies.

Ce qui permet d'actionner notamment les vannes guillotines qui équipent le site, dont celle concernant le bassin versant du C40.

Je vous confirme que celle-ci empêchera l'atteinte du réseau en domaine public.

Concernant l'automatisation, la diversité des situations et des produits (hydrocarbures, ou miscibles à l'eau par exemple) ne permet pas d'envisager un système qui fonctionne à chaque fois.

Un échange récent avec les pompiers du SDIS sur un autre dossier : « mieux vaut une bonne procédure, qu'un système automatique qui tombe en panne... ». »

Il faut également noter que l'Aussonnelle se trouve à plusieurs kilomètres, et que le parcours naturel des effluents les dirigerait au préalable vers le bassin d'orage de Colomiers, le long des pistes.

Celui est toujours sec, hormis en période d'orage, et d'après un plan certes ancien (1999), d'une capacité de 160 000m³.

Je ne dispose pas du fil d'eau, mais au regard du dimensionnement, le temps de réponse du réseau permet une intervention dans des délais satisfaisants pour empêcher une pollution du cours d'eau.

Nous espérons vous avoir apporté les meilleurs éléments de réponse, et restons à votre disposition pour toutes précisions.

Meilleures salutations.

Sébastien GAILLOT
063281035

De : Christian Henric [mailto:christian.henric@gmail.com]

Envoyé : vendredi 9 août 2019 08:22

À : GAILLOT, SEBASTIEN <sebastien.gaillot@airbus.com>; MOLLARD, GUILLAUME
<guillaume.mollard@airbus.com>

Objet : enquête hall Béluga XL Colomiers,

The information in this e-mail is confidential. The contents may not be disclosed or used by anyone other than the addressee. Access to this e-mail by anyone else is unauthorised.

If you are not the intended recipient, please notify Airbus immediately and delete this e-mail.

Airbus cannot accept any responsibility for the accuracy or completeness of this e-mail as it has been sent over public networks. If you have any concerns over the content of this message or its Accuracy or Integrity, please contact Airbus immediately.

All outgoing e-mails from Airbus are checked using regularly updated virus scanning software but you should take whatever measures you deem to be appropriate to ensure that this message and any attachments are virus free.

2 pièces jointes



Christian henric <christian.henric@gmail.com>

À SEBASTIEN

Bien reçu,
Merci

Envoyé de mon iPhone

Le 14 août 2019 à 10:37, GAILLOT, SEBASTIEN <sebastien.gaillot@airbus.com> a écrit :

Bonjour Monsieur HENRIC,

Je fais suite à notre entretien téléphonique, et vous prie de trouver comme convenu les éléments de réponse suivant :

Concernant la dispersion des fumées, vous trouverez en pièce jointe l'implantation eu C40, avec la rose des vents dominants associée.

Effectivement, au regard du positionnement en proximité immédiate des pistes et concernant la circulation aérienne sur l'aéroport de Toulouse-Blagnac, le panache de fumées peut couper la visibilité d'une partie de la piste d'atterrissage au pilote en phase de descente.

La rose des vents indique que les vents dominants venant du nord-ouest sont susceptibles de diriger le panache dans l'axe des pistes de l'aéroport.

Il faut noter que la situation est similaire pour l'ensemble des bâtiments en proximité des pistes.

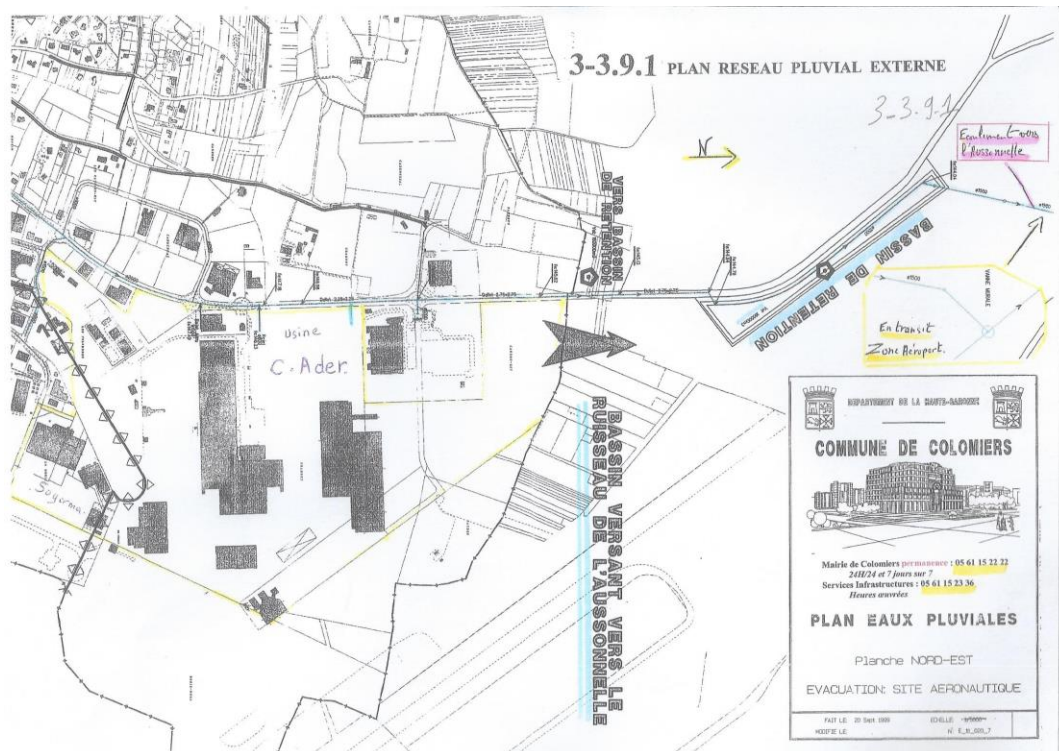
En cette période estivale, nous ne pouvons apporter d'éléments plus significatifs en réponse, et notamment des modélisations.

Je vous remercie donc pour votre compréhension.

<image001.png>

<Plan réseau EP externe CA.PDF>

<C40 Rose des vents.jpg>



7- Registre d'Enquête

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE / DÉPARTEMENT HAUTE-GARONNE

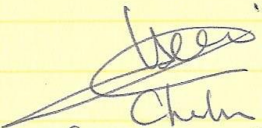
COMMUNE COLOMIERS

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Cocher la case correspondante

- ☒ Installations classées pour la protection de l'environnement
- ☐ Schémas de cohérence territoriale (S.C.O.T.)
- ☐ Plan local d'urbanisme (P.L.U.)
- ☐ Plan d'occupation des sols (P.O.S.)
- ☐ Carte communale
- ☐ Classement de voirie
- ☐ Divers

relatif à : Demande d'autorisation environnementale
portant sur le projet d'extension de l'ancien
hall de déchargement des Beluga Standard
afin de le convertir en hall de maintenance
du BELUGA XL présenté par la
société AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL
à Colomiers.


Chéri HENRI
Commissaire Enquêteur

réf. 501 051

Berger
Levrault

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Objet de l'enquête : Enquête Deliberative sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la Société AIRBUS TRANSPORT INTERNATIONAL relatif au projet d'exploiter une extension de l'actuel hall de déchargement du Beluga Standard afin de le convertir en hall de maintenance des Beluga XL à Colombes.

Arrêté d'ouverture de l'enquête :

arrêté n° 0084 en date du 5 juil 2019 de

☐ M. le Maire de :

☒ M. le Préfet de :

Président de la commission d'enquête – Commissaire enquêteur :

Membres titulaires : M. HENRI Chub qualité Commissaire Enquêteur
M. _____ qualité _____
M. _____ qualité _____
M. _____ qualité _____
Membres suppléants : M. _____ qualité _____
M. _____ qualité _____
M. _____ qualité _____

Durée de l'enquête : date(s) d'ouverture : du lundi 1^{er} juillet 2019 au lundi 15 juillet 2019
les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____
les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____
les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

Siège de l'enquête : Hôtel de Colombes

Autres lieux de consultation du dossier : Mairie de Toulon, Mairie de Bagnols + Prefecture Haute-Garonne

Registre d'enquête :

comportant 32 feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, destiné à recevoir les observations du public ; ces dernières peuvent aussi être adressées par écrit au nom du commissaire enquêteur à : aux sièges de consultation du dossier

Rapport et conclusions du commissaire enquêteur :

seront tenus à la disposition du public dès leur réception à : _____

aux heures et jours habituels d'ouverture des bureaux et dans chacune des mairies où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné.

Réception du public par le commissaire enquêteur :

les lundi 11 juillet 2019 de 14h à 17h et de _____ à _____
les lundi 8 juillet 2019 de 9h à 12h et de _____ à _____
les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____
les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____
les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____
les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

une réunion publique ☐ a été ☐ n'a pas été organisée par le Commissaire enquêteur

PREMIÈRE JOURNÉE

Les dimanche 7 juillet 2019 de 14h à 17h heures

Observations de M⁽¹⁾

14h Pénalisation ouverte

17h Pénalisation terminée

Aucun visio

[Signature]
Ch. HENRIC

lundi 8 juillet 2019 de 9h à 12h

Deuxième pénalisation

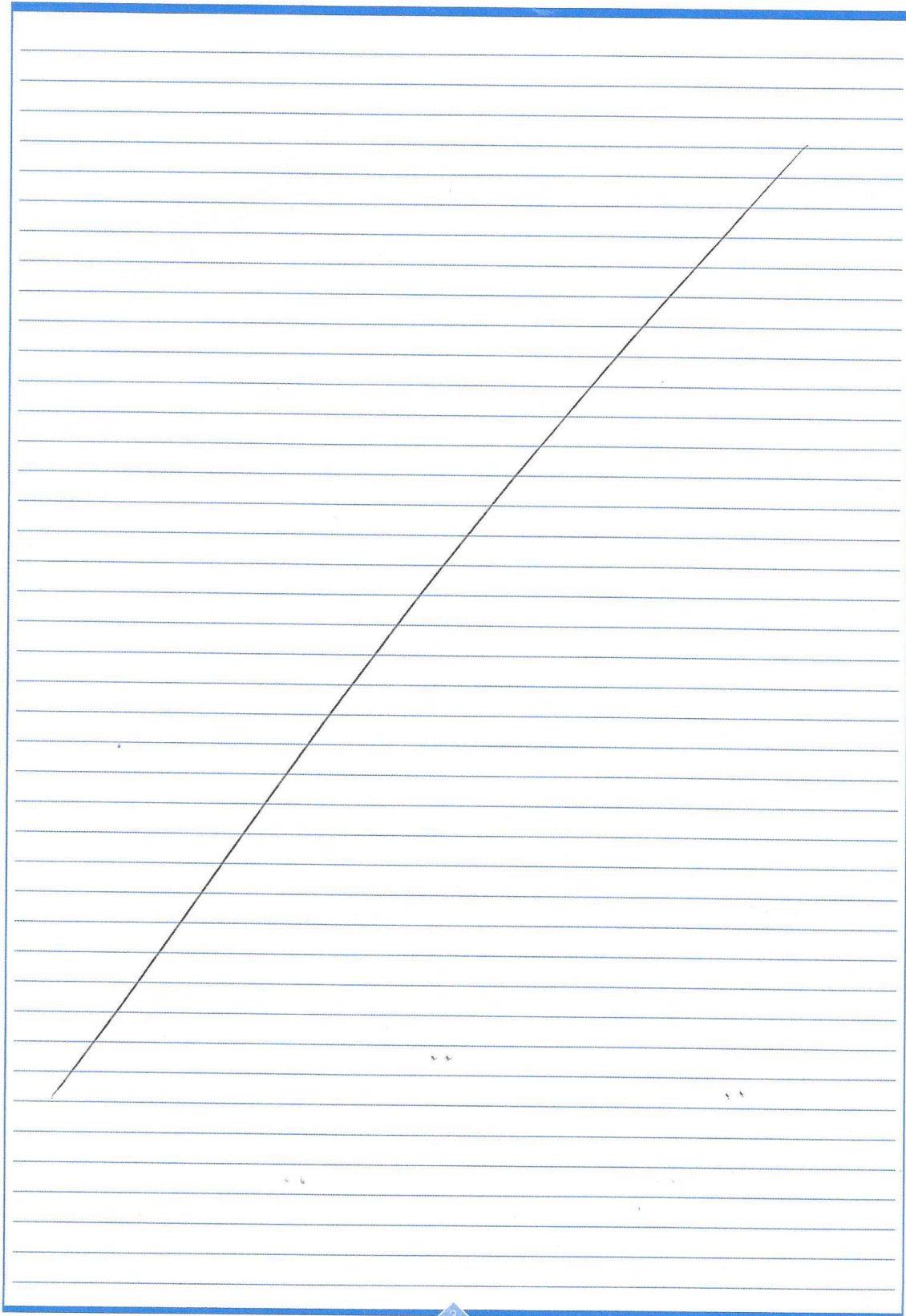
9h Pénalisation ouverte

12h Pénalisation terminée

Aucun Visio

[Signature]
Ch. HENRIC

⁽¹⁾ Pour prendre en considération vos remarques, consignez-les sur le présent registre ou adressez-vous directement au commissaire-enquêteur.



Le Jeudi 18 juillet 2019 à 10 heures heures

Le délai étant expiré,

je, soussigné(e), Ch. HENRIC Commissaire Enquêteur déclare clos le présent registre
qui a été mis à la disposition du public pendant 15 jours consécutifs jours consécutifs,
du 1er juillet 2019 au 15 juillet 2019 inclus
de aucun permis d'habiter de 9h à 12h heures et
de 6 heures heures 6 heures heures

2 permis de 1er juillet 2019 de 9h à 12h
le 8 juillet 2019 de 9h à 12h

Les observations ont été consignées au registre

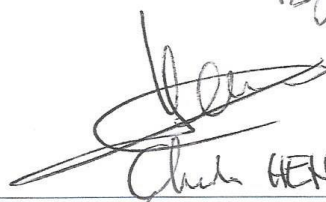
aucune observation (0)
par _____ personnes (pages n° _____ à _____).

En outre, j'ai reçu aucun courrier ou mail lettres ou notes écrites
qui sont annexées au présent registre :

- 1 lettre en date du _____ de M _____
- 2 lettre en date du _____ de M _____
- 3 lettre en date du _____ de M _____
- 4 lettre en date du _____ de M _____
- 5 lettre en date du _____ de M _____
- 6 lettre en date du _____ de M _____

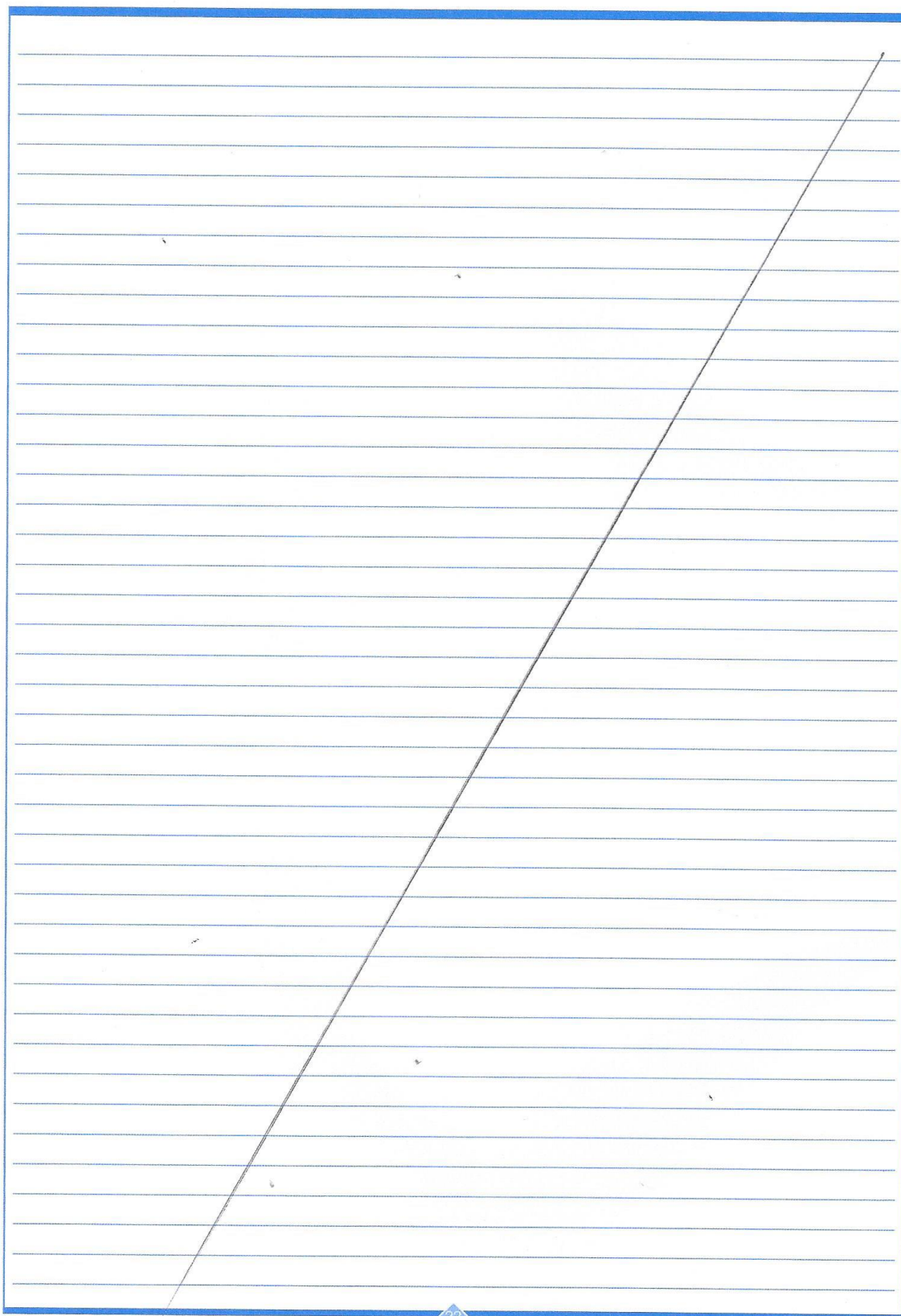
signature

le 18 juillet 2019



Ch. HENRIC
Commissaire Enquêteur

C.H.



C.4.

Le présent registre ainsi que les _____ pièces
qui y sont annexées et le dossier d'enquête sont adressés par mes soins,

le 15 Avril 2019
à M. le Préfet de la Haute Garonne et y divers intéressés

(Voir mentions de clôture en page 19)

**RAPPORT ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR
SONT ANNEXÉS AU PRÉSENT REGISTRE**

Berger
Levrault